



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
le futur est notre passion*



Sommaire

Nouvelles du Groupe Futurovest	02
Envoi n°01 : Transition énergétique en Allemagne	03
Envoi n°02 : Renouvelables ?	09
Cogito n°01 : Zen & Prospective	10
Cogito n°02 : Démocratie au futur	15
Cogito n°03 : Contradictions de la démocratie	22
Cogito n°04 : Liberté	24
Mémoires du futur	30
Bibliographie, Web...	65

Le futur n'est pas la poubelle du présent

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futurovest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous.
contact@futurovest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROVEST

Éditée par Futurovest Sarl, Propriétaire de la marque FuturWest

au capital de 40000€ SIRET : 409 769 908 00016

3 Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient

Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futurovest.com

conception graphique : www.leschahuteurs.com

ISSN 1633 1060 / Dépôt légal : Quatrième trimestre 2013

NOUVELLES DU GROUPE FUTUROUEST

Conférences

- **Vendredi 13 Décembre 2013 à BREST – De 18h00 à 20h00**
« *Monnaie, dettes, monnaies alternatives* »
Jean-Michel SERVET
- **Mars 2014 à Saint Briec – De 18h00 à 20h00**
« *Algues et énergies* »
- **Avril 2014 à Rennes**
« *Bio-Informatique en Europe* »
Guy MORDRET

Colloque

- **Vendredi 06 Juin 2014 à LORIENT (Espace Courbet) – De 13h30 à 18h30**
« *Les atouts du futur : anticipation et prospérité* »
Six intervenants + Débats avec les participants.
Entrée libre sur inscription => www.futuroouest.com
(*Programme complet en Janvier 2014*)

Publications

- « *Jeunesses – Educations – Formations 2025* »
Disponibles gracieusement en ligne sur www.futuroouest.com
- « *Démocratie participative : progrès ou illusions ?* »
Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN - L'Harmattan 2012 - 280 pages
- « *Périples d'un Consultant 1987-2010* »
Liam FAUCHARD D'autres Univers 2013 – 200 pages
Envoi postal gratuit, contre un chèque de 15 Euro à l'ordre de « FutureScan »,
=> 177 Hent Ar Vadalen – Lokileg – 29300 Baye

Formations

- Initiation à La Démarche Prospective - 02 Décembre 2013 à Lorient

Index

- Index des Cogito
- Indes des NDL par auteurs
- Indes des NDL part thèmes

www.futuroouest.com [Publications]

Agenda

- Se reporter au site : www.futuroouest.com

La transition énergétique en Allemagne : Sujet électrique

Dans notre beau pays, bastion du nucléaire, ce qui se trame en Allemagne en matière de production énergétique est aux mieux analysé avec circonspection, au pire totalement ignoré.

À l'occasion du cinquantième anniversaire du traité de l'Élysée scellant l'amitié franco-allemande, Le journal des énergies renouvelables, – dédié, le lecteur aura corrigé, aux énergies d'origine renouvelable (ENR) – a consacré deux numéros à la transition énergétique (*Energiewende*) qui s'opère en Allemagne⁽¹⁾. Une telle initiative est salutaire, car le citoyen français a probablement peu conscience de l'ampleur du changement - qui tient quasiment d'une révolution culturelle - en cours Outre-Rhin. Les acteurs allemands de l'énergie la comparent volontiers à la révolution industrielle, à la révolution de la mobilité ou à la révolution numérique ! Avec son lot d'espoirs, tant en matière économique que géo-stratégique, sociale ou de la qualité de vie. Avec ses écueils également, car une mutation d'une telle ampleur ne peut s'opérer sans révéler des problèmes inattendus ou des effets indésirables.

Pour Peter ALMAIER, ministre de l'Environnement, « *le défi est très probablement le plus grand qu'affronte le pays depuis la fin de la guerre, parce que la transition énergétique concerne l'ensemble des activités industrielles et économiques de l'Allemagne.* »

Un objectif ambitieux mais réaliste

Le débat ne se résume pas à la sortie du nucléaire, contrairement à l'image que l'on en a en France. Cette question ne semble d'ailleurs plus vraiment faire débat : même Siemens, ancien acteur de cette filière, en a pris acte et s'en dégage, pour mieux investir celles des ENR. Le Concept énergétique – *Energiekonzept*, feuille de route de la transition énergétique – a pour ambition finale de diminuer de 80 à 95 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. La pertinence de cette entrée peut être discutée, mais comme souvent, l'intérêt d'une telle révolution ne réside pas forcément là où on le croit. Que ce pays se fixe de tels objectifs bat en brèche l'idée reçue selon laquelle le développement industriel ne peut pas se contenter d'énergies renouvelables, aux puissances trop faibles et à la variabilité trop aléatoire.

Une zone de flou persiste dans le domaine des transports – preuve que le lobby automobile allemand pèse lourd dans le débat. Cela démontre également que les rédacteurs du Concept énergétique ont le sens des réalités et qu'ils se sont attaché à fixer des objectifs réalistes – quoique ambitieux – dans des domaines pour lesquels la transition est déjà en cours, en premier lieu la production d'électricité et de chaleur et l'isolation des bâtiments.

En matière de production d'électricité, la part du nucléaire est passée de 30 % en 2000 à 16 % en 2012, tandis que celle des ENR est passée de 3,2 % en 1991 à 22,9 % en 2012, très nettement au-dessus de l'objectif fixé par la Directive européenne sur l'électricité renouvelable de 2001 ! Tout indique que le prochain objectif pour les ENR (38,6% de la consommation brute d'électricité d'ici 2020) sera lui aussi largement dépassé ! Selon les prévisions actuelles, ce taux approchera plus probablement les 50 %.

⁽¹⁾ *Le journal des énergies renouvelables n° 214 -Mars-Avril 2013 et Le journal des énergies renouvelables n° 217, Septembre-Octobre 2013. Sauf mention contraire, toutes les citations de cet article sont issues de ces deux ouvrages.*

Pendant ce temps, la France est en retard sur sa propre feuille de route⁽²⁾, malgré le volontarisme de certaines régions, qui ne bénéficient pas des mêmes marges d'action que les Länder allemands.

Des territoires décideurs et acteurs de leur propre transition énergétique

Il faut dire que les Länder peuvent fixer à leur échelle des objectifs plus ambitieux que les objectifs nationaux et que la plupart y ont intérêt, dès lors que cela favorise sur leur territoire le développement industriel dans le secteur des ENR. « *À l'inverse des énergies fossiles, l'argent dépensé dans les renouvelables reste dans les territoires.* ». Les régies publiques (*Stadtwerke*) se multiplient (*plus de 800 à l'heure actuelle*), de même que les structures coopératives et les « *énergiculteurs* ». Ces trois groupes représentent plus de la moitié de la puissance installée en ENR dans le pays ! « *Les communes sont en train de s'approprier la transition énergétique... et même de l'accélérer* ». Bien entendu, la culture fédérale allemande est nettement plus favorable à une telle multiplicité d'acteurs économiques que le centralisme français avec lequel composent si bien les grands énergéticiens qui savent se faire entendre du pouvoir central.

Des scénarios prospectifs encourageants

Les exercices de prospective commandés par les autorités fédérales allemandes établissent des scénarios visant le 100 % ENR pour l'électricité et la chaleur. Les modèles utilisés tendent à démontrer qu'un système énergétique entièrement basé sur le renouvelable ne coûtera pas plus cher que le système actuel (*env. 120 milliards d'euros par an*). Mais, rester sur le modèle actuel ferait bondir la facture d'autant, voire du double, selon le taux d'augmentation que l'on affecte au coût des énergies fossiles (*si tant est qu'elles augmentent!*).

À l'inverse de ces dernières, les ENR « *nécessitent un investissement élevé, mais leur exploitation génère des coûts marginaux très faibles et facilement prévisibles* ». De plus, « *les coûts des installations des énergies renouvelables diminuent d'année en année* » : une politique à long terme permet ainsi d'envisager une montée en puissance des moyens de production d'ENR à coûts maîtrisés. Il est d'ores et déjà établi que, dans ce pays où l'électricité est – à l'heure actuelle – deux fois plus chère qu'en France, la transition vers le 100 % d'origine renouvelable n'entraînera pas de hausse de la facture.

L'institut Fraunhofer ISE a ainsi produit en 2012 une étude prospective comportant trois scénarios qui se distinguent de la sorte : Remax, surtout basé sur l'augmentation de la production en ENR ; SanierungMax, qui se concentre sur la rénovation des bâtiments ; Medium intermédiaire entre les deux autres. Les trois scénarios démontrent que « *l'approvisionnement électrique 100 % renouvelable est loin d'être une utopie. L'objectif est au contraire techniquement et financièrement atteignable* ». Cette étude a en outre mis en lumière la nécessité de ne pas se focaliser sur la seule électricité, mais de repenser le système énergétique dans son ensemble.

Toutefois, au-delà de l'électricité, les besoins énergétiques de l'industrie n'ont pas été abordés par l'étude, pas plus que le domaine des transports : il paraît utopique d'envisager en 2050 une couverture de ces besoins uniquement par les ENR..., ce qui ne veut pas dire qu'elle n'interviendrait pas dans une proportion croissante.

⁽²⁾ « *La trajectoire, si rien ne bouge, nous conduira de 14 % aujourd'hui à 17 % d'énergies renouvelables dans notre mix énergétique en 2020 contre les 23% sur lesquels notre pays s'est engagé.* ». Source : Syndicat des énergies renouvelables ; extrait du communiqué de presse du 17 septembre 2013.

Un parfum d'aventure

La transition énergétique est un formidable facteur d'innovation, pas seulement en Allemagne. Il ne se passe pas une semaine sans que ne soit présentée une nouvelle solution dans le domaine de la production et/ou des économies d'énergie. Innovations certes techniques, mais aussi politiques, financières, sociales, législatives...

La diversité, l'ingéniosité et l'audace de nombreuses innovations redonnent un goût d'aventure à un secteur que les énergies de l'abondance (*nucléaire, pétrole, gaz*) lui avaient ôté. Une aventure dans laquelle tous les citoyens peuvent s'impliquer, même s'ils ne possèdent ni puits de pétrole, ni mine d'uranium. La dimension industrielle est de plus en plus forte (*notamment avec les parcs éoliens offshore, dont les investissements se chiffrent en milliards d'euro*), mais cela n'exclut pas les échelles de production plus modestes, accessibles à des PME et à des groupements de particuliers.

En 2011, le secteur des ENR représentait 371950 emplois directs ou indirects en Allemagne. Pour 2020, les prévisions oscillent entre 470000 et 600000.

L'âge de la maturité de la filière éolienne

Dans l'éolien, l'augmentation de la puissance totale installée se poursuit, d'une part par l'édification de nouveaux parcs éoliens mais aussi par le « *repowering* », c'est-à-dire la rénovation des parcs éoliens les plus anciens, souvent localisés dans les endroits les plus productifs : les anciennes machines de petite puissance (*4 à 5 fois moins puissantes que les modèles actuels*) sont remplacées par des éoliennes récentes, bien plus productives.

Comme pour le solaire, la progression des installations est en avance sur les prévisions et, d'ici à 2020, l'éolien devrait être en mesure de produire près de 25 % de l'électricité consommée en Allemagne. La puissance totale des installations en service a dépassé les 31 GW en 2013. Les Länder du sud du pays s'étaient initialement davantage orientés vers le solaire que l'éolien : il reste donc des sites disponibles dans ces régions, au plus près des grands centres de consommation.

Le prix de revient du kWh terrestre est actuellement entre 6,5 et 8,1 c € : cela le rend compétitif sur le marché de gros. La réglementation a été adaptée pour inciter ce mode de commercialisation, et se passer ainsi du tarif d'achat.

Le bond du solaire

Le photovoltaïque connaît un succès que l'on mesure mal en France, ayant réussi une pointe à plus de 22 GWc en mai 2012, ce qui représentait 32 % de la demande en électricité à ce moment-là en Allemagne. Compte tenu des perspectives de développement, d'ici la fin de la décennie, les centrales solaires pourraient à certains moments assurer une production égale à 100 % de la demande. Mais, ramené aux volumes annuels, l'électricité d'origine photovoltaïque ne représente que 5 % de la demande (*soit tout de même une production correspondant à la consommation de 8 millions de foyers!*). Cette proportion pourrait atteindre 10 % d'ici la fin de la décennie selon l'association de l'industrie solaire allemande BSW Solar, qui constate que le rythme des nouvelles installations ne fléchit pas (*plus de 7 GWc par an*).

Cerise sur le gâteau, cette énergie a atteint la parité réseau : alors que les tarifs d'achat étaient de 5 €/Wc en 2006, il était de 1,7 €/Wc début 2013. BSW Solar promet que les prix diminueront encore de moitié d'ici 2020. Les grandes installations photovoltaïques offrent de tarifs d'achat de l'électricité qui se situent entre ceux de l'éolien offshore et ceux de l'éolien

terrestre... et la baisse continue. Devant cette situation, pour les particuliers, « *il est devenu naturel d'autoconsommer l'électricité solaire produite* » et ne vendre que le surplus (*soit tout de même 60 à 70 % de la production*), ce qui va également modifier les modèles économiques et techniques : c'est autant d'électricité en moins à transiter sur le réseau.

Une remise en cause du marché de l'électricité

L'un des problèmes les plus pressants à résoudre est le modèle économique, car « *le marché de l'électricité repose sur le principe du coût marginal de production. Pour l'éolien et le solaire, ce coût est proche de zéro. Le marché n'est pas fait pour les énergies renouvelables variables et il ne fonctionne plus correctement pour les énergies classiques, parce que les quantités d'électricité renouvelable injectée font chuter les prix, allant même jusqu'à générer des prix négatifs* » !

La grande variabilité de la production entraîne en effet un problème d'équilibre du réseau et lors des périodes de pleine production, le prix de vente l'électricité à la bourse s'effondre. « *Avec un prix moyen de 26,10 c€/kWh, les prix des offres en électricité d'origine renouvelable sont inférieurs aux offres de base (à majorité nucléaire et charbon) des opérateurs historiques.* »

L'un des paradoxes est que cela favorise les vieilles centrales nucléaires ou au charbon, depuis longtemps amorties et qui continuent de gagner de l'argent, tandis que les centrales au gaz les plus modernes et les moins polluantes ne parviennent pas à être rentables ! Il leur faut un soutien politique pour survivre économiquement...

De plus, la gestion de la fluctuation énergétique de la production allemande a des répercussions sur les pays voisins (*variation des prix de vente de l'électricité, mais aussi charge du réseau*), dont la politique énergétique ne s'accorde pas forcément avec celle – décidée unilatéralement – de l'Allemagne.

Gérer l'abondance en couplant les réseaux d'électricité et de gaz

Lorsque l'Allemagne a annoncé en mai 2011 sa décision de sortir du nucléaire, l'une des idées les plus véhiculées par la presse française a été que la production électrique s'effondrerait et que nos vaillantes centrales nucléaires devraient y suppléer. Aujourd'hui, c'est le contraire qui se passe, les ENR entraînent une surproduction d'électricité. En 2012, l'éolien et le solaire photovoltaïque « *représentaient déjà 54 GW installés pour une demande nationale oscillant entre 40 et 80 GW*⁽³⁾ » .

Les périodes de surproduction vont devenir de plus en plus fréquents avec l'augmentation de la puissance installée. Comment gérer ce surplus ? Plutôt qu'un stockage en batteries, l'une des solutions les plus prometteuses à grande échelle est celle de la méthanation, qui consiste à utiliser cette électricité excédentaire pour fabriquer du méthane et l'injecter dans le réseau de gaz, la capacité de stockage de ce réseau dépassant largement les besoins pour absorber les surplus de production d'électricité.

⁽³⁾ <http://www.solar-consulting.de/assets/LeistungenBeispiele/Pressearbeit/Medienbeobachtung/2012-05-01-EnergiePlus-PtG.pdf> ; Bulletin d'information n° 485 du 1er mai 2012

Ce processus passe par une étape intermédiaire, de production d'hydrogène par électrolyse de l'eau. L'hydrogène est ensuite, en combinaison avec du dioxyde de carbone (*dont l'industrie ne manque pas!*), utilisé pour produire du méthane... ou pas, car l'hydrogène peut aussi être utilisée pour alimenter les piles à combustible. Ce n'est donc pas avec une filière de gaz que l'électricité est couplée, mais deux.

Après l'éolien et le solaire, les filières hydrogène et méthane se mettent en place en Allemagne à une vitesse à laquelle il faudra bien que l'on s'habitue : Greenpeace est aujourd'hui fournisseur de gaz « éolien » par sa filiale Greenpeace Energy, qui vend d'ores et déjà du gaz naturel issu de l'excédent d'électricité éolienne. Il est loin d'être le seul, sur un marché sur lequel vont se positionner tous les grands producteurs d'électricité du pays, accompagnés par les industriels de l'automobile qui parient sur le méthane et/ ou les piles à combustible. Ainsi Audi, qui entend développer un véhicule roulant au méthane de synthèse, a mis en place dans le nord du pays (*au plus près des parcs éoliens offshore*) une unité de méthanisation d'une puissance de 6,3 MW, représentant « une flotte de 1500 voitures parcourant chacune 15 000 km par an ». Et ce n'est qu'un début...

Le besoin d'un second souffle

L'enthousiasme des citoyens sur la transition économique est en train de retomber. Le développement des parcs éoliens offshore en mer du Nord prend du retard et son raccordement impliquera le renforcement du réseau de ligne à hautes tension pour acheminer la production vers les grandes agglomérations du centre et du sud du pays. Il n'est pas dit que la population voit ces nouvelles infrastructures d'un bon œil (*le linéaire de lignes HT à construire est estimé à 4500 km*), si l'augmentation de la puissance de production éolienne génère les mêmes inconvénients que le modèle qu'il est censé remplacer, tandis que l'un des avantages des ENR était jusqu'ici une production au plus près des lieux de consommation.

De même, le marché de l'électricité « 100 % verte » a eu du mal à décoller. Cette offre représentait en 2011 7,4 % de la quantité totale d'électricité et concernait 12 % de la clientèle. Mais, quinze ans après la libéralisation du marché de l'électricité, ce résultat peut sembler décevant. Néanmoins, en 2011, « l'effet Fukushima » a provoqué un véritable boom dans le passage à l'électricité verte, qui a repris sa progression.

La filière prometteuse de la méthanation [*Méthane produit par réaction de dioxyde de carbone ou de monoxyde de carbone avec hydrogène*] nécessitera elle aussi un soutien financier pour décoller et être viable économiquement.

L'Allemagne, cavalier solitaire ou éclaireur ?

La décision de l'Allemagne de sortir du nucléaire a entériné son engagement dans la voie d'une transition énergétique radicalement orientée vers les énergies d'origine renouvelable. Pour peu banale que soit une telle remise en question à l'échelle d'un des pays les plus industrialisés au monde, elle est un simulateur d'innovations techniques, sociales et législatives insoupçonnées, qui contrastent avec les résistances auxquelles doivent quotidiennement faire face les acteurs des ENR de ce côté-ci de la frontière, dans un pays encore pétri de l'idéologie du modèle unique de l'atome : la culture de l'abondance énergétique (*prétendument*) à bon compte n'est visiblement pas le meilleur stimulant pour l'innovation, l'audace et la prise de risque.



LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ALLEMAGNE

suite

Dans un contexte interconnecté, la décision de l'Allemagne de sortir du nucléaire concerne ses voisins, sans que ceux-ci n'aient été réellement impliqués dans le choix. Mais ce pays aurait-il dû s'interdire une telle décision sous prétexte que son plus principal voisin s'accroche à son modèle électrique des années 60 ? Le nucléaire allemand n'étant que civil, il ne revêt pas la même symbolique de puissance et d'indépendance qu'en France (*ni la même filière industrielle*), ce qui rend paradoxalement peut-être plus libre l'Allemagne dans ses choix énergétiques.

La transition énergétique suscite un débat important en Allemagne et sa problématique se répand désormais dans toute l'Europe. La chaîne de télévision Arte a consacré une soirée à la transition énergétique sous l'angle : « *L'Allemagne est-elle un cavalier solitaire ou un éclaireur ?* » Une fois n'est pas coutume, il est peut-être heureux que le gouvernement allemand ne se soit pas trop préoccupé de l'Europe pour décider de l'orientation de sa politique énergétique. Le cavalier solitaire, "sans peur et sans atome", risque de retrouver de la compagnie à l'avenir...

Pierre-Yves HAGNERE, Octobre 2013

Le contexte sémantique dans lequel nous vivons est souvent surprenant. Il en va ainsi des « *énergies renouvelables* » qui ont envahi l'univers médiatique depuis plusieurs années. Ces mots sont répétés à l'envie comme s'il s'agissait d'un sésame magique censé résoudre la question de l'énergie future dont une société moderne a absolument besoin pour assurer sa prospérité. Tout lycéen et tout étudiant sait qu'en physique, une énergie « *renouvelable* », ça n'existe pas ; une fois utilisée, celle-ci est transformée en effet calorifique, mécanique, etc., et ne peut plus être réemployée.

Ce qui se cache sous ce vocable est lié à la « *transition énergétique* » dont il y a quasiment autant d'interprétation que de locuteurs, selon que nous avons affaire à des scientifiques rigoureux, des politiques flairant le sens du vent, des idéologues de circonstance.

Dans un récent rapport, la Cour des Comptes nous apporte des informations fort utiles pour remettre les pendules à l'heure. Entre 2005 et 2011, les Collectivités Territoriales ont déboursé 14,5 G€ pour favoriser l'installation d'éoliennes, panneaux photovoltaïques, quelques fois de la géothermie... A ce chiffre s'ajoute 5,5 G€ dépensés par RTE/EDF pour adapter le réseau aux approvisionnements d'électricité générés par ces techniques d'appoint. La Cour nous apprend que sur la période considérée, cela a conduit à la création en solde de 24 500 emplois, sans préciser s'ils seront pérennes ou pas, soit 815 000 Euro par emploi généré.

Autant il est judicieux de préparer le long terme énergétique en tablant sur des productions d'électricité non-carbonées, comme l'énergie nucléaire ou l'éolien off-shore producteur d'hydrogène en quantité massive, voire l'hydrolien... autant il est déraisonnable de se contenter d'incantations. Le discours convenu sur les « *compteurs intelligents* » est complètement hors sujet. Pour une installation d'un coût minimal de 200 Euro, le gain réel estimé est de 10 €/an pour le consommateur qui supportera seul la charge financière d'installation. L'effort devrait certes porter sur la rénovation du parc de logement pour qu'il soit moins gourmand, mais là encore, cela prendra du temps puisque l'estimation basse pour les 26 millions de logements en France est de 800 G€... et le rythme de renouvellement actuel est de l'ordre de 1% par an. Par ailleurs, le rapport 2012 de l'ENSTOE (*European Network of Transmission System Operators for Electricity*) évalue la seule modernisation du réseau européen à 104 G€ sur dix ans, essentiellement pour permettre l'intégration des énergies dites renouvelables.^[1]

Quant à la totalité des « *technologies vertes* », leur déploiement a été évalué en 2011 à 591 G€ sans garantie de rentabilité, et qu'il faudrait 2300 G€ pour leur déploiement complet dans l'ensemble de l'Union Européenne, le tout sur une période de dix années. Pour donner un ordre de grandeur, dans les sept années 2014-2020, l'Union Européenne consacrerait 80 G€ à la politique de recherche ; les 2891 G€ présentés supra représentent donc 253 années de budget de la recherche européenne.^[2]

J'ai présidé Carrefour des Entrepreneurs du Morbihan de 2006 à 2012 ; je peux donc témoigner de ce que nous aurions fait avec la manne signalée par la Cour des Comptes de la République française. En effet, avec ce pactole de 20 G€, nous aurions pu accompagner la création de 14 millions d'emplois, avec une pérennité à cinq ans de l'ordre de 75% ! Il s'agit certes d'un calcul théorique qui n'a pas de portée pratique en soi, mais qui permet de montrer quels sont les ordres de grandeur en jeu et de réfléchir à la pertinence de l'allocation de ressources pour créer de nouvelles activités créatrices de richesses... et d'emplois !

Liam FAUCHARD / FutureScan / Août 2013 / www.breizhlog.eu (Septembre 2013)

^[1] = Henri SAFA, *Quelle transition énergétique ?*, EDP 2013.

^[2] = Samuele FURFARI, *L'écologie au pays des merveilles*, Bourin 2012.

Interview de Gérard Kenku LAURENT, Enseignant du ZEN

Q1/ Pourrais-tu nous présenter ton parcours, notamment le fait qu'en tant qu'occidental tu te sois intéressé à des philosophies orientales ?

Alors en termes de parcours, en général on parle d'un parcours linéaire. En ce qui me concerne je m'aperçois que ce sont essentiellement des rencontres. Ce sont des moments où il y a eu des connexions avec l'élève que j'étais en cinquième au lycée Condorcet à Paris ; par exemple ce qui m'avait frappé, il y avait un cours de géographie-histoire avec un monsieur Vialatte et sa façon de préparer les cours était originale : au tableau, il faisait juste un grand schéma en couleurs qu'ensuite il commentait. Et il nous suggérait non pas d'écrire ce qu'il enseignait mais d'illustrer nous-mêmes ses propos ; en plus, à l'époque, il parlait d'aller sur la Lune, cela m'avait étonné.

Une deuxième rencontre, toujours au lycée Condorcet, ce fut un professeur de français qui nous avait proposé deux dissertations : par exemple, un dialogue entre un stylo et une machine à écrire, et un autre dialogue entre un poêle à charbon et un radiateur ; tout cela me parlait bien – même si je ne m'en suis rendu compte qu'après – j'avais horreur d'apprendre des choses par cœur, des interrogations écrites ou orales et des examens en général qui furent des échecs cuisants, régulièrement... (*Rires*).

Ensuite, effectivement, étant assez atypique et plus intéressé par le scoutisme que par les études, (*louveteau puis scout*) auquel mes parents m'avaient inscrit, j'ai finalement été viré du lycée Condorcet et mes parents m'ont alors inscrit dans un cours privé, Parc Monceau, mixte – c'était très intéressant pour l'époque, et là, j'ai fait une nouvelle rencontre, un professeur de français qui nous stimulait en expérimentant avec lui non pas une approche chronologique de la littérature mais comment les choses pouvaient se relier en dehors du temps et de l'espace. Très vite je me suis pris à ce jeu là, je trouvais cela très intéressant, et j'ai eu des résultats surprenants. Cela m'a marqué... et comme je le disais, j'ai passé mon Bac après avoir échoué précédemment, Bac que je préparais plus en dansant le Rock avec des copines qu'en passant mon temps à réviser.

Ce parcours s'est fait, un peu comme on dirait en Prospective, même si ce n'est pas du même type, en ruptures. A l'époque j'avais aussi fait une préparation en parachutisme et comme j'étais un peu dans une impasse ... , j'ai décidé de faire mon service militaire, il faut ajouter que mes parents ne s'occupaient guère de moi, pas plus que de mes frères d'ailleurs... mon père était journaliste parlementaire à Ouest-Eclair, puis à Ouest-France, attaché à l'Élysée, et on le voyait peu ; notre mère s'occupait bien de ce qu'il fallait à la maison mais pas vraiment de nos études. Finalement, paradoxalement, cette grande liberté, avec des hauts et des bas évidemment, m'a plutôt servi alors que plus tard des personnes m'ont dit « *tu n'as pas eu de chance* »...

Q2/ Dans ta vie personnelle, que représente le Zen ? Comment l'utilises-tu, si ce vocabulaire est convenable pour une philosophie spirituelle ?

Effectivement la question vaut la peine d'être posée ; d'une part ce n'est pas une philosophie mais une pratique et justement un point essentiel est : une pratique sans but ni profit ; qui ne peut pas être utilisée. Ce n'est pas jouer sur les mots ; un grand maître Zen du Japon au 12^e siècle dit à propos des soutras « *Pratiquez-les mais ne les utilisez pas !* ». Ce qui veut dire ne pas avoir d'objectif, ou, plus exactement ne pas séparer le sujet et l'objet.

A partir de là, qu'est-ce qu'on peut dire du Zen ? C'est un art ; un art d'être, un art de devenir. Comme le disait un ancien « *On ne naît pas humain, on devient humain* ». Fondamentalement c'est une fausse appréciation occidentale de dire que l'on est humain, on ne naît pas humain, on le devient, on rencontre, on travaille, on se confronte... et nous pouvons rencontrer notre humanité.

Q3/ On imagine que dans ta vie professionnelle tu as du rencontré des situations vis-à-vis desquelles ton engagement philosophique [ta pratique] pouvait être « décalé ». Que peux-tu en dire ?

En revisitant cette vie professionnelle, je me suis dit qu'en fait, j'avais toujours été décalé,

dès le début. Décalé, et en même temps j'ai pu assumer ce décalage par rapport aux codes. A titre d'exemple, après avoir passé neuf ans dans l'industrie automobile, entré comme ouvrier puis être sorti comme agent de maîtrise, pour être recruté comme cadre, contrôleur de gestion, à la Chambre Syndicale des Banques Populaires à Paris, pour, pourrait-on dire, mettre de l'ordre dans cette organisation qui ressemblait d'ailleurs beaucoup à l'Etat actuel : on dépense, on dépense... ! Cette fonction que l'on m'avait proposée m'avait impressionné : j'avais suivi au préalable dans l'industrie automobile des modules de formations à l'ISSEC (*département formation pour adultes de l'ESSEC*) en comptabilité, informatique, marketing, etc., ce qui m'avait permis de rencontrer quelqu'un de la chambre syndicale des BP qui m'avait dit rechercher quelqu'un pour cette fonction, ce qui m'avait étonné compte tenu de mon parcours précédent.

C'était que dans un univers très convenu du milieu bancaire, je m'étais laissé pousser la barbe ; j'avais donc un grande barbe, des cheveux assez longs, jamais de cravate... Il y avait 400 personnes dans cet organisme. J'ai rencontré tous les directeurs, Directeur Général bien sûr mais aussi les directeurs de départements ; le DG avait l'intuition de recruter de nombreux ingénieurs – notamment Agro – et ceci pour développer de nouvelles approches du domaine bancaire. Utiliser des l'utilisation de connaissances paradoxales par rapport au monde financier habituel.

Le paradoxe me convenait très bien, et avec le recul je comprenais l'échec de mes études parce que ce mode d'enseignement ne me convenait pas. J'ai mis en place des procédures, notamment de recrutement, car on recrutait beaucoup d'ingénieurs à des prix époustouffants... alors j'ai essayé de réguler tout cela, ce qui s'est fait pendant la dizaine d'années où j'ai exercé ses fonctions. Mon aspect physique m'avait fait surnommer Raspoutine... J'ai été étonné, puis ensuite je me suis aperçu – entre temps j'avais fait l'ICG – que je pouvais apprendre ce que je voulais, à condition que cela me plaise.

Un jour, dans une brochure de formation, je prends connaissance d'un séminaire au CRC (*HEC*) de « *biotonie* » qui m'intéressait. J'en parle à mon patron qui, à ma stupéfaction, m'accorde d'aller suivre ce stage, ni financier, ni gestion... Lors de l'arrivée au lieu de la formation, j'étais le premier et j'ai tout de suite identifié le formateur... au crane rasé. On rentre dans la salle de cours, tout le monde s'installe avec nos matériels habituels... et le formateur s'adresse à nous « *En fait, c'est très simple, on n'a pas besoin de chaises, de tables...* » donc on va déménager tout ça ; donc pendant deux jours on fait des exercices respiratoires, y compris pratiquer la posture de zazen sans nous le dire... donc quelque chose d'assez sidérant. Des massages, bref quelque chose de très paradoxal. C'était deux fois deux jours. J'avais appris beaucoup de choses mais rien d'écrit, que des connaissances corporelles.

A la fin le formateur nous a informés qu'un symposium allait se tenir au Temple Zen de La Gendronnière (*Blaisois*) et nous a donné le dépliant. Finalement, compte tenu de la période qui suivait le décès de Maître Deshimaru, le symposium n'a pu avoir lieu à La Gendronnière, mais en région parisienne. Au-delà des différentes interventions et des initiations au Zazen, je fus très impressionné par la qualité de l'organisation, alors qu'aux Banques Populaires on organisait à grands frais des congrès bien moins « *organisés* ».

Là, cela roulait comme sur des roulettes, avec des intervenants variés, un Indien Cherokee, des Japonais – qui venaient de la R&D de Honda -, bref, encore du paradoxal. Je me suis ensuite inscrit à un stage d'été en août 1983 en me laissant la possibilité de repartir si j'étais tombé dans une secte... et bien au contraire cela a été une nouvelle découverte avec à la fois la dimension corporelle, moi qui avait plutôt une démarche intellectuelle, certes éclectique, mais avec l'exigence de la posture physique de la méditation et l'enseignement durant cette session de neuf jours... je me suis dit, c'est exactement cela ! Pendant la session il nous est annoncé qu'à la fin de celle-ci, il y aura des ordinations de moine, nonne et bodhisattva et, que « *ceux qui veulent se faire ordonner le peuvent* ». Comme j'avais ressenti un feeling très fort, je me suis dit « *pourquoi pas ?* » et j'ai pris rendez-vous. Je me présente, je dis que je viens pour l'entretien afin de demander l'ordination de bodhisattva, je m'attendais à répondre à des questions, etc., je m'assois et l'enseignant qui me reçoit me dit « *C'était juste pour voir si tu n'étais pas un peu fou* ». L'entretien s'est arrêté là et j'ai reçu l'ordination à la fin de la session. En résumé, pour cette période, je suis passé de Raspoutine à Kenku

Q4/ Tu es membre actif de l'Institut de Recherches Prospectives du Groupe Futuroouest depuis plusieurs années : comment conjugues-tu Zen & Prospective ? Quels te semblent les apports de La Démarche Prospective

Comme il est indiqué dans l'introduction à la Prospective « *Le futur est notre passion* », je répondrais « *Le Zen, la vie est notre passion* ». Et, un jour, un disciple avait demandé à son maître « *Qu'est-ce que la Voie ?* » il lui avait répondu « *Heijo shin kore do* », ce qui veut dire « *L'esprit de tous les jours est la Voie* ». Donc ce n'est pas quelque chose de particulier, ce n'est pas quelque chose de futur, seulement « *Ici et maintenant* », rien de particulier si ce n'est d'entrer dans la réalité de chaque instant. Et, cette réalité qui est complètement mobile, on le verra tout à l'heure avec le Tao, ne peut pas être figée, ne peut pas être enfermée... alors que nous avons tendance à l'enfermer, et dans laquelle nous pouvons nous enfermer nous-mêmes.

Art d'être, art de devenir c'est une approche importante dans la pratique du Zen, ce sont deux aspects qui ne sont pas antinomiques mais qui s'interpénètrent, qui sont les relations circonstancielles, c'est-à-dire qui ne sont pas du domaine du temps linéaire, qui sont des moments intemporels et non localisables en termes d'espace. Cela me fait penser, quand j'avais commencé des cours aux Arts & Métiers sur la structure de la matière... au principe d'incertitude d'Heisenberg, par exemple, c'est non logique ; c'est un des aspects que l'on caractérise comme étant du domaine de l'intuitif, et il y a un autre domaine très important qui est connu sous le nom de Karma, qui sont les relations de cause à effet, qui sont mécaniques ; l'exemple que l'on donne souvent est le suivant : si dans un étang quelqu'un jette une pierre au loin, il va y avoir des ondes qui vont se propager à la surface de l'eau jusqu'à l'autre extrémité de l'étang et une personne les percevra sans savoir pour autant qu'une autre personne a lancé une pierre... c'est strictement mécanique. C'est caractéristique de ce que l'on appelle le temps linéaire.

Cependant, les deux aspects – intuitif et mécanique – ne sont pas exclusifs l'un par rapport à l'autre, ils sont imbriqués et tantôt on ressent le temps qui passe, tantôt on a une intuition immédiate, du temps qui surgit, comme au coin du bois... Ce qui veut aussi dire pour revenir avec la relation avec la Prospective, c'est cette combinaison qu'on peut avoir, mais s'il n'y a pas cette interpénétration on tombe facilement dans le temps linéaire et donc au lieu de faire de la Prospective on fait de la projection, on projette des résultats par rapport à des causes que l'on imagine – qui sont possibles d'ailleurs -, ce sont alors des scénarios non-déductibles mais intuitifs.

La difficulté de notre époque est d'être dans une situation globale qui réduit le champ de conscience, notamment quand on parle d'écologie on ne parle jamais du système planétaire dans lequel nous vivons au minimum, quant au système cosmique, il n'en est pas question !

Donc, pour moi, La Démarche Prospective est très riche, à condition de pouvoir faire surgir par ceux qui la pratiquent, des combinaisons des deux aspects que j'ai évoqués. Démarche riche parce qu'elle ouvre les questions et stimule des réflexions sur l'insondable, élargit le champ de conscience et rend possible ce que l'on croit impossible, à condition d'observer la réalité telle qu'elle est sans coloration, sans attachements, d'une façon libre... et le maître Kodo Sawaki qui fut le maître de Deshimaru disait toujours « *Quitter vos lunettes colorées* », c'est-à-dire ne teinter pas la réalité

Ce que l'on appelle les scénarios en Prospective, je dirais que vue de la pratique du Zen, de Zazen, ce sont des conjugaisons d'êtres et de circonstances. Par exemple, il y a un poème calligraphié qui dit « *L'homme sourit à la fleur, la fleur sourit à l'homme* ».

Q5/ De ton point de vue (*physique et spirituel*), qu'est-ce que le Zen peut apporter à des Occidentaux dans la période de mutations que nous vivons ?

Le mot que je retiens est « *mutations* ».

Néanmoins, période de mutations, c'est un concept ou une impression, c'est une vue intellectuelle ; en fait nous sommes toujours en mutations, perpétuellement ; donc, c'est important de se rappeler cela car sinon nous avons tendance à vouloir figer les choses ; comme l'on dit « *graver dans le marbre* » alors qu'il n'y a rien à graver... il vaut mieux dessiner des mandalas sur le sable qui partiront avec la marée haute... c'est plus réel, plus proche de notre vie.

Cette manière de voir est finalement une méthode ; c'est pourquoi je regardais l'origine du « *kanji japonais* » qui veut dire art, mais aussi méthode : comment faire pour maintenir, comme en mer, pour que le bateau dans la tempête la quille reste stable, donc au niveau de l'être humain, comment faire ? Ce que la pratique du Zen peut apporter c'est justement cette stabilité par la pratique de la méditation assise Zazen, qui est d'une durée traditionnelle d'une heure et demi, qui se pratique en groupe, dans un Dojo tous les jours, ce qui fait qu'au final le temps de pratique est court. Ce qui est important c'est l'expérience qualitative de se poser, de suivre les enseignements des maîtres passés, depuis les origines du bouddhisme en Inde, leur transmission en Chine, au Japon puis en Occident.

Cette pratique permet d'avoir un autre point de vue, dans l'immobilité, dans le silence, on fait l'expérience des choses telles qu'elles sont : nous sommes dans le continuum espace-temps, pas de séparation corps, esprit, intellect, énergie, matière... alors qu'en tant qu'occidentaux nous discriminons trop – mais bien sûr, c'est important de savoir discriminer.

Q6/ Et que peux-tu nous dire du Tao, si c'est compatible avec le Zen ?

Je dirais, le Tao et le Zen, pas de différence.

Le Taoïsme est l'approche du Yin et du Yang, c'est-à-dire du féminin et du masculin, mais surtout de sa relation de transformation entre les deux, sa dynamique ; en japonais pour Tao on dit « *Do* », la voie, le chemin ; et là, pour reprendre l'approche occidentale, une connexion m'est apparue très vite entre le Yin et le Yang et la formule du chimiste français Lavoisier « *Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme* ». Effectivement, cela me ramène à l'origine du Zen, l'expérience de Bouddha en Inde, qu'on appelait Dhyâna qui veut dire méditation, Chan en Chine... avec une interpénétration entre bouddhisme, confucianisme et taoïsme... Zen au Japon avec un syncrétisme avec les composantes préexistantes de la culture japonaise.

En Occident, certains nous disent « *Vous faites un Zen japonais* », non, c'est impossible, on fait avec nos tripes d'Occidentaux et en même temps cela s'interpénètre. Et pour avoir rencontré il y a trois ans au Japon un maître qui a été représentant de l'école Zen Soto en Europe, à Paris, pendant quelques années, il adorait l'opéra ! La culture franco-japonaise a d'ailleurs été forte, je l'ai constaté avec mon grand-père peintre à Montmartre qui a eu une période japonaise dans les années 1930, quelque chose de très fort.

Q7/ Expression libre : (Tout complément que tu jugeras utile).

Pour illustrer les aspects paradoxaux que j'ai déjà évoqués, il y a cet enseignement de maître Dogen au 12^e siècle au Japon, qui a transmis la pratique du bouddhisme chinois (*Chan*) au Japon. Ce maître était issu d'une grande famille d'érudits, il a été ordonné moine à treize ans, et on lui avait notamment enseigné « *Tous les êtres humains ont la nature de Bouddha* », alors sa quête fut que si tous les êtres humains ont la nature de Bouddha, c'est-à-dire d'être éveillé, à quoi cela sert-il de pratiquer ? Donc, pendant dix-quinze ans, vingt ans, il a rencontré plusieurs maîtres, différents courants au Japon et à sa question, il ne l'a jamais trouvée de réponse satisfaisante. Et un jour, avec un autre moine, il a décidé de partir en Chine et là, il a eu la réponse « *Effectivement tous les êtres humains ont la nature de Bouddha mais si on ne pratique pas on ne peut pas la réaliser* ». Donc si l'on n'expérimente pas soi-même, on a peu de chance d'atteindre cette réalité. Après être resté trois années auprès de son maître chinois, il a transmis l'enseignement reçu au Japon, transmis par Maître Deshimaru en France en 1967 et en Occident.

Un ancien éveillé dit « *Une galette au milieu du tableau n'apaise pas la faim* » ; a priori, tout le monde comprend cela, avec les natures mortes en peinture... ce n'est effectivement pas ce qui va nous donner à manger. Et à la fin de son enseignement, il développe et montre que notre réalité est à la fois la réalité telle qu'elle se présente et en même temps c'est un tableau à réaliser, une réalité à créer, et comme je le disais tout à l'heure, on ne naît pas humain, on devient humain. A la fin, en conclusion, l'ancien éveillé dit « *Il n'y a pas de remèdes qui apaisent la faim sinon une galette dans un tableau* ».

ZEN & PROSPECTIVE

suite

Cet exemple pour montrer l'esprit du Zen qui triture les symboles, les idées, qui les mélange ; et finalement c'est comme cette image qui m'est revenue quand on parle d'une pièce de monnaie, pile ou face et on ne parle jamais de la tranche... peu de sa matière et de son énergie ...

Enregistrement effectué le 19 Août 2013.

Pour ceux qui veulent approfondir :

Sites internet :

<http://www.zen-azi.org/>

<http://www.boutiquezen.com>

« L'avenir de la démocratie : une intelligence collective pour une civilisation de solidarité ? »
« Leçons tirées de la démocratie athénienne ancienne et de la démocratie grecque actuelle »

Nikos VLANTIS

Document préparatoire au S.I. du groupe FUTUROUEST - 25 janvier 2014 à Josselin

Résumé

L'article suivant s'inscrit dans le discours sur l'avenir politique de la civilisation occidentale. Il y a aujourd'hui l'impression que la crise économique marque une période de transition de notre démocratie représentative vers un nouveau système politique. Est-ce que ça sera une nouvelle civilisation de solidarité qui va émerger ? Est-ce qu'on pourrait donc imaginer pour notre avenir une démocratie participative, reflétant une intelligence collective qui va naître ? Ou devrait-on anticiper et se préparer pour le cas de la transition vers un système politique plus autoritaire et moins démocratique que le système contemporain, qui va s'imposer par nécessité économique ? Ces questions sont abordées dans cet article. Notre discours se déroule, fondé sur deux bases qui sont liées : l'expérience de la démocratie grecque actuelle et l'héritage philosophique et politique hellénique.

1. Introduction

Aujourd'hui, on est face à la crise économique. Mais est-t-elle vraiment qu'économique ? Est-ce que l'économie est une institution indépendante de la politique, de la culture, des mœurs d'une société ? Examinons nos fondations politiques. Elles dérivent de la philosophie politique occidentale. Thomas Hobbes, dans son essai *Leviathan* de 1651 fournit les bases de la pensée politique moderne.⁽¹⁾ Selon lui, l'homme est un animal prédateur. En défendant ses droits politiques, il devient un loup contre les autres.⁽²⁾ Et ainsi, il faut que ses droits politiques soient représentés ; parce que sa nature est violente, l'homme est incontrôlable. On peut constater que le livre de Hobbes marque le début de l'institution politique de la société occidentale, fournit les fondations philosophiques de notre système représentatif.

Les politiciens prennent le pouvoir pour représenter les intérêts privés des citoyens, qui renoncent ainsi à leur liberté naturelle (*considérée sauvage*), en faveur d'un gouvernement représentatif et d'une souveraineté absolue. Pour que ce système politique fonctionne proprement, il y a une précondition indispensable : la prospérité économique. Il s'agit en fait d'un système conçu pour faciliter l'accumulation générale de richesses matérielles, pour maximiser leur production et leur consommation par les individus, au fur et à mesure qu'ils poursuivent leurs intérêts privés.

Dès que la récession économique arrive, les problèmes politiques apparaissent aussi. On constate soudain étonnés le favoritisme, même si c'est en vérité la représentation des intérêts privés des citoyens⁽³⁾ par les élus qui crée ce favoritisme en principe, parce que ça sera évidemment toujours les intérêts économiques les plus forts qui seront mieux représentés. Quand la crise éclate, on se rend compte, tout à coup, stupéfiés, qu'il existe des conflits insurpassables entre les intérêts privés des citoyens et les intérêts publiques de l'Etat. En vérité, ces conflits ne sont que des caractéristiques basiques et fonctionnelles de notre système représentatif. En plus, la crise nous fait rêver.

⁽¹⁾ Voir le Chapitre I de l'ouvrage *Démocratie participative : progrès ou illusions ?* de Liam Fauchard et Philippe Mocolin (pp.19-36), une dense et claire rétrospective de la pensée politique classique occidentale qui a favorisé la démocratie moderne représentative, en commençant par la philosophie politique de Thomas Hobbes.

⁽²⁾ Voir Fauchard et Mocolin (*Ibid.*), p.20.

⁽³⁾ Voir le chapitre 2 du livre de Dominique Bourg et Kerry Whiteside *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique* (pp.41-60).

On lance à nouveau le discours mené il y a des milliers d'années, sur le système politique idéal. On cherche à imaginer quel serait l'avenir de la démocratie : est-ce qu'on peut anticiper la fondation d'une intelligence collective pour une civilisation de solidarité ?

Je vais essayer d'aborder ce thème, d'abord en décrivant mon expérience de la démocratie grecque actuelle. En Grèce, on a vécu la crise à son extrémité, et donc la question de l'avenir de nos institutions politiques s'est déjà posée intensément. Ensuite, je me permettrais de retourner aux fondations de notre système politique, c'est-à-dire à la pensée hellénique ancienne, pour reconstituer son héritage politique. En conclusion, je vais essayer de tirer des leçons de mes enquêtes, formuler des pensées sur l'avenir de notre civilisation politique.

2. L'expérience de la démocratie grecque actuelle

Juste avant la crise grecque, dont on peut constater qu'elle a commencé en 2009, il y a eu en Grèce une longue période de prospérité économique, suivie pourtant déjà d'une crise politique dont on ne discutait pas. Cette crise peut être décrite par l'indifférence globale des gens envers la politique. Les Grecs étaient déjà devenus des vrais « NIMBY », avant d'être frappés par l'austérité et devenir des indignés.

NIMBY⁽⁴⁾ est l'acronyme de la phrase en anglais « *Not in my back yard* », qui veut dire « *Pas dans mon arrière-cour* ». Au niveau politique, les Grecs ne s'intéressaient qu'à défendre leurs intérêts privés. Ils étaient indifférents envers l'actualité politique. Ils exploitaient leur citoyenneté et leur droit de vote pour avancer leurs démarches avec l'Etat. Ils ne se mobilisaient que quand ils trouvaient que leur cadre privé serait affecté par la politique, comme par exemple dans le cas des propositions dont l'application exigerait un sacrifice de leur part. Ces propositions comprenaient des mesures d'austérité budgétaire, des augmentations d'impôts, des réductions d'effectifs, même aussi de projets d'infrastructure qui pourraient bénéficier au bien commun.

En même temps, l'Etat grec était déjà en dette avant que la crise commence. Les relations entre les députés et les citoyens étaient clientélistes. Les gouvernements successifs de plus de trente ans continuaient à emprunter d'argent sans cesse, pour satisfaire leurs électeurs, défendre leurs intérêts privés, les embaucher au secteur public, qui ainsi devint excessif, avec pour résultat une dette incontrôlable.⁽⁵⁾

Les citoyens ne respectaient pas l'état. Ils suivaient le modèle de vie consumériste en empruntant d'argent sans cesse. Ils avaient des difficultés à payer leur impôts et leur emprunts. Ils essayaient toujours de payer le moins possible de taxes. En réflexion de ce peuple, se posait une élite politique et culturelle attachée au destin européen du pays, un engagement qui la conduisait souvent à se subjuguer aussi aux banquiers et au capital international. Cette élite ne s'intéressait pas au peuple et à ses problèmes, sauf en période d'élection.

Le peuple essayait toujours de se débrouiller, face à un État qui était fondamentalement indifférent à ses aspirations et à ses besoins et qui ne fonctionnait pas proprement. Les Grecs se regroupaient dans des réseaux sociaux de solidarité et d'aide mutuelle. La majorité s'intégrait dans l'un des deux grands partis politiques, gauche ou droite, pour en profiter lors des démarches administratives, obtenir des « *passes-droits* ». Un grand nombre pour trouver des emplois dans le secteur public.

La crise économique est arrivée pour éclairer le fond du problème, l'impasse politique existante du pays. Elle le frappa depuis les ruineux Jeux Olympiques de 2004, les services publics étant déjà

⁽⁴⁾ Pour une définition du terme, voire l'article de Zac Goldsmith « *Vive le NIMBY !* », paru à la revue *Ecologiste* [no 19, 2006].

⁽⁵⁾ Voir l'article « *Les Hellènes et la nouvelle orthodoxie européenne* », publié le 15 février 2012 au blog de l'initiative politique internationale « *Par solidarité je suis Grec aussi* », dont le secrétariat se trouve à Nantes, France.

délabrés, dont l'Etat se désengageait. La crise fut la dernière étape d'une dégradation lente du système politique institué après la restauration de la démocratie en 1974, une dégradation caractérisée par le népotisme politique, les arrangements du bipartisme, la corruption et le favoritisme.^[6] Le système politique était déjà dévalorisé par le peuple grec et par son propre fonctionnement, avant que le gouvernement du pays passe aux mains du FMI, un fait qui constitue une abolition de notre système politique.

Mais comment est-on arrivé là ? Comment a-t-on ouvert la porte d'un pays européen à la « Troïka », le groupe des experts représentant la Commission Européenne, la Banque Centrale Européenne et le FMI qui audient la situation économique du pays ? Qu'est-ce que ça signifie pour l'avenir de notre démocratie le fait que ces experts et technocrates s'imposent plus aux politiciens et imposent par nécessité économique des politiques qui affaiblissent considérablement l'état social et qui violent les normes de travail ?

Racontons cette histoire.

En octobre 2009, il y eut des élections en Grèce.^[7] Georges PAPANDRÉOU les a gagnées, en représentant le parti socialiste. Pendant sa campagne électorale, il a utilisé la rhétorique quotidienne de la gauche. Il a promis l'augmentation des salaires et des retraites, l'accroissement de la solidarité, etc. Il a demandé la vote des citoyens pour défendre leurs intérêts privés. Le pays étant déjà en dérive, les électeurs désespérés l'ont cru et ont voté pour lui. Dès qu'il a été élu, il a choisi pour ministres des personnes qui étaient précédemment ses collaborateurs non-élus, des hommes d'appareil, comme l'ancien ministre de l'Économie et des finances Georges Papanou, ou comme l'ancienne ministre de l'Environnement et des travaux publics Tina Pirinaki.

En même temps, le gouvernement a commencé une campagne systématique de diffamation de l'Etat grec. Ses représentants se sont mis à diffuser au public, aux journaux grecs et aux médias internationaux que l'Etat était en faillite. Il est même constaté que l'ancien ministre économique, Georges Papanou, pendant ses visites régulières à Bruxelles, cherchait les journalistes économistes, pour déclarer à eux dramatiquement que l'économie grecque était en chute, « *comme le Titanic* » [sic].

Il est souvent considéré que la transition politique vers la Troïka qui se passa pendant la gouvernance de Georges Papanou a été orchestrée. La Banque nationale de l'État Hellénique a décidé en octobre 2009 (*le lendemain des élections*) d'étendre la durée des transactions des valeurs mobilières de l'État à dix jours. L'allongement de la période de non-règlement créa une possibilité accrue de spéculation et de manipulation, et posa plus des difficultés au pays endetté pour emprunter de l'argent sur les marchés.

Georges PAPANDRÉOU a été accusé également du fait que son gouvernement a même manipulé la dette. Le Service Statistique du pays avait délibérément augmenté la dette de l'année 2009, en changeant la méthode de son calcul. Spécifiquement, le président du Service Statistique Andréas GEORGIU a introduit de nouvelles dépenses dans le cadre général estimant le coût global du gouvernement (*service public de biens sociaux*), qui n'étaient pas pris en compte jusqu'alors, en accord avec Eurostat. De cette façon, la dette a augmenté considérablement et a surpassé la dette de l'Irlande, et donc les mesures d'austérité se sont imposées par nécessité.

Il faut noter qu'Andréas GEORGIU manifestait une grande proximité avec Giorgos PAPANOU, le ministre économique du gouvernement PAPANDRÉOU, qui est souvent considéré comme collaborateur de Georges PAPANDRÉOU à la manipulation de la dette.

^[6] Voir l'article intitulé « Exaspération » par Didier Pourquery, paru dans Libération le 10 décembre 2008.

^[7] Les informations suivantes concernant le scandale politique de Georges Papanou dérivent d'une recherche journalistique par l'écrivain de cet article, basée sur des articles de journaux grecs couvrant la crise. Une version francophone de cette recherche sous le titre « La Démocratie Hellénique en crise » a été publiée le 15 février 2012 au blog de l'initiative politique internationale « Par solidarité je suis Grec aussi » [op.cit.].

Georges PAPANDRÉOU est même accusé qu'il a fait profit de la dégradation économique de son pays. Des parts de CDS de l'État grec ont été achetées durant l'été 2009 par la compagnie « *Informed Judgement Partners S.A.* ». Ces CDS (*ce sont des produits financiers dérivés de couverture de défaillance financière, actifs hautement spéculatifs*) étaient revendus en décembre 2009, quand la situation de l'économie hellénique s'était considérablement aggravée. La compagnie a ainsi bénéficié de profits considérables. Il a été prouvé que la famille Papandréou avait des relations indirectes avec cette compagnie. En plus, Georges Papandréou est accusé d'avoir profité indirectement de la dette en achetant les CDS de l'État via une autre compagnie, la compagnie « *Unigestion* », dont son frère Andréas était membre de sa commission de planification stratégique.

Est-ce qu'il y a donc une crédibilité à ces prétentions ? Peut-être on pourrait constater qu'il y a un règne de la démocratie moderne qui est vérifié ici, à son extrémité : les politiques deviennent riches, l'État fait faillite.

Georges PAPANDRÉOU fut le Premier ministre de l'État hellénique jusqu'en novembre de 2011. En cette époque là, il évoqua un référendum, qui a surpris et même énervé ces partenaires de la zone Euro. En même temps, la totalité de l'état major de l'armée grecque a été limogée. Georges Papandréou se justifiait à l'étranger pour ces actes controversés en disant qu'il s'agissait d'éviter un coup d'État.⁽⁸⁾ Les raisons profondes pour une telle prétention est que le peuple était déjà en rage, et s'opposait fortement à la politique de Georges Papandréou. Il perdit sa crédibilité en Europe et il démissionna juste ensuite.

Pendant son gouvernement, le parlement grec a voté le premier mémorandum avec la Troïka. La route vers la gestion du pays par elle a été pavée. En suite, il a été remplacé même comme président de son parti. Depuis la période Papandreou, la popularité du parti socialiste tomba énormément. En 2009, il avait gagné 43.92% des votes. Aux élections de 2012, ce pourcentage avait tombé à 13.18% (*élections de mai*) et à 12.28% (*élections de juin*). Ces élections ont marqué la fin du bipartisme. Les partis de l'extrême gauche et de l'extrême droite ont profité de l'indignation des citoyens, et ont réussi à être bien représentés au parlement.

À cause de la crise, le système politique évolua vers une représentation parlementaire mixte, les groupuscules de l'extrême droite étant également représentés. En même temps, le peuple constate que le système politique n'est plus une démocratie, parce que le pays est obligé de suivre les politiques imposées par la Troïka. Ces politiques d'austérité n'ont pas pu améliorer les choses. On pourrait même dire que c'est le cas contraire. Le chômage est au galop, l'économie est en récession, la pauvreté augmente, le peuple se sent désespéré, le système politique semble complètement dévalorisé. En plus, les manifestations violentes, les confrontations, les attentats, la brutalité de la police sont des phénomènes graves qui mettent en doute l'état civilisé de notre société. Quel est l'avenir de la démocratie face à ces enjeux ?

3. L'héritage politique hellénique

Retournons à la fondation de la politique, chez Aristote. Selon lui, la politique est une qualité qui fait partie de la nature de l'homme. L'homme est un animal politique.⁽⁹⁾ Il est destiné par sa nature à former des ordres sociaux et politiques complexes (*plus que des troupes des animaux*), afin d'atteindre son autonomie.⁽¹⁰⁾ Donc, la politique n'est pas un luxe lié à la prospérité économique, ni une force représentative imposée par un souverain, mais une caractéristique inhérente de l'homme.

Cette caractéristique force l'homme à fonder des communautés. L'esprit communautaire et solidaire se développe obligatoirement selon les Hellènes, parce que l'homme veut être autonome : pour le réussir, il faut qu'il collabore, échange, communique, se socialise avec les autres hommes, développe

⁽⁸⁾ Voir l'article dans *Libération* intitulé « *Papandréou, coup d'éclat et coup d'état* » par Jean Quatremer, 5 novembre 2011.

⁽⁹⁾ « ὁ ἀυτάρκεια καὶ τέλος καὶ βέλτιστον, ἐκ τούτων οὖν φανερόν ὅτι τῶν φύσει ἢ πόλις ἐστὶ καὶ ὅτι ὁ ἄνθρωπος φύσει πολιτικὸν ζῷον » : Aristote, *Politiques*, 1253a1-3. [*En français dans le texte.*]

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*

des réseaux d'échanges et de l'aide mutuelle. Les autres mammifères se regroupent aussi en troupes, en suivant leur nature politique. Mais l'homme est plus évolué qu'eux, il est plus compétent, parce qu'il dispose du « *Logos* », qui signifie la Parole et la Logique simultanément. Former des sociétés cohésives fait partie de la nature de l'homme, au fur et à mesure qu'il se civilise. Le niveau de la politisation reflète aussi le niveau de la civilisation.¹¹

Revenons à Thomas HOBBS. Vingt siècles après Aristote, il a voulu reconstituer la politique dans un nouveau cadre de pensée, qu'il considérait plus logique et plus concrète. Après avoir médité à la politique aristotélicienne, il s'opposa à la tradition du philosophe Grec. Il fonda sa nouvelle pensée politique à la base suivante : « *l'homme est un loup pour l'homme* » (*homo homini lupus*).

Comparons les deux phrases, les deux pierres angulaires de deux conceptions anthropologiques et politiques différentes, la Grèce antique et la civilisation occidentale.

D'un côté, l'homme est considéré comme un animal politique. Dans ce contexte, le terme « *animal* » n'a pas le sens « *bestial* ». ARISTOTE ne veut pas dire que l'homme est une bête incontrôlable et violente qui doit être représentée. Le terme « *animal* » dans le contexte grec ancien d'où vient la pensée aristotélicienne veut dire « *vivant* », « *ayant une âme* », qui était considérée comme la même chose chez les anciens (*on peut constater le même en latin : la racine du mot animal est le mot latin « anima », qui veut dire « âme »*). L'homme est un animal politique veut dire en conclusion qu'il est un être civilisé, qu'il dispose de la parole et de la logique et qu'il veut évoluer en solidarité.

D'un autre côté, l'homme est considéré comme un animal brutal et prédateur, un être dangereux, un loup qui attaque les autres loups. On ne peut pas avoir confiance en lui et croire qu'il peut se socialiser sans être violent. En défendant ses intérêts privés, il y aura toujours des conflits; de la violence. Donc, il faut qu'il soit représenté par un souverain.

On a créé un système politique dont le seul but est la prospérité économique, à la base philosophique que la nature de l'homme est fondamentalement bestiale. Dès que la récession arrive, une fois les politiques d'austérité imposées, les citoyens bien évidemment se sentent indignés vers leurs politiciens. Ils jugent qu'ils ne sont plus bien représentés. Ils s'aperçoivent que l'Etat les considère comme des loups. Ils se révoltent. Ils vérifient la conception fondatrice de leur nature, à laquelle est basée l'institution de leur société. Ils deviennent violents, comme cela s'est passé en Grèce les dernières années.

Pourquoi s'étonner ? Ces incidents ne reflètent que les préconditions fondamentales de notre politisation, l'institution politique de notre société, qu'on doit réévaluer : il est temps qu'on imagine une nouvelle civilisation politique.

4. Vers une nouvelle civilisation politique

On s'interroge sur l'avenir de la démocratie. On critique la démocratie représentative actuelle, mais il faut bien noter qu'il y a au mieux un 30% de la population mondiale qui profite de ces institutions démocratiques.⁽¹¹⁾ Le reste de l'écoumène subit des régimes autoritaires et, dans certains cas, voudrait bien être démocratisé, dans autres cas, la démocratisation imposée n'a pas fourni de bons résultats, comme en Afghanistan. Je suppose donc que, quand on aborde le thème de l'avenir de la démocratie, on envisage des améliorations ou même des changements profonds dans notre régime politique représentatif, qui pourraient s'appliquer au cadre des pays développés, en espérant que ces changements pourraient même rendre la démocratie plus faisable aux pays non démocratisés de la planète.

⁽¹¹⁾ Fauchard L. et Mocelin Ph. (*Ibid.*), p.217.

Dans cet article, j'ai essayé d'aborder ce sujet, en tirant d'abord de mon expérience de la démocratie grecque actuelle qui est en grave crise. Donc, je me demande : Quelles conclusions pourrait-on tirer de la crise grecque, crise économique et politique en même temps ?

On a constaté que la dette d'un état contemporain constitue une menace pour la démocratie contemporaine. Les pays endettés, comme la Grèce, sont en péril de perdre leur souveraineté nationale. Contrôlés par des institutions transnationales qui dirigent leurs politiques par nécessité économique, leurs gouvernements ne peuvent plus défendre les intérêts de leurs citoyens. Leur démocratie ne fonctionne plus. En ce cas la crise se généralise, il y aura donc des impacts négatifs sur nos institutions démocratiques à anticiper. La question de la solidarité va se poser fortement au cadre des relations entre les pays de l'UE, mais aussi entre les citoyens.

On a quand-même également constaté que la crise économique grecque n'était qu'un aspect d'une crise politique profonde qui avait déjà frappé le pays. Cette crise politique se caractérisait par l'absence de la citoyenneté. Les citoyens grecs étaient devenus indifférents envers la politique. Ils votaient un des deux grands partis politiques, pour servir leurs intérêts privés.

Avant de reprocher aux Grecs leur faible civisme, on a examiné les fondations de notre démocratie, le début de la pensée politique occidentale. On a retourné chez Thomas Hobbes, et on a vu que la crise politique actuelle, l'indifférence des citoyens envers la politique, peut être expliquée si on aborde les bases de notre système politique. Selon ses bases, l'homme est considéré comme un animal violent et dangereux, qui doit être représenté, pour défendre ses intérêts privés.

En effet, notre système politique représentatif fonctionne sous la précondition de la prospérité économique, au fur et à mesure que les intérêts privés des citoyens sont bien servis. La récession nous fait découvrir les défauts de ce système.

On a vécu quand-même en Grèce, que ce système provoque et nourrit lui-même sa faillite économique, la crise qui aboutit à la récession et à la révolte des citoyens. En défendant les intérêts privés des citoyens pendant des décennies, les politiques grecs ont emprunté de l'argent sans cesse, ils ont créé un secteur public excessif, un Etat endetté.

Ensuite, on a cherché dans l'antiquité l'inspiration afin d'imaginer l'avenir de la démocratie, répondre à la question si une civilisation de solidarité est faisable aujourd'hui. Chez ARISTOTE, on a constaté le point de départ de la pensée politique ancienne, qui est totalement différent que celui de Hobbes. L'homme est considéré comme un animal politique, destiné à créer des institutions sociales afin de servir le but de son autonomie et de son autarcie. Bien sûr, il ne s'agit pas ici d'idéaliser les Hellènes, ni leur démocratie athénienne, une démocratie basée sur l'esclavage (*un sort de la Chambre des Lords à l'anglaise*), caractérisée par l'exclusion des femmes.

Cependant, leur civisme pourrait nous servir comme modèle d'une nouvelle pensée politique. On a retourné à l'antiquité pour constater que, si on recommence à penser avec la méthode aristotélicienne, peut-être on pourrait arriver à imaginer un avenir démocratique plus agréable que la démocratie des banquiers, la « *dettocratie* »^[12] actuelle.

Peut-être, pourrions-nous donc imaginer une société des citoyens actifs, conscients et solidaires, des vrais hommes politiques. Peut-être, cette nouvelle société est en train de naître par nécessité économique et politique, peut-être représente-t-elle déjà une tendance réaliste de notre avenir. En tout cas, ces changements qu'on envisage vers une nouvelle civilisation politique de solidarité, ne peuvent être réalisés qu'au fur et à mesure qu'on change notre point de vue sur l'homme, et surtout

^[11] Néologisme. Sa philosophie : par exemple le mot « démocratie » se compose des mots « démos » (le peuple) et « -cratie » qui vient du mot « cratos » (l'état) et du verbe « cratò » qui veut dire saisir. Alors, « dettocratie », c'est à dire, l'état d'occupation à cause de la dette.

sur sa qualité d'animal politique, destiné à fonder des communautés cohérentes et solidaires.

5. Références

- Aristote. *Les Politiques*. Traduction : Pierre Pellegrin. Paris : Garnier Flammarion, 1999.
- Bourg Dominique et Whiteside Kerry. *Vers une démocratie écologique, le citoyen, le savant et le politique*. Paris : Seuil, 2010.
- Fauchard Liam et Mocellin Philippe. *Démocratie participative : progrès ou illusions ?* Paris : L'Harmattan, 2012.
- Goldsmith Zac. « Vivre le Nimby ! ». *L'écologiste*, n° 19, juin-juillet-août 2006, p.9.
- Pourquery Didier. « Exaspération ». *Libération*, 10 décembre 2008. [Cet article est disponible à l'adresse internet suivante : <http://www.liberation.fr/monde/0101304338-exasperation>]
- Quatremer Jean. « Papandréou, Coup d'éclat et coup d'état ». *Libération*, 5 novembre 2011. [<http://www.liberation.fr/economie/01012369733-papandreou-coup-d-eclat-et-coup-d-etat>].
- Vlantis Nikos. « Les Hellènes et la nouvelle orthodoxie européenne ». *Blog de l'initiative politique international « Par solidarité je suis Grec aussi »*, 18 janvier 2012. [Cet article est disponible à l'adresse internet suivante : <http://jesuisgrec.blogspot.fr/2012/01/bilingual-frgr-les-hellenes-et-la.html>]
- Vlantis Nikos. « La démocratie hellénique en crise ». *Blog de l'initiative politique international « Par solidarité je suis Grec aussi »*, 15 février 2012. [Cet article est disponible à l'adresse internet suivante : <http://jesuisgrec.blogspot.fr/2012/02/la-democratie-hellenique-en-crise-par.html>]

6. Remerciements

Je voudrais remercier Liam FAUCHARD pour l'opportunité qu'il m'a donnée à contribuer aux recherches et aux travaux du groupe **FuturoWest**, et à communiquer mon expérience comme penseur et ex-citoyen Grec.

Les exigences contradictoires de la démocratie

Deux piliers indissociables permettent de définir la démocratie : la souveraineté du peuple et le respect des droits de l'homme. Indissociables sans doute idéalement, mais la logique même répugne à les regarder comme tels. Parce qu'il y a des raisons sérieuses de penser que la souveraineté du peuple et le respect des droits de l'homme sont difficilement compatibles. Prenons le premier terme, la souveraineté. Si le peuple est souverain, il peut tout. Donc il peut aussi adopter des lois ou d'autres normes qui viendront piétiner les droits de quelques uns. Prenons le second, les droits de l'homme. Si les droits fondamentaux doivent être absolument respectés par le peuple, le peuple est limité et donc il n'est pas tout puissant, donc pas souverain. Alors comment faire en sorte que les droits de l'homme soient respectés tout en ayant un peuple souverain ? Il faut faire un pari. Celui que faisait Rousseau. Il faut parier que les hommes ne veulent pas se nuire à eux-mêmes. Le peuple est ainsi souverain tout en étant soucieux des droits de l'homme.

Ce pari a été perdu. Dans de grands pays démocratiques, dans la première moitié du XX^e siècle, les régimes totalitaires ou autoritaires bafouant les droits de l'homme ont été mis en place par des moyens démocratiques. Il a bien fallu se rendre à l'évidence au sortir de la seconde guerre mondiale, le peuple peut se nuire à lui-même, il faut donc le protéger contre lui-même. C'est la raison pour laquelle nombreux sont aujourd'hui les peuples qui sont souverains sous réserve de respecter les droits fondamentaux, ce qui, dans la rigueur des termes, revient à dire qu'ils ne sont pas totalement souverains. Ce respect est assuré par différents mécanismes juridiques tels que le contrôle de la constitutionnalité des lois réalisé, en France, par le conseil constitutionnel et le contrôle de la conventionalité des lois, accompli notamment par la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg. D'où cette question : si le peuple n'est pas souverain, vivons-nous toujours en démocratie ? La réponse, plus théorique que réaliste, est de dire que le peuple est encore souverain car il peut toujours modifier la constitution qui prévoit le respect des droits de l'homme et sortir du traité qui prévoit cette même protection à l'échelon européen. C'est le cas en France par exemple ou, en effet, le peuple pourrait potentiellement tout changer à la constitution, et remettre en cause la déclaration des droits de l'homme par exemple. C'est improbable mais c'est possible.

D'autres pays, comme l'Allemagne, se sont engagés dans une autre voie après la fin de la seconde guerre mondiale : la loi fondamentale allemande de 1949 - c'est-à-dire la constitution fédérale - prévoit des dispositions strictement intangibles, autrement dit, des règles concernant les droits fondamentaux que le peuple allemand, quand bien même il le voudrait, ne pourrait pas modifier. On doit en déduire que si les Allemands voulaient être souverains, ils devraient user de la violence en renversant la constitution actuelle.

On le voit, l'alchimie démocratique qui repose sur les deux piliers que sont la souveraineté du peuple et le respect des droits de l'homme est bien délicat à atteindre. Il lui faut articuler autant que faire se peut deux aspirations : celle de l'individu (*hors du groupe*) qui veut être protégé dans sa vie privée, ses opinions, sa différence, et celle du citoyen (*membre du groupe*) qui aspire à l'unité, au rapprochement, au lissage des différences qui déchirent le tissu social.

En ce sens, les démocraties modernes sont confrontées à un défi extrêmement important, tiraillées qu'elles sont entre un hyper-individualisme qui atomise la société, un communautarisme qui désunit la communauté nationale, et un comportement consumériste de l'électeur face à l'« offre » politique. Particulièrement emblématique de ces tensions et tirailllements, la question de l'interdiction ou non de dissimuler son visage dans l'espace public, qui vise en réalité de manière parfaitement nette la question du voile intégral.

Il y a de bonnes raisons démocratiques pour considérer que chacun est libre de revêtir le vêtement ou l'accoutrement de son choix, surtout s'il n'a rien d'indécent (*au contraire, on ne montre pas, on dissimule*), de suivre des préceptes, religieux ou non, auxquels on croit devoir attacher quelque importance. Pourvu que l'on ne trouble pas l'ordre public (*la tranquillité, la sécurité*), on ne voit pas très

bien au nom de quoi un régime démocratique interdirait le voile intégral.

Il y a d'aussi bonnes raisons démocratiques pour considérer que dans un système politique où le pouvoir appartient à un peuple de citoyens, qui détiennent la souveraineté, il est particulièrement mal venu de suspecter autrui d'une lubricité telle que son regard souille, de transporter dans l'espace public les mêmes barricades que celles qui entourent pour le domicile. La société démocratique peut-elle devenir un agglomérat d'atomes entièrement centrés sur eux-mêmes, refusant le contact d'autrui au point de refuser l'échange de regard ? Que peut-il en être du fondement même de la démocratie - la construction par le débat, l'argumentation, la confrontation de l'intérêt général - si chacun est centré sur lui-même, sur sa communauté, sur sa foi.

En 2010, le législateur français a été convaincu par la seconde série de « *bonnes raisons démocratiques* ». Il a même prévu que les contrevenants, ceux qui se dissimuleraient leur visage malgré l'interdiction, paieraient une amende et qu'ils pourraient être tenus de suivre un « *stage de citoyenneté* ». A savoir, une journée au cours de laquelle les valeurs de la république et de la démocratie sont rappelées et l'on est censé apprendre le savoir-faire et les savoir-être les plus élémentaires du métier de citoyen.

La citoyenneté nécessite donc un enseignement. Non seulement, le taux de participation aux élections est faible, mais encore le comportement de certains individus est « *incivil* » que la citoyenneté fait son entrée dans le code pénal, comme éléments complémentaire à une peine. L'on peut être condamné à être citoyen.

La notion de groupe, de collectivité, de communauté politique est si étrangère à certains - et pas seulement à ceux qui sont condamnés à des stages de citoyenneté - que notre Etat démocratique doit imposer à ses citoyens sa manière d'être. Qu'il le fasse par l'éducation, par la fierté ou par la culture du civisme, rien n'est plus normal, qu'il l'impose comme une alternative à l'incarcération ou à d'autres peines, traduit une maladie démocratique préoccupante.

La défense des droits fondamentaux, exigence démocratique, atomise une communauté politique où chaque titulaire de droits ne dépasse guère l'horizon de ses propres droits, sans égards pour ceux des autres. Il ne faut pas que cette exigence aille jusqu'à ronger et affaiblir au-delà d'un certain point l'amour de communauté démocratique au point de menacer sa pérennité, et ce faisant, de faire une victime collatérale, les droits fondamentaux.

François SAINT-BONNET
Septembre 2013

Dans le film de David Lean « *Le docteur Jivago* », issu du roman éponyme de Boris PASTERNAK (Prix Nobel de littérature 1958), il y a une scène où les personnages Lara et Youri qui sont mobilisés sur le front ukrainien lors de la guerre européenne de 1914-18, apprennent par un militant bolchevik que Lénine est à Moscou et que la révolution a éclaté. Un soldat relativement âgé, et présenté comme illettré, demande « *Ce Lénine, c'est lui qui va être le nouveau tsar ?* » ; à quoi le militant bolchevik répond « *Ecoute l'ancêtre, il n'y a plus de tsar, il n'y a plus de maîtres en Russie, que des travailleurs libres dans un pays de travailleurs, qu'est-ce que tu dis de ça ?* »

Liberté, j'écris ton nom, a dit le poète Paul ELUARD.

Notre époque est parcourue de convulsions à propos des libertés et ce n'est pas près de finir tant les mouvements restrictifs sont nombreux à la surface du Globe, la palette allant des obscurantistes religieux les plus acharnés aux « démocrates » les plus affirmés, enfin, selon eux.

« Ils [révolutionnaires français] ont vu dans l'Histoire un petit nombre d'hommes, ou même un seul, en possession d'un pouvoir immense, qui faisait beaucoup de mal ; mais leur courroux s'est dirigé contre les possesseurs du pouvoir, et non contre le pouvoir lui-même. Au lieu de le détruire, ils n'ont songé qu'à le déplacer. »

Benjamin CONSTANT, Principes de politique, 1815.

La devise de la République française « *Liberté – Égalité – Fraternité* » est une sorte de mantra régulièrement prononcé lorsqu'un dirigeant politique décide de ne pas la respecter ; cela devient alors une sorte de litote sans portée, ni même réflexion théorique.

Et pourtant, parmi les trois mots, celui de « *Liberté* » est certainement le plus précieux.

« Quand on a la liberté, tout le reste est secondaire. » - José de SAN MARTIN.

Le questionnement sur la liberté et sur les responsabilités connexes qu'elle comporte est ancien et nous trouvons bien des textes sur ce point dès l'Antiquité ; néanmoins, la question que nous traitons ici avec l'aide de quelques grands penseurs contemporains concerne nos sociétés dites développées et où, bon an mal an depuis des décennies s'organisent des formes politiques qui se veulent démocratiques, ou, pour faire plus modeste, empreintes de pluralismes.

« Mais pour l'instant, il existe une somme considérable de sentiments prêts à se soulever contre toute tentative de la loi pour contrôler les individus dans des domaines qui jusque-là n'étaient pas de son ressort, mais sans guère s'interroger sur ce qui fait partie ou non de la sphère légitime du contrôle officiel. []*

{ ::// :: }

Ce principe veut que les hommes ne soient autorisés, individuellement ou collectivement, à entraver la liberté d'action de quiconque que pour assurer leur propre protection. La seule raison légitime que puisse avoir une communauté pour user de la force contre un de ses membres est de l'empêcher de nuire aux autres. []*

{ ::// :: }

Le seul aspect de la conduite d'un individu qui soit du ressort de la société est celui qui concerne les autres. Mais pour ce qui ne concerne que lui, son indépendance est, de droit, absolue. Sur lui-même, sur son corps et son esprit, l'individu est souverain. » []*

Nous trouverons aisément dans ces propos des échos à des situations et à des problématiques que nous vivons au quotidien, que ce soit la question des peines infligées à telle ou telle personne du fait d'une infraction, d'un délit, d'un crime, ainsi qu'aux conditions de purge de la peine pour se réhabiliter

dans la communauté et dans la cité.

De même, nous trouverons des échos dans la frénésie règlementaire, alimentée par le principe de précaution et la névrose du risque zéro, que ce soit pour la circulation routière, l'e-cigarette, le cannabis, les pratiques sexuelles, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, l'usage des technologies avancées, etc. Nous pouvons aussi loger dans ces réflexions le « *Big Brother* » qui nous regarde, que ce soit via Echelon, Prisme ou autre technique de surveillance, ou encore lorsque spontanément – adhésion volontaire à la route de la servitude ? – des individus mettent sans retenue moult éléments de leur vie privées au regard de tous sur des réseaux dits sociaux.

Sur la liberté de pensée et la liberté de discussion :

« Mais ce qu'il y a de particulièrement néfaste à imposer silence à l'expression d'une opinion, c'est que cela revient à voler l'humanité : tant la postérité que la génération présente, les détracteurs de cette opinion davantage encore que ses détenteurs. Si l'opinion est juste, on les prive d'échanger une erreur pour une vérité ; si elle est fausse, ils perdent un bénéfice presque aussi considérable : une perception plus claire et une impression plus vive de la vérité que produit sa confrontation avec l'erreur. » []*

Comment ne pas rapprocher ces réflexions de bon sens des carences du pluralisme d'opinions constatées régulièrement dans les grands médias, visuels, sonores, écrits ? Nous y trouvons à longueur de temps les mêmes interviews sous la même forme, avec des personnes – elles ne peuvent pas inventer l'eau chaude tous les jours ! – qui racontent les mêmes antiennes. Et les « *journalistes* » de se satisfaire de réponses convenues, banales, à l'emporte-pièce, tandis que sont passées sous silence – censurées ? – des opinions étayées et documentées sur des sujets sociétaux divers. Il en va ainsi de la religion médiatique envers les textes de l'IPCC [*Intergovernmental Panel for Climate Change, organe politique et non scientifique créé par l'ONU en 1988*], vénérés comme des révélations divines alors qu'ils sont truffés d'erreurs factuelles.

« Les coutumes sont faites pour les vies et les caractères ordinaires ; mais un individu peut avoir une vie et un caractère extraordinaires. Même si les coutumes sont à la fois bonnes en soi et adaptées à l'individu, il se peut que se conformer à la coutume uniquement en tant que telle n'entretienne ni ne développe en lui aucune des qualités qui sont l'attribut distinctif d'un être humain. Les facultés humaines de la perception, du jugement, du discernement, de l'activité intellectuelle, et même la préférence morale, ne s'exercent qu'en faisant un choix. Celui qui n'agit jamais que suivant la coutume ne fait pas de choix. Il n'apprend nullement à discerner ou à désirer ce qui vaut mieux. La force intellectuelle et la force morale, tout comme la force physique, ne s'améliorent qu'avec l'exercice. On n'exerce pas ses facultés en faisant ou en croyant une chose simplement parce que d'autres la font ou qu'ils y croient. Si une personne adopte une opinion sans que les principes de celle-ci lui paraissent concluants, sa raison n'en sortira pas renforcée, mais probablement affaiblie. » []*

L'écho immédiat est celui du moindre effort qui est la pratique de la très grande majorité des « *citoyens* » qui se contentent d'informations de bas de gamme, réductrices, flatteuses... quand elles ne sont pas tout simplement mensongères. Or, le cheminement de notre civilisation vers des connaissances de plus en plus nombreuses et précises capables, via des combinatoires, de produire des savoirs exceptionnels au regard du lieu commun, ont nécessité, nécessitent et nécessiteront toujours des apprentissages lents, discrets, longs, ainsi que des confrontations raisonnées pour aboutir à des situations applicatives satisfaisantes.

Il s'agit aussi d'un questionnement implicite de la « *démocratie* ». En méthode de résolution de problèmes, on sait pertinemment qu'il y a plus d'idées dans deux têtes que dans une seule, plus d'idées dans trois têtes que dans deux... mais à l'opposé, une foule n'invente pas !

Alors que nos sociétés développées sont devenues de plus en plus complexes, on nous présente des démarches simplistes et démagogiques telle que la « *démocratie participative* » comme solution idéale !

Des limites de l'autorité...

« Bien que la société ne soit pas fondée sur un contrat, et bien qu'il ne serve à rien de l'inventer pour en déduire les obligations sociales, tous ceux qui reçoivent protection de la société lui sont néanmoins redevables de ce bienfait. Le fait seul de vivre en société impose à chacun une certaine ligne de conduite envers autrui. Cette conduite consiste premièrement à ne pas nuire aux intérêts d'autrui, ou plutôt à certains de ses intérêts qui, soit par disposition expresse légale, soit par accord tacite, doivent être considérés comme des droits ; deuxièmement, à assumer sa propre part équitable de travail et de sacrifices nécessaires pour défendre la société ou ses membres contre les préjudices et les vexations. Mais ce n'est pas là tout ce que la société peut faire. Les actes d'un individu peuvent être nuisibles aux autres, ou ne pas suffisamment prendre en compte leur bien-être, sans pour autant violer aucun de leurs droits constitués. Le coupable peut alors être justement puni par l'opinion, mais non par la loi. Dès que la conduite d'une personne devient préjudiciable aux intérêts d'autrui, la société a le droit de la juger, et la question de savoir si cette intervention favorisera ou non le bien-être général est alors ouverte à la discussion. Mais cette question n'a pas lieu d'être tant que la conduite de quelqu'un n'affecte que ses propres intérêts, ou tant qu'elle n'affecte les autres que s'ils le veulent bien, si tant est que les personnes concernées sont adultes et en possession de toutes leurs facultés. Dans tous les cas, on devrait avoir liberté complète – légale et sociale – d'entreprendre n'importe quelle action et d'en supporter les conséquences. » []*

L'auteur n'a pas eu, semble-t-il, la possibilité d'anticiper sur ce qui est devenu dans les Pays développés le « *Welfare state* » avec toute son architecture plus ou moins compliquée selon les cultures centralisatrices ou déconcentrationnistes. La question reste entière de la responsabilité individuelle et de la responsabilité collective. Si un individu ne souscrit pas aux assurances sociales – cas français, par exemple – et se trouve en péril sanitaire, que faire ? Doit-on le laisser mourir ou bien néanmoins lui faire bénéficier des bienfaits des outils collectifs de santé ? Dans le cas d'une Sécurité Sociale – sens strict – la question ne se pose pas avec autant d'acuité puisque, dans le domaine de la santé ou de la pension de retraite minimale – cas britannique et danois-, la rétribution se fait, par définition, sans contribution préalable.

Nous rapprocherons nos remarques des idées de Carlo CIPOLLA sur la stupidité humaine qui nous dit notamment que la probabilité que tel individu soit stupide est indépendante de toutes les autres caractéristiques de cet individu. On trouve la même proportion d'individus stupides dans les groupes humains les plus nombreux comme dans les plus restreints ; aucun autre ensemble de phénomènes observables n'offre une preuve aussi frappante de la puissance de la Nature.

L'auteur part du principe observé que l'humanité se divise en quatre grandes catégories qu'il nomme CIBS : les crétiens (C), les Intelligents (I), les bandits (B), les stupides (S). L'action du crétin aboutit à un gain pour X et à une perte pour le crétin lui-même ; l'Intelligent procure un gain à sa cible et à lui-même ; l'action du bandit aboutit à un gain pour lui et à une perte pour autrui ; le stupide nuit à autrui ou à tous ainsi qu'à lui-même, quelle que soit son action.

L'homme affecte ses semblables même en les évitant. Ce qu'on aurait pu faire pour une personne ou un groupe et que l'on n'a pas fait est une occasion manquée, un gain ou une perte pour cet individu ou ce groupe. Chacun de nous a un compte courant avec tous les autres. Par l'action ou par l'inaction, chacun de nous tire de quelqu'un d'autre un gain ou une perte, et en même temps cause un gain ou une perte pour autrui.

« Si la civilisation a vaincu la barbarie lorsque la barbarie dominait le monde, il est excessif de craindre qu'elle puisse revivre et conquérir la civilisation après avoir été défaite. Pour qu'une civilisation succombe ainsi à son ennemi vaincu, elle doit d'abord avoir dégénéré au point que ni ses prêtres, ni ses maîtres officiels, ni personne n'aient la capacité ou ne veuillent prendre la peine de la défendre. Si tel est le cas, plus vite on se débarrassera d'une telle civilisation, mieux ce sera. Elle ne pourra aller que de mal en pis, jusqu'à ce qu'elle soit détruite et régénérée par d'énergiques Barbares. » [*]

Ici, l'écho nous vient d'un contemporain de l'auteur : « Il arrive quelque fois que la centralisation essaie, en désespoir de cause, d'appeler les citoyens à son aide ; elle leur dit : « Vous agirez comme je voudrai, autant que je voudrai, et précisément dans le sens que je voudrai. Vous vous chargerez des détails sans aspirer à diriger l'ensemble ; vous travaillerez dans les ténèbres, et vous jugerez plus tard mon œuvre sur les résultats. » Ce n'est point à de pareilles conditions qu'on obtient le concours de la volonté humaine. Il lui faut de la liberté dans ses allures, de la responsabilité dans ses actes. L'homme est ainsi fait qu'il préfère rester immobile que marcher sans indépendance vers un but qu'il ignore. » [ALEXIS DE TOCQUEVILLE]

La question reste pendante dans nos « démocraties » où des majorités de circonstances interfèrent avec les respects dus à toute minorité, pourvu que, comme l'écrit notre auteur, ses buts ne nuisent pas à des communautés autres que la sienne.

Applications

« Premièrement, l'homme n'est pas responsable de ses actions envers la société, dans la mesure où elles n'affectent les intérêts de personne d'autre que lui-même. Pour leur propre bien, les autres peuvent avoir recours aux conseils, à l'instruction, à la persuasion et à la mise à l'écart : c'est la seule façon pour la société d'exprimer légitimement son aversion ou sa désapprobation de la conduite d'un individu. Deuxièmement, pour les actions portant préjudice aux intérêts d'autrui, l'individu est responsable et peut-être soumis aux punitions sociale et légale, si la société juge l'une ou l'autre nécessaire à sa propre protection. » [*]

{../..}

« Ainsi le commerce est un acte social. Quiconque met en vente quoi que ce soit se lance dans une activité qui affecte les intérêts d'autrui et la société en général ; et par suite, sa conduite tombe en principe sous la juridiction de la société. C'est pourquoi on estimait autrefois qu'il était du devoir des gouvernements, dans tous les cas importants, de fixer les prix et de réglementer les procédés de fabrication. Mais c'est seulement aujourd'hui, après une longue lutte, qu'on reconnaît que le seul moyen de garantir à la fois des prix bas et des produits de bonne qualité, c'est de laisser les producteurs et les vendeurs parfaitement libres, sans autre contrôle que l'égalité de liberté pour les acheteurs de se fournir ailleurs. » [*]

{../..}

« Si l'on admettait un jour le devoir d'imposer l'éducation universelle, il n'y aurait plus de difficultés quant à ce que l'État doit enseigner et sur la façon de l'enseigner - difficultés qui, pour le moment, constituent un véritable champ de bataille pour les sectes et les partis ; c'est ainsi qu'on perd du temps et de l'énergie à se quereller autour de l'éducation au lieu de s'y consacrer. Si le gouvernement prenait la décision d'exiger une bonne éducation pour tous les enfants, il s'éviterait la peine de leur en fournir une. Il pourrait laisser le soin aux parents de faire éduquer leurs enfants où et comme ils le souhaitent, suivant les besoins de chacun, et se contenter de payer une partie des frais de scolarité des enfants les plus pauvres et de s'en charger complètement pour ceux qui n'ont personne d'autre pour y pourvoir. Les objections qu'on oppose avec raison à l'éducation publique ne portent pas sur le fait que l'État propose l'éducation, mais sur ce qu'il se charge de la diriger, ce qui est tout à fait différent. Je réprouve autant que quiconque l'idée de laisser partiellement ou totalement l'éducation aux mains de l'État. Tout ce que j'ai dit de l'importance de l'individualité du caractère, ainsi que de la diversité des opinions et des modes de vie, implique tout autant la diversité de l'éducation. Une éducation générale

dispensée par l'État ne peut être qu'un dispositif visant à fabriquer des gens sur le même modèle ; et comme le moule dans lequel on les coulerait serait celui qui satisfait le pouvoir dominant au sein du gouvernement – prêtres, aristocratie ou majorité de la génération actuelle -, plus cette éducation serait efficace, plus elle établirait un despotisme sur l'esprit, qui ne manquerait pas de gagner le corps. Une éducation instituée et contrôlée par l'État ne devrait figurer tout au plus qu'à titre d'expérience parmi d'autres, qu'à titre d'exemple et de stimulant propre à maintenir les autres expériences à un bon niveau. A moins, bien sûr, que la société soit dans son ensemble si arriérée qu'elle ne puisse ou ne veuille se donner des institutions scolaires convenables sans que le gouvernement ne s'en charge. Dans ce cas seulement, pour choisir le moindre de ces deux grands maux, le gouvernement pourrait alors se charger des écoles et des universités, comme de constituer des sociétés par actions dans un Pays où les entreprises privées ne sont pas de taille à entreprendre de grands travaux industriels. Mais en général, si le Pays dispose d'assez de personnes qualifiées pour enseigner sous les auspices du gouvernement, ces mêmes personnes pourraient tout autant enseigner dans un système privé, puisque leur rémunération serait garantie par une loi rendant l'éducation obligatoire, doublée d'une aide de l'État destinée à ceux qui seraient incapables de prendre la dépense à leur charge. » []*

Le lecteur trouvera prochainement sur le site www.futuroouest.com la synthèse des travaux de recherches sur le thème « Jeunesses – Éducatons – Formations », menés en 2012-2013, qui ont abouti à quatre scénarios contrastés, axés notamment sur la pertinence de la mise en œuvre (ou pas) du Chèque Scolaire, d'une part, de l'Allocation Universelle, d'autre part ; avec toutes les conséquences (+/-) que cela implique.

« La plus forte raison de restreindre l'intervention du gouvernement est le mal extrême que cause l'élargissement sans nécessité de son pouvoir. Toute fonction ajoutée à celle qu'exerce déjà le gouvernement diffuse plus largement son influence sur les espoirs et les craintes, et transforme davantage les éléments actifs et ambitieux du public en parasites et en comploteurs. Si les routes, les chemins de fer, les banques, les compagnies d'assurances, les grandes compagnies à capital social, les universités et les établissements de bienfaisance étaient autant de branches du gouvernement ; si, de plus, les corporations municipales et les conseils locaux, avec tout ce qui leur incombe aujourd'hui, devenaient autant de départements de l'administration centrale ; si tous les employés de ces diverses entreprises étaient nommés et payés par le gouvernement et n'attendaient que de lui leur avancement, toute la liberté de la presse et toute la constitution démocratique n'empêcheraient pas ce Pays ni aucun autre de n'être libre que de nom. Et le mal serait d'autant plus grand que la machine administrative serait construite plus efficacement et savamment, et qu'on aurait recours aux procédés les plus habiles pour se procurer les mains et les cerveaux pour la faire fonctionner. » []*

{ ::// :: }

« Le mal commence quand, au lieu de stimuler l'activité et la force des individus et des associations, le gouvernement substitue sa propre activité à la leur ; quand, au lieu d'informer, de conseiller, et à l'occasion de dénoncer, il les enchaîne à leur travail, ou leur ordonne de s'effacer pendant qu'il fait leur travail à leur place. La valeur d'un État, à la longue, c'est la valeur des individus qui le composent ; et un État qui sacrifie les intérêts de leur élévation intellectuelle à un peu plus d'art administratif – ou à l'apparence qu'en donne la pratique – dans le détail des affaires ; un État qui rapetisse les hommes pour en faire des instruments dociles entre ses mains, même en vue de bienfaits, un tel État s'apercevra qu'avec de petits hommes, rien de grand ne saurait s'accomplir, et que la perfection de la machine à laquelle il a tout sacrifié n'aboutit finalement à rien, faute de cette puissance vitale qu'il lui a plu de proscrire pour faciliter le jeu de la machine. » []*

Toute ressemblance avec un Hexagone.....

[] = Tous les extraits en italique sont de la plume de John Stuart MILL, dans son ouvrage de 1859, « De la liberté » - Edition commentée par Pierre BOURETZ – Folio Gallimard 1990.*

JSM ne fut pas seulement un analyste clairvoyant des conditions socio-économiques, il fut aussi un visionnaire à long terme dont les propos sont d'une modernité stupéfiante.

Écoutons aussi ce qu'il écrit en 1851 au moment de se marier avec Harriet TAYLOR :

« Étant sur le point, si j'ai le bonheur d'obtenir son consentement, de m'unir par le mariage avec la seule femme avec qui j'aie voulu me marier, et désapprouvant, elle et moi, entièrement et profondément tout le caractère des relations conjugales, je déclare que c'est ma volonté, mon intention, et la condition de notre engagement qu'elle garde à tous égards la même liberté absolue d'agir et de disposer d'elle-même et de tout ce qui lui appartient ou peut lui appartenir un jour, comme s'il n'y avait pas eu de mariage. »

Respect Mr MILL !

[1] = Carlo M. CIPPOLA = Les lois fondamentales de la stupidité humaine – PUF 2012

PhS

Anciennement sous la protection de l'Empire Russe, puis de l'Union Soviétique, l'Asie centrale a toujours été une région énigmatique, notamment grâce à la fameuse Route de la Soie, qui reliait jadis l'Occident avec les territoires lointains de l'Inde et de la Chine. Avec la fin de l'URSS, les pays centrasiatiques ont retrouvé leur liberté, mais se sont vite trouvés confrontés aux nouveaux défis : politiques, économique, démographiques ou encore sécuritaires.

Dotée de vastes ressources énergétiques et située au carrefour des civilisations, l'Asie centrale est devenue un enjeu majeur de premier plan dans ce qu'on appelle aujourd'hui le « nouveau Grand jeu », une compétition géopolitique entre les grandes puissances contemporaines (Russie, Chine, USA...).

Le livre de GV propose une étude de ce phénomène particulièrement axée sur le cas du Kazakhstan, Pays le plus riche et le plus développé de la région

Georgiy VOLOSHIN

**Le nouveau Grand Jeu en Asie centrale
L'Harmattan – 2012 – 210 Pages**

En fait d'Asie centrale, les propos de GV se résument quasiment uniquement au cas du Kazakhstan, ce qui limite beaucoup la vision stratégique que l'on pourrait avoir de cet espace géopolitique. Pour établir ses analyses, l'auteur indique s'appuyer sur deux théories : le réalisme néoclassique avec des éléments du réalisme défensif, et la théorie des jeux.

L'incapacité des Pays de la région à affirmer leur libre arbitre face aux acteurs extérieurs, toujours plus puissants quoique multiples, ainsi qu'à établir entre eux de bonnes relations de coopération fondées sur la proximité géographique et le parcours historique commun laisse à penser que leur propre contribution au façonnage de la politique régionale est vouée à rester relativement circonscrite.

Le régime régional constitué jusqu'à ce jour en Asie centrale se caractérise principalement par une profusion d'organisations internationales (*7 dont l'auteur présente les données dans une Annexe spécifique*) dont les moyens et les objectifs peuvent parfois ne pas être en accord, ce qui risque de mettre en question l'efficacité cumulée de leur fonctionnement simultané. Le fait que le Kazakhstan soit le Pays de plus important (*sauf en termes démographiques*) parmi les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale explique naturellement le nombre d'initiatives qui ont été mises en valeur par les autorités kazakhes et qui ont, parfois, abouti à des résultats concrets.

L'auteur s'emploie à traiter les questions suivantes :

- La diplomatie de proximité, un vrai défi pour le Kazakhstan : comment être un ami de tous sans être un vrai ami de quiconque ?
- Les relations Russo-Kazakhes à l'aune de l'ouverture de l'espace centrasiatique aux influences extérieures : sera-t-il possible de « redémarrer » l'Histoire ?
- L'étoile ascendante de la Chine dans le ciel du Kazakhstan : trop puissante pour être négligée, trop puissante pour être tolérée.

Les réponses sont rarement tranchées, souvent empruntent de « *et si* », « *et si* »... ce qui rend le lecteur souvent perplexe sur les conséquences à entrevoir.

Au lendemain des troubles en Afrique du Nord et au Proche-Orient baptisés par la presse internationale et la communauté des politologues le printemps arabe, l'approche pragmatique de la Chine lui vaut une confiance accrue des dirigeants centrasiatiques, largement autoritaires et parfois mêmes répressifs. La crainte d'un autre printemps arabe renforce encore davantage les liens déjà étroits entre la Chine et les régimes d'Asie centrale, ces derniers étant contraints d'agir plus énergiquement qu'avant

pour remplir le vide laissé par la Russie après son retrait des affaires régionales.

Malgré leur appartenance commune à la région historique d'Asie centrale, les cinq républiques postsoviétiques n'ont pas réussi à s'aligner mutuellement sur le même discours, préférant des chemins divergents consécutifs à l'indépendance, l'égoïsme politique, la concurrence parfois hostile, l'existence des conflits latents ou bien l'inconsistance de leurs projets d'intégration régionale. La Chine et la Russie ayant peu ou prou imposé leurs systèmes d'accords spécifiques, le régime régional qui en découle, imposé plus que négocié, évolue presque indépendamment des volontés des acteurs mineurs de la région.

La capacité du Kazakhstan à se maintenir dans une posture indépendante est subordonnée à plusieurs facteurs. Premièrement, il n'est pas impossible que la transition politique coïncidant avec la fin de l'époque nazarbaïevienne aboutisse à la remise en cause de la politique multi-vectorielle, surtout si le nouveau président était influencé par des groupes de pression ou d'intérêts affiliés à des puissances étrangères. Deuxièmement, le succès de la modernisation économique dépend en grande partie de l'évolution du régime politique au Kazakhstan lui-même. En l'absence de réforme structurelles débouchant sur une palette plus riche de libertés individuelles et collectives, y compris en matière d'entrepreneuriat, la mise en œuvre administrative des programmes de modernisation risque de rester extrêmement limitée et inefficace. Pour ce qui concerne les grandes puissances, elles ont en toute logique peu d'intérêt à contribuer au renforcement de l'indépendance économique et politique de leur partenaire à Astana, car ceci diminuerait en conséquence leurs propres marges de manœuvre ; alors que le temps de l'impérialisme et du colonialisme est bien révolu, celui-ci, aussi surprenant soit-il, semble pleinement valable en Asie centrale en ce début de 21^e siècle.

Pour mémoire, Kazakhstan :

15 500 000 habitants / 2 700 000 Km² / Densité = 6 hab/Km². [Données 2010]

Renvois :

- Michel AGLIETTA , *La Chine vers la superpuissance* – **FuturWest n°024**
- Mark LEONARD, *Que pense la Chine ?* – **FuturWest n°30**
- Laure MANDEVILLE, *La reconquête russe* – **FuturWest n°32**
- Anne SALMON, *Les nouveaux empires* – **FuturWest n°40**
- Bertrand BARRE, *Atlas des énergies mondiales* – **FuturWest n°41**

LF

La biologie connaît une véritable révolution.

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Le 20^e siècle a vu naître les deux plus belles théories physiques jamais inventées. La première, la relativité générale, est l'œuvre du seul Albert Einstein. Son domaine d'application est l'infiniment grand. La seconde, la mécanique quantique, est l'œuvre collective de certains des plus grands esprits du 20^e siècle. Son domaine d'application est l'infiniment petit. Mais ces deux théories sont incompatibles entre elles. Cherche-t-on à la réunir dans ce qu'on appelle la « théorie du tout », on se heurte alors à d'insurmontables difficultés.

De nos jours, la « théorie des cordes » semble en passe de réussir là où toutes les autres théories ont échoué : ce faisant, elle bouleverse notre conception de la matière, de l'espace et du temps. C'est l'histoire pleine de rebondissements de cette révolution en marche – où les particules élémentaires s'avèrent semblables à d'infinis bouts de ficelle, où l'espace-temps se déchire, se répare, se replie en dix dimensions invisibles, où le Big-Bang et les trous noirs prennent des formes inattendues – que nous raconte ici l'un de ses éminents acteurs.

Brian GREENE
L'Univers élégant
Folio essais – 2000 – 665 pages

Voici un livre fantastique !

Depuis quinze ans que je rédige des NDJ, jamais je n'ai pris autant plaisir à écrire celle-ci en lisant le livre de Brian Greene qui allie d'une manière si rare une documentation (*hyper*)pointue et une pédagogie hors du commun !

Un physicien de ce niveau qui, pour faciliter ses explications et démonstrations, n'hésite pas à faire appel à Wallace & Gromit ou aux films de science-fiction Star Trek et crée ainsi des métaphores explicites... c'est assez rare pour ne pas le souligner.

Dans la partie portant sur « *L'espace, le temps et l'observateur* », l'auteur nous invite à comprendre que la théorie de l'espace-temps n'est pas réservée à des spéculations venant de purs intellectuels. Il montre en effet que la vitesse de la lumière peut permettre à deux chefs d'Etats de deux Pays en guerre de conclure la paix ; ils sont parvenus à un cessez-le-feu mais aucun des deux n'accepte de signer le traité de paix le premier. Le SG de l'ONU leur propose alors une solution ingénieuse. Une lampe, initialement éteinte, sera placée au milieu de la table. Puisqu'elle est située à égale distance des deux personnages, si on l'allume, sa lumière atteindra les deux présidents au même moment. Tous deux acceptent alors de ratifier le traité dès qu'ils verront la lampe s'allumer et signent donc simultanément, à la satisfaction générale.

Sur la vitesse de la lumière justement, qui est considérée depuis Einstein comme indépassable, BG prend l'exemple de la particule élémentaire muon. Plus il va vite, plus il est difficile d'accroître sa vitesse. A 99,999% de la vitesse de la lumière « *c* », sa masse est multipliée par un facteur 284 ; à 99,99999999% ce facteur dépasse les 70 000 ! La masse du muon augmente sans limites au fur et à mesure que sa vitesse approche de « *c* ». Il faudrait lui fournir une énergie infinie pour qu'il atteigne son but...

Pour Richard Feynman – Prix Nobel de physique 1965 -, « *La théorie quantique nous fournit une description de la Nature qui est absurde du point de vue du sens commun. Mais elle est en accord parfait avec l'expérience. J'espère donc que vous accepterez la Nature telle qu'elle est : absurde.* »

Le même RF écrira un jour que si quelques douzaines de personnes avaient pu comprendre la Relativité Générale après la publication d'EINSTEIN, il était sûr qu'il n'y avait personne qui comprenait la mécanique quantique ; voulant dire ainsi que les physiciens et les mathématiciens savaient, constataient... mais ne comprenaient pas.

Sur la propriété des lois physiques, Brian GREENE rappelle combien elles sont exceptionnellement stables, à la différence de « lois » sociales, économiques... Les deux propriétés des lois physiques – le fait qu'elles ne dépendent ni de l'endroit ni de l'instant où vous les utilisez – sont des symétries de la nature. Ce qu'ils veulent dire, c'est que la nature traite chaque instant et chaque endroit de la même façon – symétriquement – en faisant en sorte que les mêmes lois fondamentales y soient en vigueur. Ce sont des lois de portée universelle.

Dans la partie consacrée aux « *dimensions cachées* », BG relate l'intuition d'un mathématicien polonais peu connu, Theodor KALUZA, de l'Université de Königsberg qui a eu l'audace de défier ce qui paraissait intangible, les trois dimensions de l'Univers. Il a proposé que celui-ci pouvait avoir plus de trois dimensions spatiales. La suggestion a mis bien des années pour se frayer un chemin mais l'on n'a pas fini d'en ressentir l'onde de choc.

Les réflexions cosmologiques de l'auteur l'amène progressivement, après avoir expliqué ce qu'est la théorie de Cordes et des Supercordes, à montrer qu'au temps zéro, la taille de l'Univers s'annule, la température et la densité filent à l'infini et déclenchent ainsi la plus stridente des sonnettes d'alarme : notre modèle théorique de l'Univers, fermement ancré dans le cadre classique de la relativité générale, s'est effondré. La nature nous indique solennellement que, dans de telles conditions, nous devons fusionner la relativité générale et la théorie quantique – en d'autres termes, nous devons faire appel à la théorie des Cordes. Et aujourd'hui, les recherches sur les conséquences cosmologiques de cette théorie n'en sont qu'à leurs débuts.

Néanmoins, on peut se demander si le modèle géométrique de l'espace-temps, qui joue un rôle central en relativité générale et en théorie des Cordes, n'est pas lui-même une abréviation commode pour les relations spatiales et temporelles entre diverses positions, ou si, lorsque nous faisons allusion à notre immersion dans la structure spatio-temporelle, nous sommes réellement plongés dans quelque chose.

P.535, Brian GREENE écrit « *A un niveau fondamental, il existe une aspiration collective vers une explication de l'existence de l'Univers et de la manière dont il est devenu ce que nous observons, vers la compréhension de la logique – des principes – qui commande son évolution.* »

Nous aimerions le croire sur parole, mais notre perplexité reste intacte devant la montée des obscurantismes de tout bord et du racisme anti-science que l'on observe jour après jour sur notre belle Planète...

Renvois :

- Richard FEYNMAN, *Trois conférences du physicien Nobel 1965* – **FuturWest n°28**
- Christine LARSEN, *Stephen Hawking, un homme face à l'infini* – **FuturWest n°32**
- François VANNUCCI, *Le vrai roman des particules élémentaires* – **FuturWest n°38**
- Etienne KLEIN, *Discours sur l'origine de l'Univers* – **FuturWest n°39**
- Peter ATKINS, *Les 4 grands principes qui régissent l'Univers* – **FuturWest n°39**
- Freeman DYSON, *La vie dans l'Univers* – **FuturWest n°40**

PhS

Face aux injustices du système du commerce international, le commerce équitable s'est posé comme une démarche alternative basée sur la solidarité entre les consommateurs du Nord et les producteurs du Sud. Dans les Pays riches, on le décrit souvent comme un outil révolutionnaire qui a permis de transformer les conditions de vie de millions de gens dans les Pays les plus pauvres. Ce succès présumé est généralement illustré par la croissance des ventes de produits portant le label commerce équitable.

Ce livre adopte un point de vue que l'on tardait à entendre, celui des Pays du Sud. Alors qu'il est censé rétablir un regain de justice dans les relations commerciales Nord-Sud, l'auteur montre, preuves à l'appui, que le commerce équitable contribue à reproduire les mécanismes du système du commerce international. Il marginalise les Pays les plus pauvres et ceux qui dépendent le plus du commerce des produits primaires. Ses gains financiers moyens sont très faibles et vont aux groupes les plus riches. Le surplus transféré par les consommateurs du Nord reste dans le Nord. Le marketing de la pauvreté au service des riches, serait-ce là l'aboutissement de cette énième entreprise de rédemption du système capitaliste ? Le dernier mot revient aux consommateurs du Nord et aux Pays du Sud.

Ndongo Samba SYLLA
Le scandale commerce équitable
L'Harmattan – 2013 – 200 pages

Près de 50 ans après la naissance des premières démarches de commerce équitable, l'auteur cherche à faire un premier, le premier, bilan factuel et analytique de ce véritable business. Il cherche à en déterminer l'efficacité réelle, et pas simplement en termes commerciaux, mais surtout en termes de retombées sociales pour les producteurs, car c'est la principale promesse de ce commerce pour son consommateur et la vision de ses partisans.

Le contexte

Selon l'auteur, le commerce équitable vise à réussir l'intégration dans une logique libérale, d'un commerce vertueux pour les producteurs en leur favorisant un débouché commercial labellisé. L'auteur resitue cette démarche dans un contexte de commerce international très marqué par les inégalités. En particulier, il rappelle que « *contrairement aux mythes propagés par l'histoire officielle du capitalisme, les règles du jeu ont toujours été asymétriques. Pour se développer sur le plan économique, les pays riches d'aujourd'hui ont eu recours par le passé à des politiques industrielles et commerciales sélectives et stratégiques* » : libéralisation, sélective, partielle, dumping agricole et soutien aux producteurs. Le commerce international est inégal, régi par une somme de distorsions sectorielles et géographiques ; il a également construit été construit à la faveur des pays développés. L'auteur synthétise :

- les produits primaires non produits par le Nord sont faiblement taxés (*cacao, café*). Toutefois, ils sont confrontés à une progressivité tarifaire à chaque étape de leur transformation ; les produits primaires pour lesquels le Nord est en concurrence avec le Sud (*riz, coton, sucre, etc.*) sont généralement subventionnés et/ou soumis à des pics tarifaires ;

les produits primaires pour lesquels le Sud a un avantage comparatif sont soumis à des barrières tarifaires et non tarifaires »

Il s'appuie sur les travaux de STIGLITZ et CHARLTON (2005) pour mettre en valeur le déficit « *d'équité procédurale* » dans le commerce international, à travers le rôle du GATT puis de l'OMC.

La genèse et le développement

Le commerce équitable s'inscrit dans une démarche de compensation. Citant la définition du commerce équitable par la plateforme FINE (www.artisansdumonde.org): « *Le commerce équitable est un partenariat global fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir*

MEMOIRES DU FUTUR

suite

à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations du Commerce Équitable, soutenues par les consommateurs, s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur des changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel.»

Ce mouvement s'est construit sur la base de démarches de commerce solidaire, puis de commerce alternatif, dans les années 50 à 70 : aux Etats-Unis les magasins d'artisanat (*craft*) SELFHELP sont des précurseurs et atteindront 20 Millions USD de vente en 2006. En Europe, c'est l'ONG britannique OXFAM, ainsi que plusieurs démarches associatives. Ces mouvements recherchaient au final une vraie alternative au commerce international conventionnel, mais limitaient les débouchés à une distribution de niche, sans intégration aux grands flux commerciaux.

Le commerce équitable a cherché dans les années 80 à favoriser l'intégration des producteurs dans le commerce traditionnel. Nico ROOZEN, employé de l'ONG Solidaridad et Frans VAN DER HOFF, prêtre hollandais au Mexique, souhaitent développer les productions de café mexicain vers les Pays-Bas, à des conditions respectables, en intégrant les circuits traditionnels. Ils préfèrent créer un label que leur propre marque : Max Havelaar, du nom du roman d'Eduard DOUWES DEKKER (1860), qui met en scène un fonctionnaire insurgé sous l'administration coloniale à Java. Malgré les pièges tendus par DOUWE EGBERTS et le distributeur Albert HEIJN, le développement se fait d'abord sur des petites enseignes de supermarché, puis nationalement.

Aujourd'hui, ce modèle s'est développé, sous forme de label (*Rainforest Alliance, etc.*) ou de marques ombrelles (*Alter Eco*).

Le modèle principal, celui de Max Havelaar, fonctionne sur un principe de certification produit, cette démarche étant payante et couvrant les frais de certification et de communication du label.

Au niveau international, FLO (*Fair Trade Labelling Organizations International, créé en 1997*) assure la coordination des labels FT (*Fair Trade*). Le FT concerne 991 organisations de producteurs en 2011 (508 en 2005).

En 2011, on estime les ventes de produits FT à 4,9 G€ (830 Me en 2004). Le FT concerne entre 1,2 et 1,5 Millions de producteurs dans le monde.

Limites

L'auteur fait l'état de l'art en termes de critiques selon le « prisme idéologique », remarquant qu'aucun traitement analytique n'avait été mené jusqu'alors. Il donne son analyse des limites du FT, et souligne en particulier :

- le salaire majoré du FT reste sous le « mini pour vivre »
- le dispositif de labellisation ne prévoit pas de système de parachute, d'assurance en cas de protection avariée, ni de protection sociale
- il n'y a pas de garantie d'écouler la marchandise pas d'indexation des frais sur l'inflation ou les taux de change

Le mécanisme du FT peut amener un producteur à ne pas trouver de marché FT pour l'intégralité de sa récolte, et à devoir ainsi brader ses productions conformes au label sur un prix de conventionnel, et donc risquer d'être en perte.

Pour l'auteur, les conditions de bon fonctionnement du FT sont :

= 100% des produits concernés ;

= un raisonnement sur la marge et non seulement sur le prix vendu.

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Il pointe également l'ignorance des producteurs face à des traders qui leur garantissent à terme un prix d'achat FT supérieur au prix actuel sur leurs volumes, qui au final sera inférieur au prix FT courant : les traders ayant la capacité à prévoir une hausse des prix.

L'auteur limite également les retombées du FT, l'essentiel de la valeur ajoutée restant au Nord, les pays du Sud bénéficient de retombées marginales. Par ailleurs, les pays d'Amérique latine sont les principaux bénéficiaires de ce système qui ne permet pas, comparativement, l'intégration des pays pauvres d'Afrique ou d'Asie.

Au final, l'auteur justifie le succès du FT à son intégration dans le néolibéralisme, sans pouvoir en changer les rouages et les déséquilibres qui frappent et marginalisent les pays en développement dans le commerce international.

Renvois :

- Hervé JUVIN, *Produire le Monde (Croissance écologique)* – **FuturWest n°29**
- Sylvie BRUNEL, *A qui profite le Développement Durable ?* – **FuturWest n°31**
- Maurice DECAILLLOT, *L'économie équitable* – **FuturWest n°41**
- Rémi GUILLET, *Propositions pour une économie équitable* – **FuturWest n°45**
- Philippe BAQUE, *La bio entre business et projet de société* – **FuturWest n°47**

B.O.

Ce livre est consacré à une évaluation des thèses du déclin, voire de la fin des classes sociales. Ces thèses subissent une mise à l'épreuve empirique dans le cas de la société suisse contemporaine. Il faut souligner que celle-ci semble a priori favorable aux thèses en question. En effet, comparativement, la Suisse est caractérisée par une tertiarisation importante de l'économie, un chômage faible et des niveaux de rémunération élevés ; tous phénomènes généralement mis en avant pour expliquer le déclin affirmé des classes sociales. Malgré cela, les analyses effectuées, au sujet de l'évolution de la structure sociale, du monde du travail, des ressources économiques et sociales, enfin des comportements et valeurs politiques, montrent que ces thèses peuvent être réfutées.

Robin TILLMANN

Vers une société sans classes ? (Suisse contemporaine 1970-2008).
L'Harmattan – 2013 – 250 pages

Bon. Il s'agit du résumé [*sic*] d'une thèse de doctorat présentée devant la Faculté de l'Université de Fribourg en Suisse, le 04 Juin 2012.

Autrement dit, même le livre – qui aurait pu être nettement plus concis – comporte moult renvois de références [*révérences ?*], graphiques et tableaux qui en rendent la lecture pour le moins désagréable.

Le chapitre II est consacré à décrire par le détail les méthodologies utilisées.

On notera une remarque p.41 qui concerne les entreprises transnationales. L'auteur montre que celles-ci gardent une relation étroite avec l'économie nationale où elles ont été fondées et que les marchés de l'emploi et les relations sociales restent pour une bonne part régulés par les Etats et les institutions nationales. En conséquence, on peut admettre que même l'aspect transnational des activités économiques s'enracine encore aujourd'hui dans les économies nationales et que ces dernières continuent de façonner les structures de classes [*nationales*].

Dans le chapitre 6, RT pose la question de la fin de la « conscience de classe » ?

Pour répondre, une fois de plus, par la négative.

Au total, les faits rassemblés dans ce travail, leur accumulation et leur convergence, permettent de réfuter les thèses du déclin des classes sociales dans le cas de la société suisse contemporaine en particulier. Il n'y a pas de « moyennisation » de la société et les relations, au fil du temps, relèvent de fluctuations sans tendances nettes et non pas d'un déclin régulier.

En exergue de son livre, RT a placé deux citations qui résument assez bien la thèse en question : « *Today, as a sociological concept, class is dead.* » Robert NISBET. A qui Arthur STINCHCOMBE répond : « *Sociology has only one independent variable, class.* »

C'est effectivement plus compréhensible qu'une thèse construite uniquement à charge; mais l'application des principes de Popper ne guidait visiblement par l'auteur... et ses enseignants.

Renvois :

- Louis CHAUVEL, *Les classes moyennes à la dérive* – **FuturWest n°22**
- Jean NIZET, *La sociologie de Anthony Giddens* – **FuturWest n°26**
- Dominique GOUX, *Les nouvelles classes moyennes* – **FuturWest n°43**

MEMOIRES DU FUTUR

suite

« Si l'organisation de la société est mauvaise (comme l'est la nôtre), et si un petit nombre de gens ont le pouvoir sur la majorité et l'oppriment, toute victoire sur la nature ne servira inévitablement qu'à accroître ce pouvoir et cette oppression. C'est ce qui se produit présentement. »

Il s'est écoulé près d'un demi-siècle depuis que Tolstoï a écrit ces mots, et ce qui se produisait à cette époque a continué à se produire depuis lors. La science et la technique ont fait des progrès notables au cours des années écoulées, - et il en est de même de la centralisation du pouvoir politique et économique ; il en est de même de l'oligarchie et du despotisme. Il est à peine besoin d'ajouter que la science n'est pas le seul facteur qui intervienne dans cette affaire. Aucun mal social ne saurait avoir une cause unique. D'où la difficulté dans n'importe quel cas donné, de trouver un remède complet. Tout ce que nous soutenons ici, c'est que la science en progrès est l'un des facteurs intervenant dans le déclin progressif de la liberté et dans la centralisation progressive du pouvoir, qui se sont produits au cours du 20e siècle.

Aldous HUXLEY

La science, la liberté, la paix

Editions du Rocher – 1979 – 100 Pages

ATTENTION, cet ouvrage fut publié en 1946.

La Planète comptait à peine 4 milliards de Terriens.

Il est apparu fort intéressant de revisiter les propos d'AH près de 70 ans plus tard, venants d'un écrivain majeur du 20e siècle.

Le pessimisme d'Huxley était dominant dans son tempérament mais néanmoins fluctuant en fonction des analyses portées sur les mutations qu'il constatait autour de lui dans le Monde. En témoigne cette phrase de la page 16 « C'est toujours l'homme qui paye les violons qui choisit la mélodie. »

AH revient à plusieurs reprises dans le cours de son essai sur son attachement au « self-government », qui est, pour lui, l'essence même de la liberté démocratique, et qui est plus ou moins complètement absent de la vie professionnelle de ses contemporains. Le fait que ses masses ne possèdent rien et soient sous la dépendance des propriétaires et directeurs privés ou publics des moyens de production et de distribution en série est dû, entre autres, au progrès de la science appliquée, - progrès qui, sous les auspices de la finance centralisée, a jusqu'ici favorisé la production en série, aux dépens de la production à petite échelle à usage personnel ou coopératif, ou pour alimenter un marché local.

La grande puissance exerce invariablement une influence corruptrice sur ceux qui la manient ; et lorsque, dans la suite des événements, la tyrannie des chefs à la tête de l'Etat omnipotent deviendra intolérable, les masses qui ont présentement soif de sécurité commenceront à avoir une soif encore plus ardente de liberté.

Mais supposons qu'il plaise à ceux dont c'est le métier d'appliquer les résultats de la science pure aux fins économiques, de le faire non pas au profit des grosses affaires, des grandes villes et du vaste gouvernement, mais dans le dessein conscient de fournir aux individus les moyens d'effectuer un travail profitable et présentant une importance intrinsèque, d'aider les femmes et les hommes à parvenir à l'indépendance à l'égard des patrons, de sorte qu'ils puissent devenir leurs propres employeurs, ou membres de groupes coopératifs se gouvernant eux-mêmes, et travaillant pour sa subsistance et pour un marché local.....

La leçon la plus importante de l'Histoire, c'est que nul n'apprend jamais les leçons de l'Histoire. Les catastrophes énormes des années récentes ont laissé les survivants sensiblement dans le même

MEMOIRES DU FUTUR

suite

état qu'auparavant en ce qui concerne la pensée. Nous revenons à ce que nous appelons la paix, n'ayant rien appris et rien oublié, - rien oublié, sauf, bien entendu, les causes de la guerre, que, quels que soient nos intentions et nos idéaux enrobés de belles paroles, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour la perpétuer.

Sur un autre plan, AH estime que la nationalité ne vise ni à la liberté ni à la prospérité, qu'elle sacrifie l'une à l'autre à la nécessité impérieuse de faire de la nation le moule et la mesure de l'Etat. La voie sera marquée par la ruine matérielle aussi bien que morale ; ainsi des ravages de la science appliquée au service des nationalismes.....

Sur l'énergie maîtrisée à partir de l'atome, l'auteur, sans doute fort marqué par les cas connus de son vivant au Japon, était très circonspect voire franchement opposé à son utilisation, arguant que cette arme serait forcément utilisée à nouveau. Il se trompait. Dans l'Histoire humaine, la bombe atomique est le seul cas connu d'arme qui n'est plus jamais été utilisée... en tout cas jusqu'en 2013 où sont écrites ces lignes.

Sur la guerre elle-même qui a ravagé le continent européen à plusieurs reprises, l'auteur a fait aussi preuve d'un pessimisme excessif. Il n'a pas anticipé la fondation de la Communauté Européenne devenue Union Européenne en Novembre 1993 et qui a permis d'instaurer un espace de paix depuis bientôt soixante-dix ans, espace pacifiée qui sert de modèle dans bien des endroits conflictuels de la Planète.

Sur la science – au sens exact du terme (*découverte*) – AH reconnaît que l'emploi qui est fait ultérieurement des résultats de la science désintéressée est une chose que le chercheur (*le découvreur*) ne peut prévoir et dont il n'est, évidemment, pas responsable, quelles que soient les applications développées par tel ou tel groupe humain.

Sur les rivalités économiques en revanche, saluons sa clairvoyance lorsqu'il s'interroge « *Qu'arrivera-t-il quand l'Inde et la Chine seront aussi hautement industrialisées que le Japon d'avant-guerre, et chercheront à échanger leurs objets manufacturés à bas prix contre des vivres, en concurrence avec les puissances occidentales, dont le niveau de vie est considérablement supérieur au leur ?* »

Sur la géopolitique, il ne manque pas de pertinence lorsqu'il affirme que l'une des causes qui ont contribué aux guerres récentes a été la concurrence internationale touchant les ressources mondiales, strictement localisées, en pétrole, et la course actuelle aux prises de possessions dans le Moyen-Orient... ne présageant rien de bon pour l'avenir.

Renvois (notre époque) :

- Immanuel WALLERSTEIN, *Comprendre les systèmes-mondes* – **FuturWest n°22**
- Christine AMORY, *La science au service du développement* – **FuturWest n°44**
- Jean-Baptiste FRESSOZ, *L'apocalypse joyeuse* – **FuturWest n°45**
- Jean-Marc ROYER, *La science, creuset de l'inhumanité* – **FuturWest n°45**

PhS

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Pourquoi les mythes du complot envahissent-ils l'esprit de nos contemporains ? Pourquoi le traitement de la politique tend-il à se « peopoliser » ? Pourquoi se méfie-t-on toujours des hommes de sciences ? Comment un jeune homme prétendant être le fils de Mickael Jackson et avoir été violé par Nicolas Sarkozy a-t-il pu être interviewé à un grand journal de télévision ? Comment, d'une façon générale, des faits imaginaires ou inventés, voire franchement mensongers, arrivent-ils à se diffuser, à emporter l'adhésion des publics, à infléchir les décisions des politiques, en bref, à façonner une partie du monde dans lequel nous vivons ? N'était-il pourtant pas raisonnable d'espérer qu'avec la libre circulation de l'information et l'augmentation du niveau d'étude, les sociétés démocratiques tendraient vers une forme de sagesse collective ?

Gérald BRONNER
La démocratie des crédules
 PUF – 2013 – 345 pages

Quel livre exceptionnel !

Des analyses fouillées, des documentations factuelles d'excellente qualité, le tout accompagné d'une écriture sans jargon inutile et plaisante à lire.

Vérifier les informations reçues n'est pas à la portée du premier venu, certes, mais ne pas les vérifier venant des informateurs professionnels est pour le moins curieux et le plus souvent dommageable. Sur ce point, les explorations de GB sont plurielles tout au long de son livre, même s'il fait preuve de tolérance envers la gens journalistique qui serait soumise à des diktats extérieurs. Voir !

Il est difficile de rendre compte d'un phénomène aussi massif que celui invoquant la bêtise ou la malhonnêteté, comme souvent lorsqu'on est confronté à des croyances déconcertantes. On peut néanmoins faire le pari inverse et partir de l'hypothèse que c'est au contraire parce que les gens ont des raisons de croire ce qu'ils croient et parce que ce doute contemporain développe des argumentations en apparences particulièrement performantes, qu'il gagne du terrain. Avoir des raisons de croire ne signifie pas que l'on a raison de croire, mais ce qui nous pousse à consentir, c'est la cohérence, la puissance argumentative et la coïncidence avec ce que l'on veut nous faire tenir pour des faits, des propositions trompeuses qui prétendent éclairer le Monde. Ce que révèlent ces propositions trompeuses, c'est la face obscure de notre rationalité.

Sur la profusion des informations – ou plutôt des messages de toute nature -, il a déjà été dit que c'était une bonne chose, que c'était un mieux pour la démocratie, etc. D'après l'auteur, c'est un optimisme très exagéré. La profusion suppose que dans cette concurrence ouverte entre les croyances et les connaissances méthodiques (*le step by step lent des sciences*), les secondes l'emporteront nécessairement. Or, face à cette offre pléthorique du marché, l'individu peut être facilement tenté de composer une représentation du Monde commode mentalement plutôt que vraie. La pluralité des propositions qui lui sont faites lui permet d'éviter à moindre frais l'inconfort mental que constituent souvent les produits de la connaissance. Ceux-ci peuvent aisément expliquer une forme de désenchantement parce qu'ils offrent des modèles de compréhension du Monde fondés sur des mécanismes vérifiés (*voire revérifiés*), plutôt que sur des artifices magiques ou des volontés transcendantes.

L'auteur développe plusieurs explications issues des découvertes en science sociales, entre autre le « *Théorème de la crédulité informationnelle* », qui se décline ainsi « *Plus le nombre d'informations non sélectionnées sera important dans un espace social, plus la crédulité se propagera.* »

Comment opposer la raison et des données factuelles face à un croyant ? Les hommes de science en général n'ont pas beaucoup d'intérêt, académique pas plus que personnel, ni de temps, à consacrer à cette concurrence. La conséquence de cette situation, c'est que les croyants réussissent à instaurer un oligopole cognitif sur L'Internet, mais aussi dans les médias officiels, devenus très sensibles sur certains thèmes aux sources d'informations hétérodoxes.

Face aux fantasmagories de tous genres, le premier sentiment qui saisit l'esprit ordinaire est la stupéfaction ou l'hilarité. Cependant, des histoires de ce type se trouvent pas milliers sur le Net ; et il faut bien en conclure qu'elles mettent en relief les nouvelles conditions de la constitution des croyances. Elles illustrent la façon dont l'accélération de la diffusion de l'information – ou supposée telle – permet de donner une pérennité à des fables qui auraient pu ne jamais apparaître sur le marché cognitif, ou auraient été éphémères. Ensuite, elles montrent que l'éventail des objets qui peuvent susciter croyances, rumeurs et théories du complot, est plus large, et qu'il en résulte mécaniquement une augmentation du taux de croyances qui traversent l'espace social. Elles augmentent aussi les caractéristiques arborescentes d'un mythe du complot qui se nourrit de tout et tend à se décliner sur le marché cognitif contemporain en autant de produits fallacieux.

La diminution du temps d'incubation nécessaire à l'apparition des récits légendaires en tout genre grâce à la technologie télématique exerce une pression concurrentielle à laquelle les médias orthodoxes ne peuvent pas toujours résister. Cette situation est l'un des rouages qui favorisent l'avènement de la démocratie des crédules et souligne le fait que la concurrence informationnelle ne favorise pas toujours l'expression de la vérité.

Dans le Chapitre-3 de son livre « *La concurrence sert le vrai, trop de concurrence le dessert* », GB fournit plusieurs exemples d'informations ayant fait l'objet d'un tintamarre médiatique alors que les données factuelles étaient... fausses ou non-scientifiques, selon les cas ! On trouvera ainsi fort documentés les OGM (*et la supercherie de Seralini*), les « *vagues* » de suicides à France-Télécom, la relation BIOLAY-BRUNI, le fils (*caché évidemment*) de Mickael JACKSON violé par Nicolas SARKOZY, les plages radioactives de Camargue, les leucémies des enfants à proximité des centrales nucléaires.....

Un exemple particulier : les agissements du pasteur Terry JONES – qui pouvait compter sur, au mieux, une trentaine de fidèles, qui voulait brûler publiquement des exemplaires du Coran. In fine, ce qu'illustre cette affaire c'est la prime sur laquelle peuvent compter à présent tous les provocateurs, et l'on peut craindre la surenchère : quel tweet pourrais-je bien écrire pour espérer qu'il se diffuse ? Quelle idée puis-je défendre sur mon blog pour en assurer la promotion ? Quel statut sur mon compte Facebook pour m'aider à faire parler de moi ? La concurrence effrénée qui organise le marché cognitif contemporain n'est pas souvent favorable à la tempérance.

L'injonction « *démocratique* » de transparence autorise la mise à jour de corruptions réelles et de scandales financiers qui méritent d'être dénoncés, certes, mais elle permet aussi l'exhibition de liens dépourvus de sens objectif et qui vont pourtant tisser la trame d'un récit paranoïde. Or, pour un scandale révélé, combien d'histoires sans signification se répandent comme un poison dans l'espace public ? La méfiance systématique vis-à-vis du politique est une vieille lune de l'espace démocratique, mais lorsqu'il est permis à ces thèmes épars de se constituer en récit cohérent, la charge populiste qui peut en résulter mérite examen et critique.

Ainsi donc, tapi dans l'ombre de l'Histoire, le mal en puissance contenu dans la démocratie, s'exprime en acte dans l'espace cognitif contemporain : j'ai le droit de savoir, j'ai le droit de dire, j'ai le droit de décider ; ces dispositions ont paru incantatoires jusqu'à ce que nos prothèses technologiques leur donnent corps et fassent advenir la démocratie des crédules.

Evidemment, Cassandre n'a pas toujours tort. De même, les prophètes de malheur, de même que les astrologues, ne sauraient avoir toujours tort ; cependant ils créent beaucoup de torts lorsque leurs alertes détournent les fonds publics des réels enjeux sanitaires. Combien sont-elles exactement, les victimes de ces vertueux « *inquiéteurs* », tous les individus dont la vie aurait pu être sauvée si les

coûts impliqués par la chasse aux risques illusoire ont été convertis en politique de prévention et/ou de recherche ? Car pour vertueuses que soient ses intentions, la démocratie délibérative, lorsqu'elle prétend s'exercer sur certains sujets, prend le risque de se muer en démagogie cognitive, voire en populisme.

GB cite le psychiatre Patrice HUERRE « *Face à chaque grand problème qui se pose à nous, qu'il s'agisse du dérèglement climatique, de la menace d'une nouvelle forme de grippe ou du suicide de salariés, tout se passe comme s'il importait avant tout d'en identifier une cause, simple et unique, afin de mettre au plus tôt un remède censé tout régler.* »

Lucide mais pas pessimiste foncier est l'auteur. Le Chapitre-5 s'intitule ainsi « *Que faire ? De la démocratie des crédules à celle de la connaissance.* »

Il commence par souligner que tous les efforts d'éducation que les sociétés démocratiques – mais sont-elles les seules ? – ont consentis paraissent avoir oublié un enjeu essentiel de la connaissance : l'esprit critique, s'il s'exerce sans méthode conduit facilement à la crédulité. Le doute a des vertus heuristiques, c'est vrai, mais il peut aussi conduire, plutôt qu'à l'autonomie mentale, au nihilisme cognitif.

GB appelle donc de ses vœux et de ses espoirs l'accomplissement de la démocratie de la connaissance. Il constate que les dérives fallacieuses actuelles n'existaient pas antérieurement, système médiatique ou pas. Dans la mesure où l'expertise éclairait la décision politique (*et non l'inverse*) en quelque sorte à l'abri de la logique ordinaire, l'inconfort de la situation était acceptable. Par le double processus de la révolution sur le marché cognitif et des exigences du triumvirat démocratique, cette logique ordinaire est venue s'inviter à la table des discussions. Pour l'auteur, la situation nouvelle ainsi formulée lui semble à la fois un moment important dans l'Histoire de nos démocraties ET constituer une étape irréversible. Or, nos systèmes éducatifs et une idéologie relativiste nous ont mieux préparé à défaire la connaissance plutôt qu'à la reconstruire, et la participation de tous aux débats pourrait amplifier les phénomènes de mutualisation de l'erreur très fréquemment observés, malheureusement ex-post du fait de l'incapacité des relais d'information à prendre un temps, long si nécessaire, à vérifier ce qu'ils prétendent porter à connaissance au nom de la liberté.

Nota. P.192, nous apprenons que la démarche « *Open data* » - qui évidemment ne s'appelait pas ainsi à l'époque – fut initiée dès 1766 (!) en Suède grâce à Anders CHYDENIUS.

Renvois :

- Pascal PICQ, *Lucy et l'obscurantisme* – **FuturWest n°25**
- Jean-Paul MALRIEU, *La science gouvernée* – **FuturWest n°41**
- Bertrand LEMARTINEL, *Et l'Homme créa la Terre* - **FuturWest n°47**
- Et la conférence de Michel CLAESSENS « *Science et communication : le couple infernal* », disponible sur www.futuroouest.com

LF

MEMOIRES DU FUTUR

suite

La crise environnementale nous touche de plein fouet. La prise de conscience est violente. Il devient urgent d'apporter aux problèmes de raréfaction des ressources fossiles et du réchauffement climatique des réponses économiques et sociales pertinentes. Face à cette menace, les énergies renouvelables, en particulier l'éolien, nous sont présentés comme la solution miracle.

La réalité est tout autre. Abordée de manière isolée, purement mécanique et seulement écologique, l'éolien a, il est vrai, de réelles vertus. Mais dès que l'on prend en compte d'autres facteurs, il chute de son piédestal. Dégradation des paysages, effets délétères sur les territoires ruraux, gouffre économique, lacunes de la production, etc... les dégâts sont multiples. Autant de vérités méconnues qu'il convient de rétablir pour que nos besoins fondamentaux en énergie cessent d'être rabaissés au rang de simples produits marketing.

Karine GRIJOL

La faiblesse du vent

François Bourin Editeur – 2012 – 270 pages

Compte-tenu de certaines limites techniques (*caractère discontinu du vent*) et d'une capacité de production globalement faible, on peut légitimement se poser la question de l'efficacité réelle des aérogénérateurs. On peut aussi s'interroger sur le bien-fondé des subventions octroyées à la filière. Enfin, les lieux de production s'éloignent des centres de consommation : certains espaces ruraux sont exploités pour leur « *gisement éolien* », ce qui ne va pas sans modifications profondes du sens des lieux et de la physionomie des paysages. C'est une des raisons de la montée des oppositions locales. Le désormais « *penser global, agir local* » peut, dans le cas des aérogénérateurs, avoir des répercussions négatives. Et si « *la maison brûle* », il serait regrettable de se tromper sur les moyens « *d'éteindre l'incendie* », portés par un marketing industriel habile.

Quelque soit la ressource énergétique utilisée, son exploitation marque les territoires et n'est pas sans incidence sur l'environnement. L'éolien n'échappe pas à cette règle : faiblesse du facteur de charge, coût très important pour la collectivité et le consommateur, densification du réseau de lignes à haute tension, forte prédation de l'espace, dégradation du cadre de vie, tension au sein des communautés rurales,... sont autant d'externalités négatives. Remettre au goût du jour, le « *En France, on n'a pas de pétrole mais on a des idées* ». Ne freinons pas la créativité et l'inventivité, car à l'horizon 2050, de nouvelles technologies sont envisageables.

Donnons d'abord acte à Karine GRIJOL, de quelques vérités (*pas si « cachées » que cela au grand public*). L'éolien (*et les énergies renouvelables globalement*) ne peuvent être LA solution unique à la consommation énergétique d'un pays développé comme la France. Le potentiel et la surface du pays n'y suffirait pas. La priorité devrait être la maîtrise des consommations par les économies d'énergie – la sobriété énergétique -, avant de chercher à produire davantage. C'est une œuvre de longue haleine, du fait des investissements privés de rénovation du parc bâti national et de la poursuite de la croissance des déplacements de personnes et de marchandises (*poste ayant le plus augmenté, alors que les rejets de gaz à effet de serre dont 80% sont liés à l'énergie sont globalement stabilisés depuis 20 ans*). Il faut de l'énergie « *à un prix compétitif* » pour le développement et la part de l'électricité devrait croître fortement si le véhicule électrique devait se substituer significativement au thermique (*au moins en usage urbain ou périurbain*).

La question serait donc : « avec quelle source d'électricité renouvelable ? », si l'on part d'un autre principe que la part du nucléaire français étant déjà le plus élevé du monde, il serait judicieux de diversifier les sources dans les décennies à venir.

Beaucoup de discours de principe (*voire de généralités très étayées mais pas nouvelles*) sur le développement durable et les politiques publiques. Mais au final un ouvrage dont l'argumentation « anti-éolien » est quasiment univoque. Une sorte de variante du syndrome « NIMBY » qui dirait : « Les énergies renouvelables, oui. Sauf l'éolien ! Ni ici, ni ailleurs ». C'est-à-dire sans la technologie qui – dans l'état actuel - présente le ratio « investissement/électricité produite » le plus élevé (*en amélioration constante*), après le nucléaire. Le photovoltaïque venant loin derrière, malgré les dispositifs à concentration. Que reste-t-il alors comme énergie renouvelable mobilisable ? Le solaire thermique pour l'eau chaude sanitaire et photovoltaïque dont le potentiel et la rentabilité de production ne sont pas exempt d'inconvénients (*les centrales solaires au sol ont un impact important sur le paysage et, si l'on prenait garde, sur les terres agricoles*) ? Un discours qui renvoie en conclusion au futur (2050) et aux technologies à venir (*lesquelles ?*), le soin de sortir de la « crise environnementale qui nous touche de plein fouet ».

L'origine catalane (*française*) de l'auteure explique peut-être ce parti pris, du fait des nombreux parcs et projets existants, dont certains sont bien visibles lorsque l'on parcourt la Montagne Noire, les Corbières ou l'arrière-pays perpignanais... Parfois même (*mais rarement*) avec un parc « préhistorique » en friche industrielle, non démantelée par faillite de l'opérateur dans les années 80. Mais c'était avant. Avant que l'implantation d'un parc ne s'accompagne d'une étude d'impact paysagère et environnementale, de présentations/débats avec les élus et populations locales, que les opérateurs soient tenus de provisionner pour le démantèlement des machines, que la puissance individuelle des aérogénérateurs permettent de profiter du potentiel en limitant le nombre de machines... Aucun parc français ne monopolise non plus une ligne de crête de plusieurs kilomètres (*comme en Espagne, par exemple*). Par ailleurs, la nature « conquérante » des aérogénérateurs, qui « prive le lieu de vie » est assez inexplicable : hormis les fondations en béton, les espaces agricoles sous les éoliennes restent exploitables, y compris par des animaux. Et si la multiplication des parcs de petites dimensions risquent en effet de miter le territoire et ses paysages ruraux, la solution n'est-elle pas de rechercher des compromis locaux (*avec des secteurs d'exclusion pour les paysages emblématiques*), plutôt que refuser la technologie éolienne en bloc.

« La menace d'une dégradation pèse de plus en plus lourd sur les paysages du quotidien ». Avis entièrement partagé. A quand un livre sur « l'impact paysager et le bouleversement du sens des lieux » des zones d'activités et commerciales et des dispositifs publicitaires illégaux le long des routes et les entrées de villes, notamment du midi de la France ?

Renvois :

- Stephen BOUCHER, *La révolution hydrogène* – **FuturWest n°21**
- Pierre ODRU, *Le stockage de l'énergie* – **FuturWest n°37**
- Samuele FURFARI, *101 questions sur l'énergie* – **FuturWest n°39**

La France ne se sent pas bien. Pour comprendre son mal, les auteurs l'ont passée au scanner de la cartographie la plus moderne. Cent vingt cartes permettent d'observer, renaissant sans cesse, la diversité des mœurs françaises.

Entre 1980 et 2010, une mémoire des lieux a bizarrement guidé, dans l'hexagone, une transformation sociale accélérée. Ascension éducative, émancipation des femmes, bouleversement du mariage, fécondité, crise industrielle, immigration, mutation des classes sociales, inégalités, chômage, problèmes scolaires, métamorphoses politiques : tous les changements respectent, retrouvent ou revivifient des espaces anthropologiques et religieux anciens. Leur examen permet un diagnostic : notre pays souffre d'un déséquilibre nouveau entre les espaces anthropologiques et religieux qui le constituent. Son cœur libéral et égalitaire, qui fit la Révolution française, est affaibli. Sa périphérie, autrefois fidèle à l'idéal de hiérarchie, et souvent de tradition catholique, est désormais dominante. Nos dirigeants, parce qu'ils ignorent tout du mode de fonctionnement profond de leur propre Pays, aggravent sa condition par des politiques inadaptées.

Hervé LE BRAS & Emmanuel TODD
Le mystère français
Seuil – 2013 – 330 pages

Lorsqu'on referme le livre de HLB&ET, on est tenté de murmurer, comme dans un célèbre sketch de Raymond DEVOS « *Et alors ?* ». Il y a bien une accumulation de cartes, mais les analyses paraissent trop marquées d'un tropisme unique qui permettrait d'expliquer tout. Disons, pour faire court, que l'on reste dubitatif. Voyons quelques points.

Les sans-diplômes sont relativement rares dans les villes, banlieues et campagnes bretonnes, mais nombreux dans les villes, banlieues et campagnes du Bassin Parisien. Les couches (*classes ?*) en difficulté éducatives se déploient dans chaque région de manière homogène en bas de la structure sociale, horizontalement surplombées par des couches (*classes ?*) d'éduqués moyens ou supérieurs dont les proportions relatives peuvent varier selon que le milieu urbain est universitaire ou non.

Les auteurs subordonnent l'économie à l'éducation (*enseignement*), ce qui est l'une des surprises majeures du livre. Pour eux, la formation des jeunes définit la société du futur, la distribution des niveaux éducatifs des 25-39 ans en 2008 donne une image de la France, non seulement pour aujourd'hui, mais, encore mieux, pour 2030. L'économie doit s'adapter à une structure éducative faiblement élastique parce qu'elle évolue au rythme des générations. Si l'économie ne suit pas le mouvement de l'éducation, le niveau de vie baisse et la société entre en crise. Nous sommes au début d'un tel processus de désadaptation économique.

[Étrange = L'Histoire du 19e siècle nous a appris que les systèmes d'enseignement primaire de masse furent instaurés pour répondre aux besoins des industries lourdes (sidérurgie, métallurgie, chimie, pharmacie, chemin de fer...) qui ne pouvaient pas se développer en employant des analphabètes. NDL.]

Concernant mariage – procréation, HLB&ET indiquent que la vague des naissances hors mariage fut portée par des femmes ayant eu une éducation supérieure, puis le comportement nouveau (*enfin, très répandu chez les Celtes*) se diffuse dans la société, le mariage classique cessant alors d'être statistiquement majoritaire. L'Union Libre, souvent régularisée après un ou deux enfants par un mariage, devient la norme pour la majorité de la population. Néanmoins, nous serions peut-être dans un troisième temps : dans un contexte d'insécurité économique et de début d'appauvrissement, le mariage peut être à nouveau perçu comme une protection plutôt que comme une prison (*sic*). L'Union Libre et

les naissances hors mariage peuvent retrouver une partie de leur relation ancienne avec l'instabilité sociale et le chômage.

Plus loin, les auteurs reprennent leur affirmation. L'éducation d'une génération née durant l'année X est réalisée entre les années X et X+25 ; elle définit l'efficacité économique potentielle de cette génération entre les années X+25 et X+65. Le développement concret de la société place clairement la hausse du niveau éducatif avant le changement économique. A tout moment, la vie économique doit s'adapter aux possibilités intellectuelles et techniques de la population.

Leur vision de l'économie est très conservatrice ; c'est ainsi qu'ils utilisent les découpages obsolètes depuis trente ans que sont les secteurs primaire / secondaire / tertiaire, sans prendre en considération les mutations transversales qui se sont produites et parfaitement identifiées par Daniel COHEN (*De la fin du travail au travail sans fin (Nos temps modernes) – Flammarion*).

Sur les diversités des Régions françaises, toujours vues selon le prisme unilatéral choisi par les auteurs, nous apprenons que Régions révolutionnaires et catholiques vivent des histoires décalées dans le temps. Les provinces périphériques, qui viennent d'échapper à la discipline de l'Eglise, bénéficient aujourd'hui de l'enthousiasme résultant de leur récente ouverture au monde terrestre. Viendra le temps où le bonheur de la liberté retrouvée ne pourra plus remplacer l'absence de Dieu (*sic*).

Quelques cartes des comportements politiques sont présentées et commentées, toujours avec le même prisme de vision, sans que l'on parvienne toujours à faire la part des analyses de chercheurs et les choix idéologiques. Ainsi, p.246, nous présente-t-on le référendum français de 2005 comme concernant la « Constitution » européenne, alors qu'il est connu très précisément qu'il s'agissait juridiquement d'un Traité et non d'une Constitution. Mais, peut-être les auteurs ont-ils voté « non » ?

Par ailleurs, HLB&ET nous annonce – à l'instar du Parti Communiste Français -, le déclin inéluctable du Front National.

Partout dans le Monde, les démographes s'interrogent sur la pertinence des modèles de convergence des économistes, convergence qu'ils ne sentent nullement dans les indicateurs de fécondité des sociétés avancées. Une telle conclusion ne pose pas de problème théorique ou pratique aux dirigeants d'entités nationales autonomes, aux USA ou au Japon, par exemple. Elle place en revanche les dirigeants français et européens devant une difficulté redoutable. Les premiers devront maintenir l'unité du Pays en s'appuyant sur sa diversité territoriale, les seconds, engagés dans un projet d'unification, doivent aussi faire face aux tendances historiques profondes de société qui ont cessé de converger.

In fine, quel peut bien être « *le mystère français* » ? Mystère...

Renvois :

- Hervé LE BRAS, *Les 4 mystères de la population française* – **FuturWest n°25**
- Olivier GALLAND, *Valeurs et cultures en Europe* – **FuturWest n°28**
- Denis CLERC, *La paupérisation des Français* – **FuturWest n°36**
- Eric DUPIN, *La fatigue de la modernité (Voyage en France)* – **FuturWest n°40**
- Mark LEONARD, *Pourquoi l'Europe dominera le 21^e siècle* – **FuturWest n°41**

LF

Le débat sur l'origine des changements climatiques est loin d'être clos.

Ces dernières années, les faits sont venus contredire les théories de l'IPCC (Giec). Pourquoi les températures n'ont-elles plus augmenté à la surface du Globe depuis 1998, tandis que les émissions de CO2 ne cessaient de croître ? Pourquoi le volume des glaces de l'Antarctique ne diminue-t-il pas ? Pourquoi les scientifiques impliqués dans le « Climategate » refusent-ils de fournir les données sur lesquelles se basent leurs prévisions ? Et surtout, pourquoi les prévisions alarmistes proférées par ces scientifiques ne se sont-elles pas réalisées ?

Pour la première fois, des professionnels issus de différentes disciplines unissent leurs forces pour montrer que le débat sur le climat doit être ouvert. En dépit des pressions professionnelles qu'ils subissent, et du tsunami médiatique d'hostilité qu'ils rencontrent à chacune de leurs initiatives, les auteurs du présent ouvrage chimistes, géologues, ingénieurs, journalistes, épistémologues... estiment qu'il n'est plus possible de se taire.

Cet ouvrage, véritable bible « climato-critique » fait la synthèse des arguments qui réfutent les thèses dominantes dans le domaine climatique. Il est montré comment, depuis quinze ans, la réalité dément les projections de l'IPCC et de ses innombrables relais politiques et médiatiques

Istvan E. MARKO (Dir.)

Climat : quinze vérités qui dérangent

Texquis - 2013 – 270 pages

Les lecteurs assidus de la revue **FuturWest** ne s'étonneront pas de trouver ici la recension du livre présenté dans l'encadré ci-dessus. Nous nous sommes fait souvent l'écho, à juste titre par respect pour les fondamentaux de La Démarche Prospective des dangers que recèle la thèse univoque de l'IPCC et qui nous entraîne collectivement dans une impasse. Cet organisme politique – et non pas scientifique comme le rappelle le collectif des auteurs des 15 vérités qui dérangent – s'es fourvoyé dans un mantra qui fait effectivement le bonheur des médias incultes dont la nourriture quotidienne consiste à peindre en noir le moindre évènement.

Heureusement, temps à autre, des femmes et des hommes s'insurgent comme la bienpensance moutonnaire.

La préface de Carlo RIPA DI MEANA est déjà un aperçu de ce qui va suivre. Ancien commissaire européen à l'environnement et ancien Ministre italien de l'environnement, il est bien placé pour expliquer pourquoi après avoir été enfumé par les théories extravagantes de l'IPCC il en est venu, objectivement et rationnellement, à les combattre.

Le livre collectif fort documenté se donne comme objectif premier de démontrer la nature politique de l'IPCC et des ses manières de procéder pour asséner sa thèse plutôt que de proposer des thèses alternatives. Le second objectif porte sur le caractère prétendument scientifique de l'IPCC, sur les thèses constituant le cœur du dernier rapport de l'IPCC, sur la réception politique, médiatique et économique de ces rapports. Comme d'autres auteurs l'ont déjà fait remarquer ou démontrer précédemment, les rapports « scientifiques » ne peuvent abuser que ceux qui ignorent la rigueur de la démarche des chercheurs, principalement relative et respectueuse des principes de Popper.

P.47 on trouvera vingt raisons fallacieuses avancées par les partisans de l'IPCC pour refuser de débattre avec les climato-critiques, ce qui déjà, en soi, est un aveu de peur de voir la thèse univoque taillée en pièces. Quant au Prix Nobel reçu par l'IPCC, rappelons qu'il s'agit de celui de la Paix, prix politique qui a déjà souffert de nombreuses imperfections à la différence des « vrais » Prix Nobel scientifiques [Chimie, Physique, Physiologie et Médecine].

« Les 15 vérités qui dérangent » sont en fait quinze réponses apportées factuellement à des questions précises que tout un chacun peut se poser quant aux évolutions climatiques constatées. Rien que les cartes de la P.87 sont édifiantes quand on constate la disparition de moult stations de mesures météorologiques entre 1985 et 2005 sur l'ensemble de la Planète. Comment observer correctement les changements locaux quand les instruments de mesure font défaut ?

Faut-il rappeler que vers le milieu des années 1970, des médias – sur quelles bases scientifiques ? – envoyaient des messages catastrophistes à leurs lecteurs en annonçant... un refroidissement global !

Nous trouverons ainsi, entre autres, un article de Newsweek du 28 Avril 1975, et un article de The Argus de Melbourne du 31 Mai 1947 indiquant que l'Arctique commence à fondre.....

Les médias actuels ne font pas mieux. Le point de vue climato-critique n'est pratiquement jamais relayé par la presse européenne et, quand c'est le cas, cette présentation s'accompagne – quasi systématiquement – de mises en garde faites au lecteur contre le caractère douteux, intéressé ou malhonnête des scientifiques défendant des points de vue différents de ceux de l'IPCC. En revanche, les mêmes médias ne signalent jamais les contre-vérités propagées par des personnes comme Jean-Pascal van Yserpele, très lié à Greenpeace, ou encore les mensonges contenus dans le film de Al Gore (qui a par ailleurs reçu des subsides substantiels pour ses agissements sur le marché des émissions de carbone), ou encore des conflits d'intérêts qui concerne le Président de l'IPCC lui-même, Rajendra Pachauri.

Enfin les auteurs se sont faits sans doute plaisir en montrant qu'au sein des rapporteurs de l'IPCC le consensus est loin d'être de mise. Ils rapportent ainsi la colère du Professeur Richard Tol qui le 26 Novembre 2012 qualifia les journalistes de l'Irish Examiner « d'ignorants » parce qu'ils avaient établi un lien de cause à effet entre le réchauffement climatique soutenu par l'IPCC et les ravages de l'ouragan Sandy aux USA.

In fine, après la lecture des « 15 vérités qui dérangent », il reste une interrogation de fond. Comment, alors que le réchauffement climatique univoque n'est pas démontré, des politiques nombreux – pas tous heureusement – se sont aventurés dans cette impasse en laissant croire qu'économiquement la lutte contre ce changement allait permettre de rétablir l'équité de développement entre le Nord et le Sud au seul critère de la religion des émissions de gaz carbonique ?

Peut-être Naomi Klein avait-elle eu, au moins en grande partie, la réponse dans son livre « *La stratégie du choc (capitalisme du désastre)* » – 2008 – **FuturWest n°28**.

Renvois :

- Jacques MERLE, *Océan et climat* – **FuturWest n°26**
- Amy D. DALMEDICO Amy (Dir.), *Les modèles du futur (Economie)* – **FuturWest n°26**
- Frédéric DENHEZ, *Une brève histoire du climat* – **FuturWest n°28**
- Vincent COURTILOT, *Nouveau voyage au centre de la Terre* – **FuturWest n°35**
- Claude ALLEGRE, *L'imposture climatique* – **FuturWest n°36**
- Emmanuel GARNIER, *Les dérangements du temps depuis 1500* – **FuturWest n°37**
- Benoît RITTAUD, *Le mythe climatique* – **FuturWest n°37**
- Etienne DUBUIS *Etienne*, *Sale temps pour le GIEC* – **FuturWest n°39**
- Laurence TUBIANA (et all), *Anticiper pour s'adapter (Climat)* – **FuturWest n°39**

Les liens qui relient les nations à l'Union européenne sont d'ordres politique, économique, juridique, culturel et philosophique. Les politiques ne peuvent plus gouverner sans une coordination avec leurs voisins et leurs domaines de compétence sont limités en raison du contexte d'interdépendance économique et d'évolution environnementale.

Si l'Union européenne exerce une force d'attraction, elle exerce dans le même temps une force de répulsion. Certaines formes de mécontentement populaire mettent en question l'unité de la construction européenne, notamment en période de crise.

Se pose ainsi la question de la cohabitation entre les 27 Etats membres de l'UE et l'UE elle-même. Cette question se pose sur le plan spatial (jusqu'où l'UE s'étendra ? ou finira-t-elle par se réduire ?), temporel (sera-t-elle durable ?), politique (qu'advieront les souverainetés nationales ?) et social (les populations sont-elles prêtes à adopter une nouvelle « nationalité » européenne ?). Ce ne sont pas tant les réponses à ces questions qui priment mais le simple fait de se demander où en est le projet européen sous cet angle d'analyse ?

Jeanne RIVA

La difficile cohabitation Etats-nations / Europe L'Harmattan – 2013 – 196 pages

Depuis son origine le projet européen a été envisagé sous une forme fédérale ou supranationale. Malgré de nombreux appels et propositions au fil des siècles, de SULLY à Victor HUGO, en passant par les visées de Paix perpétuelle de Leibniz ou de Kant, c'est le modèle de l'Etat nation qui a fini par s'imposer à la faveur des processus de démocratisation qui travaillèrent l'Europe du XIXème siècle.

Sous la pression d'un mouvement de type fédéraliste, une première institution européenne finira par se concrétiser à l'issue du second conflit mondial. La création, en 1949, du Conseil de l'Europe, sera toutefois le résultat d'un compromis entre les partisans d'une « *fédération européenne* » et ceux d'une coopération interétatique. C'est précisément le cadre trop interétatique de cette première réalisation (elle est fondée sur un droit conventionnel qui permet aux Etats une adhésion « à la carte » aux conventions communes) qui amena les responsables politiques de l'époque à penser une autre forme de construction européenne, plus « *supranationale* ». La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, puis plus tard la CEE, viseront ainsi à générer une « *solidarité de fait* » par des collaborations poussées entre les Etats membres sur certains domaines de compétences partagés.

Les évolutions successives de ces premières institutions européennes attestent, depuis lors, d'une efficacité réelle à assurer la paix sur le continent. Elles ont également abouti à un certain niveau d'intégration entre les Etats membres. Cette construction se trouve cependant en proie à des tensions croissantes. Un certain nombre d'évolutions en cours viennent en effet bousculer le principe de « *territorialité* » qui reste au fondement même de nos systèmes politiques ordonnés autour de l'Etat-nation. Ce dépassement du cadre territorial « *national* » en droit permettrait pourtant de régler certains problèmes juridiques de plus en plus criants. Il est au cœur des réflexions sur les scénarios d'une possible Europe fédérale. Cinq constats relatifs aux problèmes soulevés par la limitation des libertés attachées au marché unique –ou à leur usage détourné – viennent aujourd'hui remettre en cause le principe de territorialité.

Le premier constat montre que les frontières étatiques sont modulables et qu'elles ont largement bougé depuis la création des premières institutions européennes –tout comme elles l'ont fait au cours des siècles précédents. Les grandes proximités d'intérêt (économiques, géographiques, culturels) entre de nombreuses régions limitrophes de 2 Etats distincts relativisent également la pertinence de ce principe de territorialité. Ce dernier constitue cependant une entrave à la libre coopération des collectivités locales, contraintes de rester dans une logique nationale.

En deuxième lieu, le phénomène de mondialisation entraîne une très forte cohabitation de personnes d'origines très variées dans tous les pays membres de l'Union. Ce principe de territorialité, restreint souvent les droits des personnes, par exemple, à ne pas bénéficier d'une double nationalité. Avec la croissance de la mixité des familles, une absence d'harmonisation au niveau du droit matrimonial est un obstacle à la réalisation du marché unique. D'autres difficultés liées à l'absence d'harmonisation en matière de droit du travail, de droit social ou de droit civique (*non possibilité de participer aux élections nationales pour un étranger*) viennent entraver la liberté de circulation et de séjour.

La concurrence fiscale, sociale et juridique favorise, en troisième lieu, les comportements opportunistes, comme peuvent en témoigner de nombreux exemples de délocalisations d'entreprises pour des raisons fiscales, sociales ou salariales... au sein même de l'Union européenne.

De plus, les marchés financiers ne répondent plus à aucune gouvernance étatique. A l'inverse, ce sont eux qui forcent les Etats à agir, comme on le voit dans l'ensemble des crises financières. En dernier lieu, le cadre de la mondialisation et des nouvelles technologies de l'information et de la communication ont favorisé la multiplication des flux d'échanges qui bousculent les frontières nationales. Les modes traditionnels de sécurité, par exemple en matière de terrorisme se trouvent remis en question. Une partie des conflits ne s'exercent plus entre nations mais au sein même de celles-ci et parfois selon des logiques transnationales.

L'avènement de l'Union européenne, en particulier le fonctionnement du marché unique, a contribué à un relatif effacement des frontières nationales et à l'affaiblissement de la souveraineté des Etats. Il en résulte souvent, à l'échelle de l'Europe, l'émergence d'une double ou d'une triple identité (*régionale, nationale, européenne*) qui ouvre de nouvelles perspectives culturelles et pose, dans le même temps, de nouveaux problèmes au niveau des droits et devoirs des citoyens. Dans de nombreux domaines, le principe territorial et la gestion des espaces publics ne cadrent plus avec les limites nationales. Aussi les cas de litiges en droit civil et en droit pénal peuvent être liés à des problèmes transnationaux sans qu'un processus d'harmonisation juridique ne soit vraiment mis en place.

Par ailleurs l'existence d'une Communauté européenne à vocation essentiellement économique vient renforcer la crise en cours de l'Etat-providence, ou de la démocratie sociale. Selon Michel ALBERT, nous sommes entrés dans un nouvel âge du capitalisme: le capitalisme à la place de l'Etat, marqué par un retrait des Etats-nations au profit d'une régulation par le marché et par une dissolution croissante de la protection sociale et du service public. C'est dans ce contexte global que se pose le problème juridique de partage des compétences entre l'Union européenne et les Etats-nations.

Le contenu de l'ouvrage se présente comme un état des lieux minutieux et exhaustif des forces de convergence et des forces de résistance capables de nourrir ou, au contraire, de s'opposer au scénario d'une Europe fédérale. Sont ainsi passées en revue les traditions des Etats européens en matière d'identité, de nationalité et de culture, les systèmes institutionnels ainsi que leurs pratiques politiques, la définition et la répartition des pouvoirs à différentes échelles territoriales et en enfin les mouvements des opinions publiques en faveur ou en défaveur d'une Europe plus intégrée.

Le tableau qui en ressort est forcément nuancé. Selon les domaines examinés, les forces de convergence et de divergence ne dessinent pas les mêmes catégories de regroupement, ni les mêmes logiques d'alliances potentielles entre les Etats. L'influence de la construction européenne a cependant déjà fait évoluer les rapports internes à chaque Etat membre, entre l'exécutif et le législatif. Elle se traduit notamment par un accroissement de l'activité des parlements nationaux dans le contrôle des politiques européennes de leurs exécutifs respectifs et, plus globalement, par une certaine « *européanisation des politiques nationales* ».

L'enjeu central d'une plus grande intégration ne résiderait pas tant dans l'hostilité répétée des opinions publiques que dans l'insuffisante volonté politique des Etats et des partis. L'opposition des opinions publiques, ponctuées par des taux de participation sans cesse décroissants aux élections européennes et par des rejets... croissants... des traités européens (*Référendums relatifs au projet de constitution européennes de 2005 et au Traité de Lisbonne, 2008*), renvoie surtout à la faiblesse du projet politique européen. Cette dernière ne permet pas aux citoyens de percevoir des enjeux clairs et

mobilisateurs en termes d'amélioration de leur niveau de vie ou de leurs libertés. A l'inverse, la volonté politique, lorsqu'elle existe, vient buter sur les cultures et les conceptions politiques des Etats membres. Dans ce jeu très complexe, la spécificité française au plan de l'identité nationale, de la conception de l'Etat et de la répartition des pouvoirs apparaît comme un obstacle à une intégration de type fédéral – dont sont culturellement beaucoup plus proches les Etats voisins.

Au-delà de ces blocages conceptuels, les évolutions à l'œuvre progressent cependant vers une intégration différenciée à plusieurs échelles : délocalisation des pouvoirs, recomposition des centres économiques et regroupements transfrontaliers, convergences des pratiques politiques et coopérations juridiques entre les Etats membres, et... Pour avancer davantage dans cette voie, il conviendrait sans doute de reconsidérer le principe même de territorialité. Celui-ci doit s'envisager non comme une frontière rigide, qu'elle soit nationale ou européenne, mais comme un cadre souple facilitant la gestion des intérêts communs. Cela impliquerait dès lors de s'attacher à une vision de l'Europe conçue à la fois comme un espace et comme un projet.

En tenant compte des intérêts différenciés de chaque pays membre de l'Union européenne, il conviendrait d'identifier les domaines qui seraient le mieux appréhendés à l'échelle européenne plutôt qu'à l'échelle nationale, sur des critères de non rivalité et de non exclusivité. Au regard de ces critères, les objectifs de paix, de prospérité économique, de stabilité financière, d'environnement durable et de sécurité énergétique pourraient ainsi justifier une défense commune, un budget fédéral, des règles juridiques, fiscales, bancaires et financières communes, une même politique énergétique et environnementale. Ce n'est pourtant pas le cas aujourd'hui et l'on peut ainsi se demander ce qui est le plus efficient. Laisser le marché privé et les Etats-nations gérer ces biens publics comme dans la situation actuelle ou, au contraire, confier à l'échelon européen ces biens publics comme dans un système fédéral ?

Si l'on part du principe que les phénomènes de mondialisation et de tertiarisation de l'économie jouent un rôle de même ampleur que le phénomène d'industrialisation dans nos sociétés, il faut s'attendre à une nécessaire évolution politique capable de répondre aux transformations sociales et économiques tout en essayant de conjurer les risques de fragilisation qu'une telle transition fait courir aux régimes démocratiques. C'est tout le défi posé au devenir de l'Union européenne et de ses citoyens.

CD-V

Vu d'aujourd'hui, l'histoire du féminisme américain depuis les années 1960 apparaît comme un drame en trois actes. Dans un premier temps, le mouvement de libération des femmes naît comme une force insurrectionnelle visant à faire voler en éclats une politique technicisée et un imaginaire social-démocrate qui avaient occulté l'injustice de genre. Ensuite, alors que les énergies utopiques commencent à s'épuiser, le féminisme est aspiré par la politique de l'identité. Ses élans transformateurs sont canalisés vers un nouvel imaginaire politique qui place la « différence » au premier plan. Passant de la redistribution à la reconnaissance, le mouvement déplace son attention vers la politique culturelle au moment où un néolibéralisme naissant déclare la guerre à l'égalité sociale.

Enfin, depuis que le néolibéralisme est entré en crise, les conditions semblent réunies pour voir un féminisme revigoré rejoindre d'autres forces d'émancipation cherchant à assujettir des marchés déchaînés à un contrôle démocratique. Ainsi, le mouvement pourrait récupérer son esprit insurrectionnel tout en approfondissant les idées qui le caractérisent : sa critique structurelle de l'androcentrisme inhérent au capitalisme, son analyse systémique de la domination masculine et ses propositions d'amendements, informées par le genre, de la démocratie et de la justice.

Nancy FRASER

Le féminisme en mouvement. Des années 1960 à l'ère néolibérale La Découverte – 2012 – 330 pages

Nancy FRASER est une philosophe féministe socialiste américaine. Son ouvrage est composé de différents articles écrits entre 1984 et 2010. Au fil des chapitres, elle passe en revue ce qu'elle nomme la deuxième vague du féminisme et retrace les différentes théories du féminisme qui se sont succédées, des années 1960 à l'époque néolibérale actuelle.

Nancy FRASER distingue trois moments dans l'histoire de la deuxième vague du féminisme. Une première phase se déroule durant les années 1960-1970. Les théories féministes sont sous l'influence des écrits marxistes, et situent les réflexions et les théorisations sur le terrain de l'économie politique, incluant les questions de travail domestique, de sexualité et de reproduction. Les féministes de cette génération avaient comme objectifs de restructurer l'économie politique de façon à abolir la division sexuelle du travail. Cette phase a été suivie d'un tournant culturel, où la problématique de la reconnaissance liée à la question des identités et des statuts a pris le pas sur la théorie de la redistribution. Lors de cette période, les féministes se donnèrent d'autres objectifs, moins matériels, et portant sur la demande de reconnaissance sociale, d'identité et de différence. Elle identifie une troisième phase, encore à construire selon elle, pour laquelle elle prône une prise en compte conjointe des dimensions économiques et identitaires, seule approche à même de diminuer la subordination des femmes selon elle.

Sa réflexion est organisée autour du concept de l'Etat-providence, qui a joué un rôle important dans l'histoire du capitalisme américain, dont elle démontre le caractère androcentrique, et à partir duquel elle fait la critique de la société capitaliste androcentrique. Son analyse s'inspire du « *modèle à quatre figures* » de HABERMAS, élaboré à partir des catégories analytiques suivantes : l'Etat, l'espace public, l'économie officielle, la sphère privée. Elle se distingue de son analyse, dont elle mène la critique, en prenant en compte le fait que ces institutions sont reliées entre elles par des rôles genrés. Elle questionne ce que la domination des femmes doit à l'organisation capitaliste de la société.

Elle montre que la conception de l'Etat providence et de la famille nucléaire élaborent une distinction entre ce qui relève du travail rémunéré (*le travail salarié hors de la sphère domestique*) et ce qui relève du travail au sein du foyer. Cela entérine une conception inégalitaire et asymétrique des différents types de tâches assignés aux hommes et aux femmes. Ce modèle détourne selon elle l'attention de la similarité qu'il y a entre le travail extérieur rémunéré et le travail au sein du foyer, gratuit, « *le care* », et le fait que les deux participent à la reproduction sociale, matérielle et symbolique

de la société. Ce modèle a perduré sous la forme du modèle du « *salaire familial* », celui-ci étant rapporté au foyer par l'homme, chargé d'assurer l'entretien de la famille. Ce modèle est selon Nancy FRASER un des fondements de la domination des femmes dans le « *capitalisme tardif* ».

Elle questionne le rôle qu'une institution comme l'Etat providence a joué dans la pérennisation de la subordination des femmes. Elle en fait une analyse au niveau de la redistribution (*la manière dont les différentes tâches genrées structurent le système économique et le système de prestations sociales*), de la reconnaissance (*les identités associées aux hommes et aux femmes, et le statut reconnu à chaque type d'activité, en général dévalorisant pour les femmes*), et de la représentation (*la participation à la dimension politique du fonctionnement social, les femmes n'en ayant qu'un accès limité*). Elle en tire la conclusion que la subordination des femmes est un problème systémique, ancré en profondeur dans les structures de la société, organisée par l'Etat et structurée en fonction de trois ordres de subordination interdépendants : la distribution (*l'économie*), la reconnaissance (*l'enjeu culturel, identitaire*), la (non) – représentation (*la dimension politique*), dont elle met en exergue, à travers quelques cas, les relations d'interdépendance.

Elle s'interroge sur l'importance d'une notion comme le besoin dans l'Etat providence et le capitalisme tardif. Elle part de l'idée que les prestations sociales sont censées répondre à des besoins. Qui définit les besoins des individus, et notamment des femmes, selon quels critères ? Qui procède à l'interprétation des besoins ? Cette question est éminemment politique (*dans le sens où elle est disputée dans une pluralité d'arènes discursives et au sein de différents publics*). Les besoins sont politisés lorsque par exemple, des groupes comme les femmes, les travailleurs, les noirs contestent les identités et les rôles subalternes (*ce qui a trait à la reconnaissance*), la manière dont les besoins sont interprétés, réifiés et désavantageuses pour eux. La reconnaissance des besoins associés à la violence conjugale ne s'est pas opérée tant que cette question de « *battre sa femme* » était cantonnée à la sphère domestique, et ne faisait pas l'objet d'une prise en compte politique. En modifiant les frontières discursives entre politique, économique, identité, les féministes ont réussi à la fin des années 1970 à politiser un phénomène qui jusque là ne l'était pas. Cette question renvoie aussi à la sphère de l'économie, sortir les femmes victimes de violences de la dépendance impliquant pour elles de pouvoir accéder à un revenu familial, à un système de garderie etc. Elle dénonce cependant un prix à payer pour cette évolution, le développement corollaire de formes administratives de prise en charge par des prestations, de plus en plus orientées vers une approche psychologisante, laissant de côté la question sociale et économique de l'indépendance pour les femmes victimes de violences, et mettant en place certaines formes de dépendance à l'administration, dont elle développe quelques exemples.

La subordination des femmes aux hommes, ou bien à l'Etat providence par le biais de prestations sociales, pour se procurer un revenu est ensuite interrogée à partir d'une réflexion sur la notion de dépendance, qu'elle présente comme un concept clé de l'Etat-providence. Elle explique que la dépendance relevait auparavant d'une approche sociale, collective, concernant l'organisation relationnelle de la société : le serf dépendait du maître tout autant que le maître dépendait du serf. Etre dépendant signifiait gagner sa vie en travaillant pour quelqu'un d'autre. Dans la société capitaliste, cela signifie dépendre de la bienséance ou de l'aide sociale. Elle montre, notamment à partir de l'exemple des Etats-Unis, l'image la plus souvent péjorative de la dépendance (*l'image de la jeune fille noire célibataire qui ne sait pas se prendre en charge en étant l'un des archétypes*), et ne favorisant pas une valorisation de l'image de la femme en charge d'enfants. Dans la société capitaliste, la dépendance notamment des femmes, renvoie à l'indépendance du travailleur salarié. Qui sont les dépendants de la société capitaliste ? Les femmes au foyer, les indigènes, les esclaves, les mères noires adolescentes, célibataires et pauvres. Cette dépendance vis-à-vis de l'état, qui relève de l'aide sociale est devenue un statut anormal stigmatisé, caractérisant des individus déviants et incapables. Surtout, elle met en lumière le fait que l'opposition entre personnalité indépendante et personnalité dépendante se superpose à toute une série d'oppositions hiérarchiques et de dichotomies qui sont essentielles à la culture capitaliste moderne : masculin / féminin ; public / privé ; travail / care ; succès / amour ; individu / communauté ; économique / famille ; compétition / sacrifice de soi. Selon elle, résoudre la pauvreté sera possible quand le travail de « *care* » sera estimé et rémunéré et la dépendance non plus stigmatisée.

Il reste à réfléchir sur la protection sociale la plus appropriée qui ne défavorise aucune catégorie de population.

Il est nécessaire selon Nancy FRASER de revoir le modèle de l'Etat-providence, ne jugeant plus tenable le modèle du revenu familial, modèle qui a été inscrit dans la structure de la plupart des Etats-providences de l'ère industrielle. Elle constate que, de toutes façons, ce modèle, basé sur le vieil ordre du genre est en train de s'effriter. Ces réflexions l'amènent à se questionner sur les conditions de l'équité entre les hommes et les femmes. Elles vont selon elle bien au-delà de la valeur ou des normes, mais il s'agit d'une notion complexe qui comprend une pluralité de principes normatifs, associés à des arguments égalitaristes, des concepts faisant droit à la différence etc. Toutes ces normes distinctes doivent être respectées en même temps pour que l'équité soit réalisée. Elle passe en revue ces différents principes : le principe de lutte contre la pauvreté, le principe de lutte contre l'exploitation, les principes de l'égalité (*des revenus, du temps libre, du respect*), le principe de lutte contre la marginalisation, le principe de lutte contre l'androcentrisme.

Elle analyse de manière théorique, à l'aune de ces principes, deux modèles alternatifs à celui du salaire familial, le modèle de soutien de famille universel (*promouvoir le travail de femmes*), le modèle de la parité du pourvoyeur du care (*financement du travail de care*). Aucun de ces deux modèles n'est entièrement satisfaisant en matière d'équité homme-femme. Elle propose donc un modèle alternatif, de « *pourvoyeur universel du care* », qui démantèle la division sexuelle du travail telle qu'elle existe. Chacun, indépendamment de son sexe, peut être soutien de famille ou pourvoyeur de « *care* ». Elle précise que cette proposition, très théorique, est très éloignée de la situation américaine existante. Elle en arrive à la conclusion que réaliser l'équité entre les hommes et les femmes dans un Etat-providence postindustriel exige de déconstruire le genre.

Ces questionnements débouchent dans une seconde partie sur une réflexion sur la justice de genre et les conditions qu'elles doivent remplir. Elle opère un retour sur les deux moments historiques du féminisme. Elle regrette la partialité des approches, centrées soit sur le principe de distribution (*économique*), soit sur le principe de reconnaissance (*renvoyant à la culture*). Chacun séparément est selon elle incapable de résoudre la question du féminisme, la solution provenant d'une approche bidimensionnelle. La question de l'égalité des hommes et des femmes relève autant du domaine économique que du domaine culturel de la définition des statuts, de la reconnaissance des identités. Seule l'association d'une politique de redistribution à une politique de reconnaissance est pertinente pour elle.

Elle utilise ce modèle théorique dans son approche de la justice, qui pour être opérationnelle doit être bidimensionnelle, tenir compte de la dimension économique et culturelle (*appelant la reconnaissance de l'égalité des statuts entre les individus*) à la fois. Elle considère que faire porter la revendication de reconnaissance sur le terrain de la valorisation de la féminité n'est pas pertinent. Comment en effet définir la féminité ? Une seule exigence s'impose : mettre fin à la subordination, économique identitaire, politique.

Ces réflexions s'inscrivent dans le cadre plus général de réflexions sur la justice dans un monde globalisé. La question de la subordination des femmes est similaire sur de nombreux points à d'autres cas de subordination, par distinction de « *race* », de classe etc. Pour elle, la justice « *en son sens le plus large signifie parité de participation* ». Vaincre l'injustice revient donc à abattre les obstacles institutionnalisés qui empêchent certaines personnes de participer sur un pied d'égalité avec les autres, comme partenaires à part entière à l'interaction sociale (*par exemple en affirmant que la politique n'est pas la place des femmes du fait de leur condition inférieure*), et ce dans les trois ordres de subordination (*économique, culturel, politique*)

Dans un chapitre postérieur, elle interroge la question du cadrage à partir lequel nous pensons la justice. Dans un monde globalisé, il paraît nécessaire de dépasser le cadre territorial étatique (*Westphalien*) pour adopter un cadre supra étatique, postwestphalien, au risque d'un « *mal-cadrage* »

(Comme l'existence d'individus qui n'ont pas de statut au sein d'un espace étatique (cf. les « Sans papiers »)).

L'avant dernier chapitre est consacré à l'analyse des relations, qui peuvent être diaboliques de son point de vue entre l'évolution du féminisme et le développement du capitalisme néolibéral. L'apparition de la deuxième vague féministe a coïncidé avec un changement historique de la nature du capitalisme. Leur prospérité simultanée est-elle une coïncidence ? Une convergence peut être observée entre la critique féministe et la critique néolibérale de l'autorité traditionnelle.

Le dernier chapitre est consacré à une lecture de la thèse de Polanyi sur la grande transformation à l'aune des théories féministes. L'opposition entre l'émancipation (*revendiquée par les féministes = s'émanciper des protections hiérarchiques*) et la protection (*revendiquée également par les féministes*) constitue le pivot de son analyse. Pour revendiquer l'émancipation, dans l'objectif de dépasser la domination, les féministes ont été amenées à prendre pour cible autant les structures sociales traditionnelles qui encastraient les marchés que visé certaines forces qui désencastraient les marchés ainsi que celles qui réencastraient les marchés (*l'Etat providence, patriarcat public*). Pour Nancy FRASER, le conflit entre marchandisation et protection sociale est nécessairement médié par l'émancipation.

La critique par les féministes de l'Etat-providence producteur de normes androcentriques, et de la mise en place d'un système de protection androcentrique, peut amener vers une solution, où est promue le travail salarié féminin, et le remplacement de l'idéal du salaire familial, masculin par celui du foyer aux deux revenus. Cette critique du salaire familial devient compatible avec la marchandisation. Il faut selon Nancy Fraser trouver une nouvelle alliance entre protection sociale et émancipation en lien avec la question du désencastrement et de la dérégulation des marchés.

MJM

Voilà trente ans que l'on nous fait la promesse d'une société où l'on ne travaillerait plus. Une société ludique, des loisirs sans fin, des subventions faciles, de l'oisiveté aristocratique, une société dont la devise serait « du pain et des jeux ». L'esprit de rente est l'opium du peuple. Un puissant narcotique pour gouverner une société indolente où des magiciens divertissent les travailleurs et les font disparaître. Pendant ce temps, les nouveaux capitaines du monde ont imposé leurs cartes, leurs mesures et leurs desseins grâce à un savoir mystérieux et terriblement efficace, « la finance ». Ils nous ont fait croire qu'on pouvait créer de la valeur à partir de rien. Et le piège spéculatif s'est refermé sur nous. Mais la solution se profile déjà. La crise montre que les travailleurs aspirent à être reconnus comme des sujets et non de simples opérateurs. Dans la vraie vie, le travail peut être pénible et fatigant, mais il est aussi stimulant et enrichissant. Dans la vraie vie, le travail est vivant. Véritable thriller économique, cet essai déroule la logique fascinante qui nous a conduits à cette situation absurde. Il plaide pour une économie du travail vivant, seul vrai projet politique sur lequel repose notre avenir. Un livre indispensable pour comprendre ce qui ronge nos sociétés mais aussi ce qui, déjà, les renouvelle.

Pierre-Yves GOMEZ

Le travail invisible

François Bourin Editeur - 2013 - 265 pages

Un itinéraire des sources de la modernité, sans le dire, à la crise actuelle, avec au centre notre rapport au travail. Une énigme dont nous sommes les acteurs involontaires parce qu'inconscients.

A l'origine ce désir partagé par la plupart d'entre nous de disposer de temps pour faire librement ce que nous souhaitons, et, pour avoir ce temps bénéficier d'un revenu permettant de vivre décemment. Avoir une rente ! Qu'elle soit nommée retraite, chômage ou revenu d'un capital, ou autre, elle est le fruit d'une activité économique, directe ou indirecte antérieure. Désir partagé, effet multiplicateur du mimétisme, nous voici avec une demande de rente de masse qui nécessite un financement ad hoc, une économie de rente de masse qu'il faut sécuriser pour que les demandeurs ne soient pas dépossédés. Comme souvent la nouveauté vient des Etats-Unis, après la faillite du constructeur automobile Studebaker en 1963, faillite le rendant incapable d'honorer ses engagements de retraite dus à ses employés, le président – intérimaire – Gérald FORD en 1974 (!) fit voter l'Employee Retirement Income Security Act qui impose aux gestionnaires de fonds de pension une séparation nette entre l'entreprise et son fonds de pension destiné à payer les retraites de ses employés et ex-employés. Ne pas mettre « tous les œufs dans le même panier » !

Une seconde loi facilita l'orientation des milliards sortant des entreprises vers un intermédiaire, le marché financier, tout en facilitant l'épargne populaire et son investissement boursier. Un autre texte en 1975 libéralisa les commissions versées aux intermédiaires ce qui déclencha une course éperdue à la rentabilité des placements et le développement des fonds de placement. Etre le meilleur pour drainer le plus de fonds et garantir le meilleur rapport, pour cela être informé au mieux sur la rentabilité future de l'entreprise, sur ses projets et leur fiabilité. Ainsi apparaît l'industrie financière : des candidats à la rente d'un côté de l'autre des entreprises ayant des besoins de financement pour se développer, et la possibilité de ne pas avoir à rembourser les sommes prêtées, entre les deux des agents de la finance...

La Question pour les responsables d'entreprise devient rapidement comment convaincre les gestionnaires de fonds ? Comment témoigner de la pertinence d'investir dans leur entreprise ? Déjà parler la même langue, les directeurs financiers et les gestionnaires de fonds se retrouveront dans les mêmes écoles, même formatage des esprits. Le développement de l'entreprise sera un bon signe, par croissance du chiffre ou par acquisition. Enfin la capacité d'innover, être engagé dans un secteur vécu comme porteur, même si aucun résultat tangible n'existe pour le moment, montrer que le candidat

à la rente piaffe d'impatience dans l'attente de cette nouveauté, et par là même, bouclant la boucle, lui donner le désir de choisir le fonds qui accompagnera cette innovation. Mais pour tous les acteurs du processus existe une nécessité : sécuriser le processus. Pour l'investisseur s'assurer un revenu de rente et surtout ne pas perdre son investissement ; pour le gestionnaire de fonds satisfaire, rassurer et développer sa clientèle de petits et gros porteurs ; pour l'entreprise obtenir des fonds et limiter leur volatilité. Tout ceci nécessite des outils pour analyser la situation, l'anticiper, la rendre transparente, lisible pour les différents partenaires. D'où la mise en place d'outils de gestion de plus en plus sophistiqués, abstraits et de Systèmes d'Information multipliant le recueil, plus ou moins automatique, de données de plus en plus nombreuses, et les analysant, les condensant en critères de plus en plus abstraits, qui deviennent les porteurs des objectifs de l'entreprise et progressivement, inéluctablement masquent sa réalité humaine.

On passe alors de la finance à la financiarisation. *« Il y a financiarisation lorsque la finance n'est plus une ressource pour réaliser les objectifs économiques mais devient l'objectif lui-même. »* *« Il en a résulté une transformation du sens du travail pour le repérer selon des données universelles, objectivables et comptables... Agrégées, mixées, comparées ces données fabriquent une économie chiffrable du profit au service de la rente. »* Tout ceci nécessite une bureaucratie et des moyens informatiques de plus en plus importants. *« C'est ainsi qu'une bureaucratie de verre a rendu le travail invisible. »*

Pour assurer la rente de masse il faut donc investir plus pour produire plus, innover plus pour se différencier et qu'à l'autre bout on consomme plus de produits peu durables ou vite démodés ce qui entraîne de nouvelles productions et innovations...Il faut aussi pour consommer plus, plus de temps de loisir, moins de temps de travail, il faut donc augmenter la productivité de chacun.

Qui bénéficie de ce processus, bien sûr l'oligarchie financière, mais pas seulement elle, elle travaille au profit de *« millions d'actionnaires (qui) sont les millions de travailleurs épargnants qui espèrent des rentes du capital ou d'anciens travailleurs retraités qui en vivent »*. Magnifique auto-exploitation du prolétariat, de tous par tous, le cauchemar de MARX !

La dette devient nécessaire pour soutenir l'hyperconsommation, dette des entreprises, dette des clients qui vivent à crédit. La crise naît du fait que l'économie de la rente tourne trop vite pour être absorbée par les revenus des actifs. La chasse au profit, la guerre aux coûts, les plans sociaux... l'inquiétude monte, la confiance disparaît... Quid du futur ? Quid du progrès ? La machine se grippe ! Se développe autour de ce travail sans sens un dolorisme permanent qui rend la société dépressive.

La financiarisation de l'économie conduit à l'oubli de deux des trois dimensions du travail humain. Seule sa dimension objective – il produit quelque chose – a été valorisée. La dimension subjective – il contribue à construire la personne – a été éliminée comme porteuse de troubles liés aux émotions et aux changements non voulus par l'entreprise, idem pour la dimension collective – porteuse du lien social – et ce bien que tout travail soit toujours un résultat collectif. La sortie de crise pour Pierre-Yves GOMEZ, découle de ce constat, il faut donc revaloriser le travail dans son entièreté. Redonner de la gratuité dans le travail objectif, du sens dans le travail subjectif et de la fierté dans le travail collectif. Du boulot en vue pour les managers ! Donner du temps pour les relations interpersonnelles, donner du sens et être réellement fier de ses collaborateurs pour qu'eux même soient fiers de leur travail et aient de nouveau le désir de le rendre visible, de montrer leur identité de travailleur, d'être reconnu comme tel.

Une mission urgente : définanciariser l'entreprise. Pour les managers quitter leur ordinateur, aller sur le terrain, au contact des vrais travailleurs, des vraies situations, du vrai travail. Pour l'entreprise appliquer le principe de subsidiarité, se recentrer sur les vrais travailleurs, leur faire confiance, leur donner de l'autonomie. Pour la direction, intégrer au conseil d'administration des employés qui permettront de sortir du seul discours financier et qui rappelleront que *« le travail humain est au*

principe de l'économie ».

Pierre-Yves GOMEZ en conclusion nous rappelle que la façon d'organiser le travail organise la société toute entière, que le travailleur prime sur le rentier et qu'un vrai travail est un travail utile aux autres, ce qui donne envie au travailleur de se rendre visible parce qu'il se sait utile.

Un texte passionnant comme un thriller, riche d'informations et de réflexions, et ce qui ne gâche rien roboratif, même si les « *solutions* » semblent naïves et concerner assez peu les PME.

Renvois :

- Jacques ATTALI, *L'avenir du travail* – **FuturWest n°25**
- Pierre DARDOT (et all), *Sauver Marx ? Empire, multitude, travail immatériel* – **FuturWest n°25**
- Julien DAMON, *Questions sociales : analyses anglo-saxonnes* – **FuturWest n°35**
- Thierry JANSSEN, *Le travail d'une vie* – **FuturWest n°41**
- Nicolas BALTAZAR, *La place des salariés dans l'entreprise de demain* – **FuturWest n°47**

JP

L'idéologie dominante présuppose que la lutte pour la vie est le moteur de l'évolution. Or, ce présupposé est faux : depuis l'origine des êtres vivants, l'histoire montre au contraire un cheminement vers la coopération. Le système actuel s'étant disqualifié, d'autres formes d'organisation sont à construire, plus proches de la logique du vivant avec ses trois fonctions : la préservation, la destruction créatrice et la conceptualisation.

Si « l'impératif industriel était autrefois celui de la rationalité productrice sans limite, de la consommation et de la puissance, l'impératif du vivant est désormais celui de l'accompagnement de la vie sous toutes ses formes et de l'élévation de conscience. Partant de la reconnaissance élémentaire, celle du nouveau-né qui construit sa perception du monde environnant, jusqu'aux organisations politiques et sociales, l'auteur arrive à des suggestions logiques et précises pour une gestion durable de la planète.

Thierry GAUDIN
L'impératif du vivant
L'Archipel – 2013 – 320 pages

L'auteur s'interroge sur les relations entre les êtres vivants et sur la vie, à partir de réflexions éthologiques, constatant la similitude de comportements aux 4 coins de la planète. Pour lui, face à la fulgurante progression technologique, le futur ne peut s'envisager qu'avec une construction de conscience, sans quoi le monde se met en péril. Pour illustrer ses propos, il s'appuie sur trois entrées : biologique, historique et philosophique, toutes étayées de nombreuses références scientifiques et philosophiques.

Pour la première, il reprend d'explication de la vie à partir de l'ADN et du fonctionnement du cerveau. Des détours par la science et les probabilités l'amènent à plusieurs conclusions. L'économie est un cas pathologique, car elle confond la conceptualisation scientifique (*conçue dans des systèmes parfaits*) et le réel ; tout système qui élimine le hasard, de même que tout système qui ne laisse faire que le hasard, ne sont pas des systèmes vivants. Il pressent qu'une évolution des paradigmes scientifiques, sociétaux et religieux tend vers l'élargissement de conscience nécessaire pour un retour aux processus vivants. L'histoire de la vie montre que la coopération est plus courante que le conflit (*les bactéries se sont d'abord associées pour former des organismes pluricellulaires ...*). Il fait remarquer que le fait important pour la vie n'est pas la matière (*qui se transforme et se renouvelle*), mais l'information, qui implique une forme d'écriture. Il illustre combien l'individuation (*la formation d'individus*) se modifie avec les formes d'écritures au travers de l'histoire, et que sa forme actuelle, l'internet, qui permet à l'information de circuler à la vitesse de la lumière, est déjà en train de nous transformer en nous conduisant à voir le monde autrement.

Il analyse ensuite les grands conflits humains sur la planète et les rapports entre classes et les rapports économiques, à l'aide de l'éthologie (*prédateur- proie, systèmes de régulations, etc.*), pour en dénoncer les impasses.

Enfin, un raisonnement philosophique l'amène à constater qu'alors que le matérialisme s'appuyait sur l'axe matière-énergie, la nouvelle civilisation dite cognitive se construit avec un microprocesseur qui se confronte au déséquilibre de l'espèce humaine et de la nature. Or, le microprocesseur traite des informations cent millions de fois plus vite que nos neurones, d'où la désorientation. Dès lors, la société fonctionne par persuasion. Pour l'auteur, nous nous retrouvons dans un système sociétal analogue au Vie siècle avant JC, où de l'abus de confiance des marchands avait entraîné « un grand doute », et la naissance à la fois du taoïsme, du bouddhisme, du confucianisme et de la philosophie, mère de la raison.

D'où la crise, mise en lumière par la prise de conscience de 6 pièges qu'il décortique : le piège de RICARDO et la spécialisation des sociétés : elles ont perdu leur savoir-faire ; le piège de PARETO, qui a

entraîné la mise en position des banques et assurances comme les véritables décideurs, etc.

GAUDIN conclut sur le fait que le schéma cognitif cartésien sujet-objet ayant assimilé la vie à ce qu'elle n'est pas - un phénomène physico-chimique matériel manipulable sans restriction - pour revenir au vivant, la fin du matérialisme s'impose, ainsi qu'un retour à la connaissance de l'homme et son lien avec la nature.

La dernière partie du livre est donc une suite de propositions pour revenir au vivant.

La reconnaissance humaine fonctionnant selon trois moments : le concret (*les pratiques*), l'affectif (*les motivations*), le conceptuel (*les croyances*), l'auteur propose une évolution des représentations du monde selon l'analyse de ces trois moments. Pour l'auteur, les scénarios les plus vraisemblables sont difficiles à regarder en face pour une génération habituée au facile. Il dresse alors un état des lieux du réchauffement climatique, de la question de l'eau, des transports aériens, de la géopolitique pour montrer où sont les limites du système actuel. La crise est le moment opportun pour s'appuyer sur de nouveaux fondements, un changement de paradigme entraîne le besoin de nouvelles grilles de lecture, d'où ce sentiment de gêne et de malaise pour ceux qui ne les ont pas encore.

Il opère alors à une analyse des systèmes de pouvoir à une échelle mondiale, pour dénoncer le fait que dans les systèmes occidentaux, les politiciens en sont réduits à flatter les pulsions du public et caresser les intérêts économiques de leurs campagnes. Il propose ainsi un rééquilibrage des pouvoirs, donnant des exemples à propos de la gestion de l'eau, de l'énergie ou de l'internet, basés sur des coopérations. Il développe ensuite l'idée de monnaies dédiées (*à l'éducation, à la santé, à la biodiversité, etc*), utiles à détrôner le côté fétichiste de la monnaie. Il termine par une proposition de « *Déclaration des droits de l'homme et de la nature* ».

Ce livre reprend, complète ou concrétise beaucoup d'écrits qui sortent depuis quelques années, sur la nécessité d'une évolution de société, sous les appellations d'économie humaine, d'économie relationnelle, de réenchancement du monde, de réhumanisation, de prise de conscience de la nécessité de préserver la nature, etc. L'ampleur de la tâche, et le fait tout ceci ne peut visiblement évoluer que par la prise de conscience individuelle et collective, ne rend pas inutile un livre de plus sur la question.

MPF

La science est-elle bien « partagée » ? A quelles conditions peut-elle l'être véritablement ? Comment faire naître et développer, dans le public, le germe d'une culture scientifique capable de substituer au sentiment d'opacité, à l'indifférence, voire à l'inquiétude ou à la suspicion qu'elles suscitent parfois, l'intérêt pour les sciences, ses méthodes et ses résultats, et une authentique prise de conscience des questions scientifiques et de leurs enjeux ?

Cet ouvrage est parti d'un étonnement devant le néologisme Scientific Illiteracy, courant outre-Atlantique : le terme d'illettrisme scientifique le traduit imparfaitement. Ce qui est en question, ce n'est pas seulement l'acquisition scolaire d'un savoir minimum, mais bien d'une capacité globale du public à s'informer sans se perdre dans la pléthore des messages, c'est-à-dire, au sens propre, à se former une conscience et à faire siens les fruits comme les interrogations de la science.

Chercheurs et philosophes interrogent donc la place nouvelle des sciences dans la cité-au sens politique et au sens physique- en partant de la difficulté primordiale : comment traduire en langage clair ce qu'énoncent certaines disciplines en langage si spécialisé et techniciste qu'il est absolument opaque pour le non-spécialiste (c'est le cas notamment mais pas exclusivement, des mathématiques et de la physique). Que peut-on dire d'une science pour ne dire au moins « quelque chose ». Quels défis doit relever l'éducation, à l'école et en dehors d'elle ? Comment d'autres pays, comme les États-Unis, l'Angleterre, la Hollande, et d'autres cultures, à l'exemple de la Corée ou des pays du Maghreb, envisagent-ils la solution du problème crucial mais si complexe du partage des sciences ? Sans dogmatisme, mais en déployant les multiples facettes du sujet, actes et témoins croisent leurs analyses et dégagent des lignes de force dont on doit espérer qu'elles sauvegarderont l'adhésion du public à « l'avenir de la science ».

Partager la science / L'illettrisme scientifique en question
Ouvrage collectif sous la direction de Marie-Françoise Le CHEVALIER-GUYADER
et Jean-Marc DABADIE
Actes Sud/IHES – 2013 – 335 pages

D'emblée, le livre s'enferme un peu dans une question de définition de l'illettrisme, un terme sans doute mal choisi et très connoté négativement, surtout quand on veut parler de « *partage du savoir* » scientifique par les non-scientifiques. On reste apparemment très marqué par les modèles de vulgarisation ou celui dit « *de l'instruction* », entre ceux qui savent, les savants, et ceux qui ne savent pas, les profanes. Une diffusion très descendante (*top down*) et qui supposerait que les scientifiques descendent de leur piédestal ou de leur chaire surplombante. Malgré quelques diversions sémantiques, les auteurs peinent manifestement à admettre qu'il n'est nul besoin d'être sorti de Normale Sup pour comprendre les enjeux, non pas de la science en tant que science, mais de son positionnement sociétal, de son caractère discriminatoire (*place des mathématiques dans les processus de sélection*), de ses thématiques de recherche et plus encore de ses applications. Et là, l'éducation et dans une moindre mesure les médias ou la vulgarisation sont appelés à la rescousse pour traduire les questions scientifiques en questions plus facilement compréhensibles par le commun des mortels.

Certes, on part de loin. Les scientifiques craignent une coupure avec l'opinion ; les filières scientifiques peinent à recruter et la science est facilement décriée, non dans ses fondements (*au sens des sciences dures... « ou pures » ?*), mais dans ses utilisations notamment à travers des expertises ou des commissions diverses pour éclairer les décideurs et l'opinion publique en général. Du coup, on est tenté de reprendre les hypothèses, expériences ou conclusions de l'ouvrage paru dans la même collection sur la place de la science dans le débat public. En résumé, le débat est-il scientifique et/ou politique au sens d'un questionnement commun sur un objet qui nous divise ou nous rassemble ? Par contre, les réflexions sur les questions du langage, des formes de communication (*écrite, orale ou visuelle*), voire de la prise en compte des émotions ou des représentations apportent des éclairages intéressants.

Le physicien Etienne KLEIN, comme d'autres, plaide pour un détachement de la science de son domaine d'expertise et une traduction faisant la place aux « métaphores », aux images, tout en misant sur un minimum de savoir (ou de connaissances) donnant accès à la science et aux enjeux scientifiques. L'apport de Stéphane Foucart, journaliste scientifique du Monde, craint une instrumentalisation du doute, voire une production volontaire (cf *Les marchands de doute. Travaux d'Oreskes et Conway*), notamment sur la base des informations échangées et diffusées sur le Net. Le cas des climato-sceptiques est ainsi pris en exemple, mais il n'est pas le seul ; il vient après ceux de l'amiante, du tabac, deux exemples de controverses désormais devenus des cas d'école dans l'histoire des sciences pour alimenter une nouvelle approche, l'agnostologie (R. Procter), fondée non sur le savoir, mais sur l'ignorance. Celle-ci n'est pas le produit d'un système éducatif défaillant, mais d'une intention délibérée et « savante » d'entretenir la désinformation, en décrédibilisant la science et certains scientifiques !

Le livre passe ensuite en revue l'ensemble des disciplines scientifiques. Etienne KLEIN, en grand vulgarisateur des sciences et notamment de la physique (il a rédigé la préface d'un livre intitulé « *La Physique expliquée à notre futur président* ») se plaint du niveau exigé des éditeurs (pression vers le moins disant), du peu de réactions des journalistes sur les assertions fausses, et enfin le « relativisme paresseux », qui remet en cause les scientifiques, une forme d'antidote à l'arrogance des scientifiques eux-mêmes. Nous ne vivons pas dans une société de la connaissance, mais de l'usage des nouvelles technologies permettant l'accès aux connaissances, via le Net... Du coup, l'inculture scientifique et le manque d'efforts deviennent socialement dangereux, donnent lieu à une immense cacophonie (cf *débats sur les OGM, le nucléaire, les nanotechnologies*), alors que la science devrait faire partie des biens publics à protéger.

Les lois de la physique s'opposent ainsi à l'intuition (ex : *principe d'inertie*) et vont à l'encontre même de l'observation. Les physiciens sont alors questionnés sur le lien entre leurs théories et la réalité d'une part, et le langage ordinaire d'autre part pour traduire la science physique. En mathématique, (*algèbre, géométrie, analyse et probabilités*), l'usage de concepts, d'axiomes ou de théorèmes demande un effort de compréhension mais ne prête guère à discussion... A l'inverse, en biologie, les « concepts » de gènes, de chromosomes, de molécules ou de cellules supposent d'accepter le poids de l'évolution des techniques d'observation et d'analyse (*mais aussi les modèles issus des mathématiques appliquées à la biologie*) pour mieux appréhender la « réalité » biologique à l'échelle du gène (*génomique à haut débit*), de la molécule (*biologie moléculaire*). Et dieu sait que ce domaine que la Science a beaucoup progressé et évolué, incitant à quelques prudenances sur les théories biologiques. De son côté, la chimie présente la particularité d'être à la fois une science (*expérimentale, procédant beaucoup par essais et par erreurs*) et une industrie. La chimie fait de plus en plus appel à la physique (*cristallographie, diffraction, spectrométrie de masse*) pour devenir une science de la matière.

Certaines interventions, comme celle de M. LUSSAULT sur la ville durable semblent en dehors du sujet, au motif que la ville (*pas la campagne !*) se devrait d'être productrice de savoir et de science et le lieu privilégié de production de connaissances.

Alors comment enseigner les sciences dans toute leur diversité ? Aux impératifs de base (*lire, écrire, compter*), il faudrait selon les auteurs rajouter a minima observer (*à moins d'en faire une lecture spécifique*) et plus encore raisonner. Mais l'éducation comme la science sont en constante évolution. La science se complexifie (*et touche même à l'intime*) ; elle est de plus en plus associée à la technologie (*d'où l'appellation « science et technologie », mais aussi les sciences « hybrides » comme les neurosciences, les modèles génomiques, les NBIC...*), au point de poser des questions éthiques et posent des tensions fortes dans tous les pays, certes avec des nuances entre le Nord et le Sud.

On le voit, il serait maladroit de mettre toutes les sciences dans le même sac, d'entretenir la confusion entre les sciences et les technologies, même si les deux se rapprochent dans le temps. Mais pour discuter de nombre de ces enjeux, il appartient aux scientifiques eux-mêmes de ne pas se tromper, ni d'arènes (*les lieux de débat*), ni de débat (*un débat sur la science et ses enjeux n'est pas et*

MEMOIRES DU FUTUR suite

ne doit pas être un colloque scientifique). A chacun de faire un pas pour que la science entre enfin en démocratie, ce que plaident depuis quelque temps les tenants de la démocratie technique.

RM

MEMOIRES DU FUTUR suite

Finalelement la domination absolue de l'Occident, européen puis américain, n'aura duré que deux siècles. Un nouvel ordre du Monde s'élabore sous nos yeux, dont la crise actuelle jointe à l'essor de l'Asie révèle les traits. Mais contrairement à certaines idées reçues, la période que nous traversons n'a pas commencé avec la chute du mur de Berlin et la fin de la Guerre Froide. Elle trouve sa source dix ans plus tôt, en 1979, quand surviennent la révolution khomeyniste, le deuxième choc pétrolier et le grand tournant initié par le dirigeant chinois Deng Xiaoping.

Deux facteurs majeurs expliquent la recomposition géopolitique actuelle : l'évolution de la démographie globale, qui voit l'Occident reculer par rapport au reste de la Planète, et la mondialisation de l'économie qui voit les Pays dits émergents accéder aux premiers rangs. En analysant le parcours et les évolutions des grandes puissances, ce livre propose deux dimensions de lecture du Monde contemporain, l'une dynamique, l'autre analytique. D'une part, un récit des grands évènements qui façonnent notre Globe et détermine son avenir ; d'autre part, une approche synthétique de la nouvelle puissance, la Chine. C'est dans la conjugaison de ces deux axes que se dessinent les contours du Monde de demain.

Gérard CHALLIAND
Vers un nouvel ordre du Monde
Seuil – 2013 – 320 pages

Le lecteur averti des sujets traités pourra sans souci oublier de lire le livre de GC ; en revanche, la personne qui aborde ces questions pour la première fois y trouvera de bonnes descriptions et de bonnes matières à réflexion... prospective.

L'auteur démarre notre voyage avec un retour sur la première mondialisation et ses suites pour se concentrer sur la période récente qu'il fait débiter au grand tournant de l'année 1979 – auquel il est fait référence dans la quatrième de couverture du livre qui est reproduite ci-dessus.

Il présente une Russie en reconstruction expliquant bien les raisons du succès de W. POUTINE comme « dictateur éclairé ».

La crise asiatique des années 1997-98 permet de rebondir vers les Etats émergents (*Brésil, Inde, Chine, Malaisie, Indonésie....*). Quant à l'Europe, GC s'interroge sur son destin, ou bien référence de méthode originale pour bien des régions du Monde, ou bien déclin lent. L'Iran est à l'heure des choix ; le monde arabe reste imprévisible et souvent en décalage avec les exigences de la modernité et encore plus de la postmodernité.

L'auteur consacre un gros tiers de son livre à la Chine en rappelant combien nos prismes d'analyse occidentaux manquent de pertinence pour comprendre cet empire ô combien complexe.

Renvois :

- Immanuel WALLERSTEIN, *Comprendre les systèmes-mondes* – **FuturWest n°22**
- Laure MANDEVILLE, *La reconquête russe* – **FuturWest n°32**
- Pascal BONIFACE, *Comprendre le Monde* – **FuturWest n°36**
- Anne SALMON, *Les nouveaux empires* – **FuturWest n°40**
- Kishore MAHBUBANI, *Le défi asiatique* – **FuturWest n°42**
- François GODEMENT, *Que veut la Chine ?* – **FuturWest n°46**

CALVET Alain	<i>Les confettis de Babel (Diversité linguistique)</i>	OIF
TIFFON Guillaume	<i>La mise au travail des clients</i>	Economica
VENAYRE Sylvain	<i>Les origines de la France</i>	Seuil
NUROCK Vanessa	<i>Rawls, pour une démocratie juste</i>	Michalon
MILL John Stuart	<i>De la liberté</i>	Pocket
BIDET Jacques	<i>L'État-Monde</i>	PUF
FORLIN Olivier	<i>Le Fascisme</i>	Découverte
DUPUIS-DÉRI François	<i>Démocratie (Histoire politique USA et France)</i>	Lux
WEBER Max	<i>Tensions majeures (Économie, érotisme...)</i>	Gallimard
ERTUL Servet	<i>Travail, santé, éducation</i>	L'Harmattan
LEJEUNE Hervé	<i>Un monde sans faim</i>	L'Harmattan
MOULEVRIER Pascale	<i>L'ESS : de l'utopie aux pratiques</i>	La Dispute
BOUKRIS Sauveur	<i>La fabrique de malades</i>	Cherche-Midi
LETURCQ Guillaume	<i>Le Brésil : un labo pour les sciences sociales</i>	L'Harmattan
HIRSCH Jean	<i>Les monothéismes et leur simplicité</i>	L'Harmattan
CHANCEL Claude	<i>Le grand livre de la Chine</i>	Éyrolles
GUBSER Steven	<i>Petite introduction à la théorie des cordes</i>	Dunod
OFFERLE Michel	<i>Les patrons des patrons (Histoire du MEDEF)</i>	O. Jacob
CESPEDES Alain	<i>Fractals (La violence et l'oubli...)</i>	L'Harmattan
VAPAILLE Laurence	<i>Refonder l'impôt sur le revenu</i>	L'Harmattan
LEVY Albert	<i>Ville, urbanisme et santé</i>	Pascal
MIRABEL François	<i>Économie des transports urbains</i>	Découverte
DEVIN Guillaume	<i>Sociologie des relations internationales</i>	Découverte

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>OBADIA Lionel</i>	<i>La marchandisation de Dieu</i>	<i>CNRS</i>
<i>LUSSAULT Michel</i>	<i>L'avènement du Monde (Urbanisation...)</i>	<i>Découverte</i>
<i>PANAFIEU (de) J-B.</i>	<i>Les insectes nourriront-ils la Planète ?</i>	<i>Rouergue</i>
<i>LEFEUVRE Jean-Claude</i>	<i>Les invasions biologiques</i>	<i>Buchet/Ch.</i>
<i>RADJOU Navi</i>	<i>L'innovation JUGAAD</i>	<i>Diateno</i>
<i>Collectif</i>	<i>Les politiques de cohésion sociale</i>	<i>Doc. Fse.</i>
<i>VAKALOULIS Michel</i>	<i>Précarisés, pas démotivés !</i>	<i>L'Atelier</i>
<i>BADIE Bertrand</i>	<i>Quand l'Histoire commence</i>	<i>CNRS</i>
<i>CHALIAND Gérard</i>	<i>Vers un nouvel ordre du Monde</i>	<i>Seuil</i>
<i>CHAMAYOU Grégoire</i>	<i>Théorie du drone</i>	<i>La Fabrique</i>
<i>BEGOUT Bruce</i>	<i>Suburbia (La ville motorisée)</i>	<i>Inculte</i>
<i>SCHALTZ Gottfried</i>	<i>Au-delà des gènes</i>	<i>PPUR</i>
<i>SCHRODINGER Erwin</i>	<i>Qu'est-ce que la vie ?</i>	<i>Seuil</i>
<i>BAZOUCHE Maud</i>	<i>De la commune à l'intercommunalité</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>TOUMI Farid</i>	<i>Les médias font-ils la révolution ?</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>MARIS Bernard</i>	<i>O Marx, pourquoi m'as-tu abandonné ?</i>	<i>Flammarion</i>
<i>MIOSSEC Jean-Marie</i>	<i>Rivages d'Europe (Plaidoyer pour l'Union)</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>POULAIN Jean-Pierre</i>	<i>Sociologie de l'alimentation</i>	<i>PUF</i>
<i>FUMEY Gilles</i>	<i>Géopolitique de l'alimentation</i>	<i>SH</i>
<i>MOREL Thomas</i>	<i>Vive la banqueroute</i>	<i>Fakir</i>
<i>BROHE Arnaud</i>	<i>La comptabilité carbone</i>	<i>Découverte</i>
<i>BOURG Dominique</i>	<i>Du risque à la menace (Penser la catastrophe)</i>	<i>PUF</i>
<i>DIEMER Arnaud</i>	<i>Heurs et malheurs du capitalisme</i>	<i>Oeconomia</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

NOVEL Anne-Sophie	<i>La vie share, mode d'emploi</i>	<i>Manifesto</i>
BAROU Yves	<i>Le modèle social européen</i>	<i>Des Ilots...</i>
GAZANNIGA Michael	<i>Libre arbitre et science du cerveau</i>	<i>O. Jacob</i>
GISIN Nicolas	<i>L'impensable hasard</i>	<i>O. Jacob</i>
LATOIR Bruno	<i>Enquête sur les modes d'existence</i>	<i>Découverte</i>
SCHAER Roland	<i>Répondre du vivant (responsabilité)</i>	<i>Le Pommier</i>
BROSSEAU Olivier	<i>Enquête sur les créationnismes</i>	<i>Belin</i>
DJEBBAR Ahmed	<i>L'âge d'or des sciences arabes</i>	<i>Belin</i>
HEIDMANN Richard	<i>Embarquement pour Mars</i>	<i>A2C</i>
BROMBERGER Christian	<i>Un autre Iran</i>	<i>A. Colin</i>
GINGRAS Yves	<i>Sociologie des sciences</i>	<i>PUF</i>
ZACCAI Edwin	<i>Controverses climatiques, sciences et politique</i>	<i>Sc. Po.</i>
MOREAU René	<i>L'air et l'eau (Alizés, cyclones, tsunamis...)</i>	<i>EDP</i>
BESSARD Olivier	<i>Les mutations de la lecture</i>	<i>PUBx</i>
GERVAIS François	<i>L'innocence du carbone</i>	
	<i>(L'effet de serre remis en question)</i>	<i>Albin Michel</i>
PIQUETTY Thomas	<i>Le capital au 21e siècle</i>	<i>Seuil</i>
ATTALI Jacques	<i>Urgences françaises</i>	<i>Fayard</i>
COHEN Daniel	<i>Homo economicus, prophète (égaré)</i>	
	<i>des temps nouveaux</i>	<i>Albin Michel</i>
SAINT-ETIENNE Christian	<i>L'économie, pour sortir de la crise</i>	<i>Odile Jacob</i>
HOFSTADTER Douglas	<i>L'analogie cœur de la pensée</i>	<i>Odile Jacob.</i>
MITCHELL Timothy	<i>Carbon democracy (Pétrole façonne politique)</i>	<i>Découverte</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>PIKETTY Thomas</i>	<i>Le capital au 21e siècle</i>	<i>Seuil</i>
<i>ZANTEN (Van) Agnès</i>	<i>Les marchés scolaires</i>	<i>PUF</i>
<i>TOPCU Sezin</i>	<i>La France nucléaire</i>	<i>Seuil</i>
<i>CONNES Alain</i>	<i>Le théâtre quantique</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>LORDON Frédéric</i>	<i>La société des affects (structuralisme des passions)</i>	<i>Seuil</i>
<i>ENCEL Frédéric</i>	<i>Précis de géopolitique à l'usage de tous</i>	<i>Autrement</i>
<i>PICQ Pascal</i>	<i>De Darwin à Lévi-Strauss (Diversité en danger...)</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>GRENOUILLEAU Olivier</i>	<i>Et le marché devint roi</i>	<i>Flammarion</i>
<i>COHN-BENDIT Gabriel</i>	<i>Repenser l'éducation</i>	<i>Autrement</i>
<i>BORCH-JACOBSEN Mikkel</i>	<i>Big Pharma (Santé et industrie pharmaceutique)</i>	<i>Les Arènes</i>
<i>BARBER Benjamin</i>	<i>If mayors ruled the world</i>	<i>Yale Univ.</i>
<i>BRAND Thomas</i>	<i>Un New Deal pour l'Europe</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>MEDA Dominique</i>	<i>La mystique de la croissance</i>	<i>Flammarion</i>
<i>MIRABEL François</i>	<i>Economie des transports urbains</i>	<i>Découverte</i>
<i>PAQUIN Stéphane</i>	<i>Théories de l'économie politique internationale</i>	<i>Sc.Po.</i>
<i>TOURAINÉ Alain</i>	<i>La fin des sociétés</i>	<i>Seuil</i>
<i>McDONALD Duff</i>	<i>The story of Mc Kinsey and its secret influence...</i>	<i>S & S</i>
<i>MIQUET-MARTY François</i>	<i>Les nouvelles passions françaises</i>	<i>Michalon</i>
<i>PECRESSE Valérie</i>	<i>Voulons-nous vraiment sortir de la crise</i>	<i>Albin Michel</i>
<i>GARNIER Bruno</i>	<i>Problèmes de l'école démocratique</i>	<i>CNRS</i>
<i>LEPELTIER T.</i>	<i>Histoire et philosophie des sciences</i>	<i>SH</i>
<i>NUSSBAUM Martha</i>	<i>Les religions face à l'intolérance</i>	<i>Flammarion</i>
<i>CICCHELLI Vincenzo</i>	<i>L'autonomie des jeunes</i>	<i>Doc. Fse.</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>JOSSE Melvin</i>	<i>Militantisme, politique et droits des animaux</i>	<i>DDA</i>
<i>DUBREUIL Catherine-Marie</i>	<i>Libération animale et végétarisation du Monde</i>	<i>CTHS</i>
<i>LA ROCCA Fabio</i>	<i>La ville dans tous ses états</i>	<i>CNRS</i>
<i>MARCEAU Anne</i>	<i>La démocratie locale à la rech.. d'un nouveau souffle</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>GERVAIS François</i>	<i>L'innocence du carbone</i>	<i>Albin Michel</i>
<i>HOTIER Hugues</i>	<i>Interculturalité et communication (Chine/France)</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>DARMOUNI Danièle</i>	<i>Le leadership du vivant</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>MILLOT Cédric</i>	<i>Dessine moi l'Univers</i>	<i>De Boeck</i>
<i>VERSTICHEL Patrick</i>	<i>Les sens trompés (Anomalies du cerveau...)</i>	<i>Belin</i>
<i>LAVAL Katia</i>	<i>Incertitudes sur le climat</i>	<i>Belin</i>
<i>BARNEOUD Lise</i>	<i>La procréation assistée</i>	<i>Belin</i>
<i>JOLY Bernard</i>	<i>Histoire de l'alchimie</i>	<i>Vuibert</i>
<i>EECKHOUT Laetitia</i>	<i>France plurielle (Intégration, enjeux politiques)</i>	<i>Folio</i>
<i>ANDRESY Agnès</i>	<i>XI JINPING (La Chine rouge...)</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>SAUVY Jean</i>	<i>Le vieillissement du cerveau</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>ROJÉY Alexandre</i>	<i>La réinvention du Monde</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>NICOLELIS Miguel</i>	<i>Objectif télépathie</i>	<i>Flammarion</i>
<i>HAMILTON Clive</i>	<i>Les apprentis sorciers du climat</i>	<i>Seuil</i>
<i>SOLER Louis-Georges</i>	<i>Impacts des OGM sur les filières agricoles...</i>	<i>La DocuFse</i>
<i>GUIDICÉ Gian-Francesco</i>	<i>L'odyssée du zeptoospace (10-21mètre)</i>	<i>PPUR</i>
<i>TIREFORT Christian</i>	<i>Manifeste pour un nouveau contrat social</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>DUPONT-AIGNAN Nicolas</i>	<i>Les voleurs de la République (Parasites fiscaux)</i>	<i>Fayard</i>
<i>SANTI Michel</i>	<i>L'Europe, chronique d'un fiasco.....</i>	<i>L'Harmattan</i>

www.spacewarps.org	<i>Observatoire Canada-Hawaï-France</i>
www.mafto.fr	<i>Pour les passionnés d'archéologie</i>
http://donnees.banquemondiale.org	<i>8000 indicateurs pour plus de 200 Pays</i>
http://Shuttle.nasa.gov	<i>Informations sur les missions passées</i>
http://station.nasa.gov	<i>International Space Station (ISS)</i>
www.esoa.net	<i>European Satellite Operators Association</i>
www.earsc.org	<i>European Association of Remote Sensing Companies</i>
www.basicincome2013.eu	<i>Basic Income European Network (Born again ?)</i>
http://tinyurl.com/oxgr9p3	<i>Populations urbaines et rurales dans le Monde</i>
http://exoplanet.eu	<i>Recensement de Jean Schneider</i>
http://world.time.com/timelapse	<i>Trente années d'évolutions de la Terre</i>
www.bit.ly/yG6rjg	<i>Interface cerveau-ordinateur (Wadsworth Center)</i>
www.europeristat.com	<i>Naissances sans vie (France = record européen)</i>
http://tinyurl.com/galaxy-size	<i>Tous les types de galaxies et leurs tailles réciproques</i>
www.zhongbreizh.org	<i>Entreprises bretonnes récompensées en Chine</i>
www.irt-jules-verne.fr	<i>Institut dédié aux composites, hybrides...</i>
www.pret-de-chez-moi.com	<i>Crowdfunding à la française...</i>
www.lesconvivialistes.fr	<i>Comme son nom l'indique...</i>
www.noteo.info	<i>Comparatif : pas « indépendant » du tout !</i>
www.lelephant-larevue.fr	<i>Concurrent à XXI ? Une copie, en tout cas...</i>
www.reportingproject.net	<i>Organized Crime and Corruption Reporting Project</i>
www.jellywatch.org	<i>La guerre aux méduses (Sans radeau ?)</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB suite

SALAT Guy
www.1contre.com

Décider en stratège

*Le pneu qui vous informe de son usure...
L'Harmattan*

www.sauvonsleclimat.org

La naïveté organisée ?

www.clefsdusocial.fr

Comme son nom l'indique...